

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

15 DÉCEMBRE 2003

Projet de loi-programme

Procédure d'évocation

AMENDEMENTS

N° 1 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 20

Au 2^o, remplacer les mots «400,00 euros» par les mots «573,14 euros».

Justification

En augmentant le coût de la réduction structurelle des charges de 18,67 euros par trimestre, on porte celui-ci à 146 millions d'euros. Le présent amendement vise à ce que la réduction des charges de 1,5 milliard d'euros, annoncée par certains membres du gouvernement avant les élections, soit effectivement appliquée. On peut atteindre ce chiffre en augmentant de 191,81 euros la réduction forfaitaire de cotisations, pour la porter à 573,14 euros par trimestre.

N° 2 DE MMES DE BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Titre II — chapitre *2bis* (nouveau)

Dans le titre II, Emploi, insérer un chapitre *2bis* (nouveau) intitulé « Chapitre *2bis* — Réduction subs-

Voir:

Documents du Sénat:

3-424 - 2003-2004:

N° 1: Projet évoqué par le Sénat.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

15 DECEMBER 2003

Ontwerp van programmawet

Evocatieprocedure

AMENDEMENTEN

Nr. 1 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 20

In het 2^o van dit artikel, de woorden «400,00 euro» vervangen door de woorden «573,14 euro».

Verantwoording

De kostprijs van de voorziene structurele lastenverlaging bedraagt 146 miljoen euro, door deze te verhogen met 18,67 euro per kwartaal. Met dit amendement willen de indieners ertoe komen dat de voor de verkiezingen door sommige regeringsleden aangekondigde lastenverlaging van 1,5 miljard euro ook effectief wordt uitgevoerd. Dit kan door de forfaitaire bijdragevermindering op te trekken met 191,81 euro, tot 573,14 euro per kwartaal.

Nr. 2 VAN DE DAMES DE BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Titel II — hoofdstuk *2bis* (nieuw)

In titel II, Werk, een hoofdstuk *2bis* (nieuw) invoegen luidende « Hoofdstuk *2bis* — Substantiële lasten-

Zie:

Stukken van de Senaat:

3-424 - 2003-2004:

Nr. 1: Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

tantielle des charges sur le travail posté, le travail de nuit et le travail irrégulier», contenant les articles 21bis et 21ter et rédigé comme suit :

« Art. 21bis. — Dans l'article 14, § 2, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Pour le calcul des cotisations visées par la présente loi, ne sont pas considérées comme rémunération, les primes payées pour le travail posté, le travail de nuit et les prestations irrégulières aux travailleurs qui sont occupés habituellement et en ordre principal dans un des régimes de travail précités, sauf dans les cas et aux conditions fixés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres. »

Art. 21ter. — Dans l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, est inséré un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Pour le calcul des cotisations visées par la présente loi, ne sont pas considérées comme rémunération, les primes payées pour le travail posté, le travail de nuit et les prestations irrégulières aux travailleurs qui sont occupés habituellement et en ordre principal dans un des régimes de travail précités, sauf dans les cas et aux conditions fixés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres. »

Justification

La mesure gouvernementale en faveur du travail posté et du travail de nuit s'apparente à une goutte dans l'océan, compte tenu des centaines de milliers de travailleurs qui sont occupés dans ces régimes et du montant qui est inscrit au budget en vue de financer cette mesure.

Une réduction à raison de 1 % du précompte professionnel à verser est une mesure particulièrement limitée, surtout quand on sait qu'en Allemagne, notamment, le travail posté de nuit en est exonéré.

Pour 2004, 42 millions d'euros ont été prévus au budget pour cette mesure.

Si l'on se base sur l'hypothèse prudente de 500 000 travailleurs concernés(1) (ETP) pour le travail posté et le travail de nuit réunis (secteur privé à l'exception du secteur des soins), l'avantage par ETP sera de 42 millions/500 000 soit 84 euros par ETP sur une base annuelle. C'est insuffisant et cela ne se traduira que par une très légère hausse de la rémunération nette.

La seule mesure sensée consisterait à aligner le coût salarial du système du travail en équipes sur celui des pays voisins.

(1) Dans l'exposé des motifs, le gouvernement évoque le chiffre de 600 000 pour le travail posté.

verlaging op ploegenarbeid, nachtarbeid en onregelmatige arbeid», bestaande uit de artikelen 21bis en 21ter:

« Art. 21bis. — In artikel 14, § 2, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, een nieuw tweede lid invoegen luidende :

« Voor de berekening van de bijdragen zoals bedoeld in deze wet wordt niet onder loon begrepen de premies die worden betaald voor ploegenarbeid, nachtarbeid en onregelmatige prestaties aan werknemers die gewoonlijk en hoofdzakelijk tewerkgesteld zijn in een van de voornoemde arbeidsregelingen, behalve in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit. »

Art. 21ter. — In artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, een nieuwe derde lid invoegen luidende :

« Voor de berekening van de bijdragen zoals bedoeld in deze wet wordt niet onder loon begrepen de premies, die worden betaald voor ploegenarbeid, nachtarbeid en onregelmatige prestaties aan werknemers die gewoonlijk en hoofdzakelijk tewerkgesteld zijn in een van de voornoemde arbeidsregelingen, behalve in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit. »

Verantwoording

De maatregel van de regering inzake ploegen- en nachtarbeid kan men omschrijven als een druppel op een hete plaat, rekening houdende met de honderdduizenden werknemers die in dit systeem werkzaam zijn en het bedrag dat in de begroting is voorzien om deze maatregel te financieren.

Een korting a rato van 1 % van de storten bedrijfsvoorheffing is bijzonder beperkt, zeker als men weet dat bijvoorbeeld in Duitsland ploegenarbeid 's nachts helemaal is vrijgesteld.

Voor 2004 is voor deze maatregel 42 miljoen euro voorzien in de begroting.

Wanneer we voor ploegen- en nachtarbeid samen (private sector zonder zorgsector) de voorzichtige hypothese van 500 000 betrokkenen(1) (FTE) nemen dan is het voordeel per FTE: 42 miljoen / 500 000 ofwel 84 euro per FTE op jaarbasis. Dit is onvoldoende en zal enkel resulteren in een erg kleine verhoging van het nettoloon.

De enige zinvolle maatregel is de loonkost van de ploegensystemen op het niveau van de buurlanden te brengen.

(1) De regering verwijst in de memorie van toelichting zelf naar 600 000 ploegenarbeiders.

Proposition du CD&V - Plan-VISION

Nombre d'entreprises et d'organismes appliquent des systèmes atypiques de travail en équipes et de travail de nuit dans le cadre de l'organisation de leur activité, en se laissant guider par des considérations d'ordre technique (processus continu), économique (utilisation maximale de la capacité, fluctuations de la demande, etc.) ou même médical (secteur médical, soins de santé).

Le travail en équipes et le travail de nuit occupent une place importante au sein de l'économie belge.

Selon les données chiffrées disponibles, quelque 309 593 salariés ont exercé une forme de travail en équipes durant l'année 2000.

Il s'agit principalement, mais pas uniquement, d'ouvriers (184 737). Le travail en équipes concerne aussi un nombre non négligeable d'employés (65 048) et même d'agents du secteur public (55 297).

Sur le plan sectoriel, le travail en équipes est le mieux représenté dans le secteur industriel (163 899, surtout des hommes), dans celui de la santé et de l'aide sociale (51 573, en grande partie des femmes) et dans les secteurs des transports, de la manutention et de la communication (31 982). Le travail en équipes existe dans presque tous les secteurs de l'économie. Autre élément frappant: ce sont surtout des personnes peu scolarisées qui travaillent en équipes.

Selon certains chiffres du Steunpunt WAV, 434 929 travailleurs ont accompli des prestations nocturnes en Belgique au cours de l'année 2000, soit 13,1% des travailleurs, dont une majorité d'hommes et de travailleurs peu qualifiés.

Dans la plupart des entreprises et des organisations, les personnes qui travaillent en équipes et qui travaillent la nuit reçoivent en principe une prime qui s'ajoute à leur salaire de base (salaire horaire ou mensuel).

Dans le secteur non marchand, on utilise d'ailleurs la notion de «primes pour prestations irrégulières», qui couvre généralement aussi les prestations effectuées les dimanches et les jours fériés ainsi que les prestations de nuit et les prestations (variables) fournies lors d'un service interrompu.

Les primes sont considérées comme une forme de compensation des désagréments et des inconvénients liés au travail en équipes et aux horaires atypiques. Il est clair que, pour les familles, ces conditions de travail anormales entraînent souvent un important surcoût financier et social.

Le montant de la prime et son mode de calcul peuvent varier sensiblement d'un secteur à l'autre et d'une entreprise à l'autre.

Charges sociales

Comme le salaire de base, la prime est soumise aux cotisations sociales à charge des employeurs et à celles qui sont à charge des travailleurs, d'une part, et à l'impôt sur les revenus, d'autre part.

La prime est imposée au taux plein (sans plafond). Par le jeu de cette taxation et de la progressivité de l'impôt des personnes physiques, le montant net que touchent les travailleurs est parfois inférieur à la moitié de celui de la prime. Il est illogique de taxer lourdement les primes perçues par exemple au titre du travail en équipes, puisqu'elles sont considérées non pas comme un salaire normal, mais comme une rémunération complémentaire d'un travail effectué dans des circonstances exceptionnelles.

La lourde imposition du travail atypique pose également des problèmes de concurrence avec les pays voisins où les primes versées au titre du travail en équipes ou du travail de nuit sont beaucoup moins taxées ou même exonérées d'impôts. En Allemagne, par exemple, les primes ne sont pas taxables lorsqu'elles ont

Voorstel CD&V VISIE-plan

Heel wat ondernemingen of organisaties maken gebruik van atypische stelsels van ploegenarbeid en nachtarbeid in de organisatie van hun activiteit. Uit technische noodzaak (continu proces), economische noodzaak (optimale bezettingscapaciteit, schommelingen in de vraag, enz.) of zelfs medische redenen (medische sector, zorg).

Ploegenarbeid en nachtarbeid zijn prominent aanwezig in de Belgische economie.

Uit cijfers blijkt bijvoorbeeld dat in 2000 zo'n 309 593 loontrekkenden een of andere vorm van ploegenarbeid verrichten.

Het gaat hierbij voornamelijk om arbeiders (184 737), maar niet uitsluitend. Ook bij bedienden (65 048) en zelfs in de openbare sector (55 297) vinden we in belangrijke mate ploegenarbeid terug.

Naar sectoren, is ploegenarbeid het sterkst vertegenwoordigd in de industriële sector (163 899 — hoofdzakelijk mannen), de gezondheidssector en de maatschappelijke dienstverlening (51 573 — in belangrijke mate vrouwen) en de sector vervoer, opslag en communicatie (31 982). Bijna in elke economische sector komt ploegenarbeid voor. Treffend is ook dat het veelal lager geschoolden zijn die in een ploegensysteem werken.

Volgens cijfers van het steunpunt WAV verrichten in België 434 929 werknemers nachtarbeid in 2000, hetgeen overeenkomt met 13,1% van de werknemers. Ook hier is een overtegenwoordiging van mannen en lager geschoolden vast te stellen.

Voor het verrichten van ploegenarbeid en nachtarbeid kennen de meeste ondernemingen en organisaties in principe een premie toe, bovenop het basisloon (uurloon of maandloon).

In de non-profit sector spreekt men overigens van «premies voor onregelmatige prestaties». Onder het begrip «onregelmatige prestaties» vallen doorgaans de prestaties op zon- en feestdagen, nachtwerk en onderbroken (wisselende) prestaties.

De premies worden beschouwd als een vorm van compensatie voor de ongemakken en de nadelen die het werk in ploegen en op atypische tijdstippen met zich meebrengt. Het is duidelijk dat voor gezinnen deze abnormale arbeidsomstandigheden vaak een belangrijke financiële en sociale meerkost uitmaken.

De hoogte van de premie en de wijze waarop ze wordt berekend kan sterk verschillen van sector tot sector en van bedrijf tot bedrijf.

Sociale lasten

Net zoals het basisloon, is de premie onderworpen aan enerzijds, sociale zekerheidsbijdragen van werkgever en werknemer, en, anderzijds, aan inkomstenbelasting.

De premie wordt belast aan het volledige tarief (zonder plafond). Dit, samen met de progressieve heffing in de personenbelasting, maakt dat werknemers soms minder dan de helft overhouden van de premie. Het zwaar belasten van de premies voor bijvoorbeeld ploegenarbeid is onlogisch, aangezien de premie niet als normaal loon wordt aangezien maar als extra vergoeding voor werk in uitzonderlijke omstandigheden.

De hoge belasting van de atypische arbeid stelt ook problemen voor de concurrentie met de ons omringende landen, waar de premies voor ploegenarbeid of nachtarbeid niet of veel minder worden belast. Zo worden in Duitsland de premies helemaal niet belast wanneer het nachtarbeid in ploeg betreft. Dit betekent een

trait à un travail de nuit en équipes. Cette différence de traitement entraîne, sur le plan de la concurrence, un désavantage direct qui vient s'ajouter au handicap qu'infligent à notre économie les charges salariales élevées.

Un exemple pratique met bien en lumière les conséquences. Les primes pour travail en équipes qu'une firme flamande donnée verse pour un travailleur d'une catégorie déterminée s'élèvent à 14 179 euros (572 000 BEF) par an (y compris les cotisations patronales à la sécurité sociale); le travailleur ne conserve que 4 536 euros (183 000 BEF), soit un peu moins du tiers. Le collègue allemand de ce travailleur (qui travaille sous un régime de travail en équipes identique) touche lui un montant net de 4 833 euros (195 000 BEF), et les primes de travail en équipes que doit verser son employeur ne s'élèvent qu'à 5 899 euros (238 000 BEF). En ce qui concerne les primes pour travail en équipes, le coin salarial belge est donc 9 fois supérieur à l'allemand; la différence s'explique, à concurrence de 43%, par le fait que les cotisations patronales sont plus élevées chez nous et, à concurrence de 57%, par le fait que les impôts et les cotisations sociales à charge du travailleur sont elles aussi plus élevées. On constate donc qu'en Belgique, et l'entreprise et le travailleur «trinquent» en raison de la lourdeur des charges salariales et de l'inexistence d'un régime adapté pour ce qui est des primes pour le travail en équipes (source: chiffres du service d'étude du VEV).

Un autre exemple réel tiré du secteur de l'industrie chimique est encore plus parlant. Pour une activité de production déterminée, une filiale allemande d'une multinationale doit supporter à Anvers un coût brut de 3 530 euros (142 399 BEF), pour le salaire mensuel d'un ouvrier qui travaille en équipes en service continu. Ce dernier touche un salaire brut total de 2 709 euros (109 280 BEF), primes comprises. Après déduction des charges sociales et des impôts, il lui reste un montant net de 1 815 euros (73 216 BEF).

Une filiale allemande, dotée d'une ligne de production strictement identique, supporte, pour un ouvrier qui fait le même travail, dans un même système de travail en équipes et compte tenu des primes pour le travail nocturne, un coût brut mensuel de 3 184 euros (128 442 BEF), soit 346 euros (13 958 BEF) de moins qu'à Anvers, toujours pour un revenu total brut de 2 709 euros (109 280 BEF), primes comprises. Après déduction des charges sociales et des impôts, l'ouvrier allemand touche un salaire net de 2 095 euros (84 512 BEF), soit 280 euros (11 295 BEF) de plus que son collègue anversoïse.

Les drames sociaux récents comme ceux qui ont été causés par les restructurations chez Ford à Genk ont à nouveau attiré douloureusement l'attention sur le handicap dont souffrent nos entreprises en général et nos secteurs industriels en particulier sur le plan de la concurrence et sur l'impact direct et indirect important qu'il a sur notre économie.

Exonération

Une diminution des charges sociales sur les primes pour travail en équipes et pour prestations nocturnes ou leur suppression pure et simple améliorerait sensiblement la compétitivité de l'économie belge et, surtout, celle du secteur industriel — où l'on trouve la plupart des grandes entreprises qui appliquent le système du travail en équipes — qui rencontre déjà de grosses difficultés et qui doit faire face à une forte concurrence étrangère.

Le secteur des soins tirerait lui aussi grand profit d'une exonération, car celle-ci pourrait avoir des effets positifs sur l'emploi, étant donné que, dans ce secteur, tout abaissement des charges peut avoir un effet positif direct sur le volume de l'emploi (voir infra).

Autre avantage: l'exonération est un stimulant qui permet de remédier aux pénuries de main-d'œuvre fréquentes dans les professions dans lesquelles on applique des systèmes de travail en équipes et de travail de nuit.

direct compétitif nadeel in de industriële sectoren, bovenop de reeds bestaande loonlastenhandicap van onze economie.

Een voorbeeld uit de praktijk maakt duidelijk wat de effecten zijn. Een Vlaams bedrijf betaalt voor een bepaald type werknemer 14 179 euro (572 000 frank) per jaar aan ploegenpremies (inclusief werkgeverbijdragen aan de sociale zekerheid); de werknemer zelf houdt hiervan slechts 4 536 euro (183 000 frank), dus iets minder dan een derde, over. De Duitse collega van deze werknemer (die in een gelijkaardig ploegenregime werkt) bekomt netto 4 833 euro (195 000 frank) aan ploegenpremies, maar dit kost zijn werkgever slechts 5 899 euro (238 000 frank). De Belgische loonwage op ploegenpremies bedraagt dus 9 maal de Duitse; het verschil moet voor 43% gezocht worden in hogere werkgeversbijdragen op het loon en voor 57% in hogere belastingen en werknemersbijdragen ten laste van de werknemer. Zowel het bedrijf als de werknemer zelf «betalen» in België dus voor de hoge lasten op arbeid en voor het gebrek aan aangepaste regeling voor ploegenpremies (cijfers VEV studiedienst).

Een ander reëel voorbeeld uit de chemische nijverheid is nog meer sprekend. Een Duitse vestiging van een multinational met eenzelfde productie betaalt in Antwerpen een bruto kost van 3 530 euro (142 399 frank) voor de maandwage van een arbeider in volcontinu ploegendienst met een totaal bruto inkomen van 2 709 euro (109 280 frank) inclusief premies. De arbeider houdt hiervan zelf 1 815 euro (73 216 frank) over, na het betalen van eigen sociale lasten en belasting.

Een Duitse vestiging met exact dezelfde productielijn betaalt voor een arbeider die hetzelfde werk verricht, in eenzelfde ploegensysteem met dezelfde shiftpremies en premies voor nachtarbeid, maandelijks een bruto kost van 3 184 euro (128 442 frank), dit is 346 euro (13 958 frank) minder dan in Antwerpen. Opnieuw voor een totaal bruto inkomen van 2 709 euro (109 280 frank) inclusief premies. De Duitse arbeider houdt hiervan zelf 2 095 euro (84 512 frank) over, of 280 euro (11 295 frank) meer dan de Antwerpse collega eveneens na sociale lasten en belasting in de personenbelasting.

Recente sociale drama's zoals de herstructureringen bij Ford Genk vestigden nogmaals op een pijnlijke manier de aandacht op het probleem van de concurrentiehandicap voor onze ondernemingen en meer in het bijzonder de industriële sectoren met hun nog steeds belangrijke directe en indirecte impact op onze economie.

Vrijstelling

Een verlaging of afschaffing van de sociale lasten op de ploegenpremie en de nachtpremie zou een belangrijke verbetering inhouden van de concurrentiekracht van de Belgische economie, zeker in de reeds getroffen industriële sector welke met zware buitenlandse concurrentie kampt en waar de meeste grote ondernemingen met ploegensystemen te vinden zijn.

Ook in de zorgsector kan een vrijstelling belangrijke positieve gevolgen hebben voor de tewerkstelling, aangezien in deze sector lastenverlagingen vrij direct de tewerkstelling kunnen opdrijven (zie verder).

Een bijkomend voordeel is dat de vrijstelling een stimulant is om te verhelpen aan krapttes op de arbeidsmarkt, die vaak terug te vinden zijn in beroepen waar ploegensystemen of systemen met nachtarbeid worden toegepast.

Concrètement, les auteurs de la présente proposition souhaitent faire bénéficier les primes pour travail en équipes et prestations nocturnes d'une exonération des cotisations à la sécurité sociale tant à charge des travailleurs qu'à charge des employeurs.

La mesure proposée constituerait un stimulant immédiat tant pour les travailleurs (qui bénéficieraient d'un revenu net plus élevé) que pour les employeurs.

Le travail en équipes et le travail de nuit concernent tant les ouvriers que les employés. L'exonération pourrait être applicable aux deux catégories de travailleurs.

Le travail en équipes est un phénomène que l'on ne rencontre pas seulement dans les secteurs industriel, médical ou des soins de santé. L'exonération doit s'appliquer en faveur de tous les secteurs, d'autant que, si l'on optait pour une réduction sélective (applicable seulement en faveur de certains secteurs), un problème se poserait, étant donné que les instances européennes pourraient considérer cette pratique comme une forme de concurrence déloyale.

Dans la pratique, l'avantage global de la réduction des charges découlant de l'exonération de cotisations à charge des primes pour travail en équipes fera surtout sentir ses effets dans le secteur industriel et dans le secteur médical (soins de santé).

Cette mesure aura aussi un effet relativement plus important en ce qui concerne les ouvriers peu qualifiés.

La notion de «travail en équipes» n'est pas définie dans la législation belge, mais il en est question dans certaines CCT, ce qui signifie qu'elle est utilisée en pratique par les interlocuteurs sociaux. Par «travail en équipes», on entend généralement tout travail accompli «selon un régime de travail atypique dans le cadre duquel, au cours d'une période de 24 heures, plusieurs groupes de travailleurs (appelés équipes) prestent deux services ou plus sur le même lieu de travail et effectuent un travail quasiment identique».

À propos de la définition de la notion de «travail de nuit», l'on se référera à la législation existante en la matière (c'est-à-dire la loi du 17 février 1997 relative au travail de nuit, qui a modifié sur ce point la loi du 16 mars 1971 sur le travail).

En ce qui concerne en particulier le secteur des soins de santé, il y a lieu de noter que l'on parle souvent dans ce secteur de primes pour «prestations irrégulières». Par «prestations irrégulières», on entend généralement les prestations effectuées les dimanches et les jours fériés, ainsi que les prestations de nuit et les prestations (variables) effectuées lors d'un service interrompu. Pour mieux tenir compte des spécificités du travail atypique dans le secteur des soins de santé, la présente proposition prévoit explicitement une exonération pour ces prestations irrégulières.

Il importe bien sûr de souligner que l'exonération complète ne vaut que pour la prime.

L'exonération implique la reconnaissance du fait que la prime est non pas une forme de salaire normal rémunérant un travail effectué, mais une indemnité spécifique (d'où l'appellation «prime») servant à compenser les inconvénients qu'entraînent le travail en équipes, le travail de nuit et les prestations irrégulières dans le secteur des soins de santé.

N° 3 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 24bis (nouveau)

Insérer un article 24bis (nouveau), rédigé comme suit :

«Art. 24bis. — L'article 339 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 est remplacé comme suit :

Concreet wensen de indieners om de premies voor ploegenarbeid en voor nachtarbeid vrij te stellen van zowel werknemers- als werkgeversbijdragen.

Dit houdt in dat zowel werknemers (hoger netto) als werkgevers een onmiddellijke stimulans ondervinden van de voorgestelde maatregel.

Ploegenarbeid en nachtarbeid komt voor bij zowel arbeiders als bedienden. De vrijstelling kan voor beiden gelden.

Ploegenarbeid is niet enkel een fenomeen van de industriële sector of de medische (of zorg-) sector. Een vrijstelling dient te gelden voor alle sectoren, temeer daar bij een selectieve verlaging (enkel voor bepaalde sectoren) problemen kunnen ontstaan met de door Europa bewaakte eerlijke concurrentie.

In de praktijk zal uiteraard het globaal voordeel van de lastenverlaging via vrijstelling van bijdragen op premies voor ploegenarbeid vooral doorwegen in de industriële sector en de medische (zorg-) sector.

De maatregel zal ook relatief sterker doorwegen voor de laaggeschoolde arbeid.

Ploegenarbeid is in ons land niet wettelijk gedefinieerd, maar komt als begrip wel voor in CAO's en wordt dus in de praktijk door de sociale partners gehanteerd. Doorgaans wordt met ploegenarbeid bedoeld de arbeid verricht in een atypische arbeidsregeling waarbij in een periode van 24 uur twee of meer diensten gewerkt wordt door verschillende groepen werknemers (genaamd ploegen) op dezelfde arbeidsplek en waarbij ongeveer identiek werk wordt verricht.

Voor de omschrijving van nachtarbeid kan verwezen worden naar de bestaande wetgeving terzake (met name de wet van 17 februari 1997 betreffende de nachtarbeid welke de arbeidswet op dit punt wijzigde).

Specifiek voor de zorgsector moet opgemerkt worden dat in die sector vaak wordt gesproken van premies voor onregelmatige prestaties. Onder het begrip «onregelmatige prestaties» vallen doorgaans de prestaties op zon- en feestdagen, nachtwerk en onderbroken (wisselende) prestaties. Om beter rekening te houden met de bijzondere kenmerken van de atypische arbeid in de zorgsector wordt expliciet een vrijstelling ingeschreven voor deze onregelmatige prestaties.

Het is uiteraard belangrijk er op te wijzen dat enkel de premie een volledig vrijstelling geniet.

Deze vrijstelling houdt meteen ook de erkenning in van het feit dat de premie geen vorm van normaal loon voor verrichte arbeid is, maar een specifieke vergoeding (vandaar: premie) voor de ongemakken die gepaard gaan met ploegenarbeid, nachtarbeid en onregelmatige prestaties in de zorgsector.

Nr. 3 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 24bis (nieuw)

Een artikel 24bis invoegen, luidend als volgt :

«Art. 24bis. — Artikel 339 van de programmawet (I) van 24 december 2002, wordt als volgt vervangen :

« Art. 339. — *Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer les conditions et les règles suivant lesquelles une réduction de cotisations groupe-cible peut être octroyée pour les travailleurs faisant partie de la catégorie 1 visée à l'article 330 qui, le dernier jour du trimestre, sont âgés d'au moins 55 ans. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, abaisser la condition d'âge, sans aller en-deçà de 50 ans. Par dérogation à l'article 336, alinéa premier, deuxième phrase, la réduction de cotisations groupe cible est égale à un montant forfaitaire de 1 000 euros pour les travailleurs âgés de plus de 58 ans, pour qui la somme des occupations chez un même employeur au cours du trimestre correspond à des prestations trimestrielles complètes.* »

Justification

Nous souhaitons, par le biais du présent amendement, augmenter le taux d'occupation des travailleurs âgés. Grâce à cette modification, les travailleurs âgés ne seront en outre plus les premiers à faire les frais d'une restructuration. C'est pourquoi l'âge pour bénéficier de la réduction de cotisations groupe-cible tombe de 57 à 55 ans pour les travailleurs âgés et le montant de la réduction est porté à 1000 euros. Le présent amendement reprend la proposition qui figure dans l'accord de gouvernement.

N° 4 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Titre II — chapitre 4bis (nouveau)

Dans le titre II, insérer un chapitre 4bis (nouveau), libellé comme suit « Adaptation au bien-être des allocations de chômage » comprenant les articles 30bis et 30ter, libellés comme suit :

« Art. 30bis. — *L'article 113, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage est complété par l'alinéa suivant :*

« *Le montant visé à l'article 111, alinéa 3, les montants des allocations mentionnées dans la présente section et les montants visés aux articles 127 et 131bis, § 2, sont adaptés chaque année. À cet effet, le Roi fixe, avant le 1^{er} avril de chaque année et après avoir recueilli l'avis du Conseil national du travail, le coefficient de majoration, compte tenu de l'évolution conventionnelle des salaires. Les nouveaux montants sont publiés au Moniteur belge. Ils entrent en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet de l'année qui suit celle de leur adaptation.* »

Art. 30ter. — *L'article 144, § 5, du même arrêté royal est complété comme suit :*

« *ni liés au coefficient de revalorisation fixé en fonction de l'évolution conventionnelle des salaires.* »

« Art. 339. — *De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de voorwaarden en regels bepalen volgens dewelke een doelgroepvermindering kan worden toegekend voor werknemers van categorie 1, bedoeld in artikel 330, die op de laatste dag van het kwartaal ten minste de leeftijd van 55 jaar bereikt hebben. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de leeftijdsbeperking verlagen zonder evenwel lager te gaan dan 50 jaar. In afwijking van artikel 336, eerste lid, tweede zin, is voor de werknemers ouder dan 58 jaar voor wie het geheel van de tewerkstellingen bij één en dezelfde werkgever gedurende het kwartaal overeenstemt met volledige kwartaalprestaties, de doelgroepvermindering gelijk aan een forfaitair bedrag van 1 000 euro.* »

Verantwoording

Met dit amendement willen de indieners de werkgelegenheidsgraad van de oudere werknemers verhogen. Bovendien zullen oudere werknemers door deze wijziging niet zo snel meer het slachtoffer worden van een herstructurering. De leeftijd om te genieten van de doelgroepvermindering voor oudere werknemers wordt daarom verlaagd van 57 naar 55 jaar en het bedrag van de vermindering wordt voor de oudere werknemers verhoogd tot 1 000 euro. Dit amendement neemt het voorstel over dat in het regeerakkoord staat.

Nr. 4 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Titel II — hoofdstuk 4bis (nieuw)

In titel II een hoofdstuk 4bis (nieuw) invoegen, luidende « Welvaartsaanpassing werkloosuitkeringen » bestaande uit artikelen 30bis en 30ter als volgt :

« Art. 30bis. — *Artikel 113, § 1, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :*

« *Het bedrag zoals bedoeld in artikel 111, derde lid, de bedragen van de uitkeringen vermeld in deze afdeling en de bedragen bedoeld in de artikelen 127 en 131bis, § 2, worden jaarlijks aangepast. De Koning stelt hiertoe vóór 1 april van elk jaar, op advies van de Nationale Arbeidsraad, de verhogingscoëfficiënt vast, rekening houdend met de ontwikkeling van de conventionele lonen. De nieuwe bedragen worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Zij treden in werking uiterlijk op 1 juli van het jaar dat volgt op dat van hun aanpassing.* »

Art. 30ter. — *Artikel 114, § 5, van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld als volgt :*

« *en niet gekoppeld aan de verhogingscoëfficiënt die wordt vastgesteld en rekening houdt met de ontwikkeling van de conventionele lonen.* »

Justification

Le présent amendement vise à ce que le montant maximum sur la base duquel, conformément à l'article 111, alinéa 3, les allocations de chômage sont calculées, puisse être adapté chaque année en fonction de l'évolution conventionnelle des salaires. Il est également prévu que les autres montants, tels que les montants minimaux ou le montant pour les travailleurs salariés cohabitants peuvent être augmentés au terme de la période de 15 mois en fonction de l'évolution conventionnelle des salaires. Il en va de même pour le montant du complément d'ancienneté (article 127) et l'allocation de garantie de revenus (article 131bis).

N° 5 DE MME de BETHUNE ET CONSORTS

Art. 31

Supprimer cet article.

Justification

Le danger existe qu'un certain nombre d'employeurs qui devront désormais payer eux-mêmes les primes, procèdent moins souvent au remplacement pour cette raison, ou qu'ils mettent tout en œuvre pour ne pas laisser le travailleur bénéficier de l'interruption de carrière. Ce sont deux conséquences prévisibles, dès lors que beaucoup d'employeurs visés ne disposent déjà plus de la marge financière suffisante aujourd'hui. C'est pourquoi les auteurs proposent de supprimer cet article.

N° 6 DE MME de BETHUNE ET CONSORTS

(Subsidiaire à l'amendement n° 5)

Art. 31

Compléter l'alinéa 2 de cet article comme suit :

«Toutefois, l'employeur qui engage un travailleur pour remplacer le travailleur qui interrompt sa carrière ne doit pas supporter le financement de ces sommes.»

Justification

Le raisonnement sous-tendant la responsabilisation financière de certains employeurs dans le financement des primes d'interruption de carrière est qu'il existait auparavant une obligation de remplacement, qui donnait lieu à des retombées positives en matière de chômage et de cotisations de sécurité sociale, ce qui compensait les primes. Tel n'est plus le cas depuis la suppression de l'obligation de remplacement. En permettant désormais aux employeurs qui remplacent le travailleur en interruption de carrière de ne pas payer les primes en question, on applique le raisonnement initial de manière conséquente. Cette mesure peut en outre induire un effet positif sur l'emploi.

Verantwoording

Met dit amendement willen de indieners bekomen dat het maximumbedrag waarop de werkloosheidsvergoeding, zoals bepaald in artikel 111, derde lid, wordt berekend, jaarlijks aangepast kan worden aan de evolutie van de conventionele lonen. Tevens wordt voorzien in de mogelijkheid om de andere bedragen zoals de minimumbedragen of het bedrag voor samenwonende werknemers na de periode van 15 maanden te verhogen in functie van de ontwikkeling van de conventionele lonen. Hetzelfde wordt mogelijk voor de anciënniteitstoeslag (artikel 127) en de inkomensgarantieuitkering (artikel 131bis).

Sabine de BETHUNE.
Mia DE SCHAMPHELAERE.

Nr. 5 VAN MEVROUW de BETHUNE C.S.

Art. 31

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Het gevaar bestaat dat een aantal werkgevers die voortaan zelf de premies moeten betalen, daardoor minder zullen overgaan tot vervanging, of alles in het werk zullen stellen om de werknemer toch niet van loopbaanonderbreking te laten genieten. Dit zijn twee voorzienbare gevolgen, aangezien veel van de bedoelde werkgevers vandaag reeds onvoldoende financiële ademruimte hebben. Daarom stellen de indieners voor dit artikel te doen vervallen.

Nr. 6 VAN MEVROUW de BETHUNE C.S.

(Subsidiair amendement op nr. 5)

Art. 31

Het tweede lid van dit artikel aanvullen als volgt :

«De werkgever die een werknemer aanwerft ter vervanging van de werknemer die zijn loopbaan onderbreekt dient evenwel niet voor de financiering van deze sommen in te staan.»

Verantwoording

De redenering achter het financieel verantwoordelijk stellen van bepaalde werkgevers voor de financiering van de premies loopbaanonderbreking is dat er voorheen een vervangingsverplichting bestond, waardoor terugverdieneffecten in de werkloosheid en de socialezekerheidsbijdragen ontstonden, die de premies compenseerden. Na de afschaffing van de vervangingsverplichting was dit niet langer het geval. Door nu de werkgevers die de werknemer in loopbaanonderbreking vervangen, de premies niet te laten betalen, wordt deze redening consequent doorgezet. Bovendien kan op die manier een positief werkgelegenheidseffect ontstaan.

Sabine de BETHUNE.
Mia DE SCHAMPHELAERE.
Marc VAN PEEL.
Stefaan DE CLERK.

N° 7 de MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHE-LAERE

Titre II — chapitre 5bis (nouveau)

Dans le titre II, insérer un chapitre 5bis (nouveau), libellé comme suit « Chapitre 5bis — Extension du congé parental » comprenant l'article 31bis, libellé comme suit :

« Art. 31bis. — *Le chapitre IV, section 5, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales est complété par une sous-section 6, qui comporte les articles 107ter à 107sexies et est rédigée comme suit :*

« *Sous-section 6 : Du droit au congé parental*

Art. 107ter. — § 1^{er}. *À l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, les travailleurs visés à l'article 99, qui sont parents d'un enfant bénéficiaire, ont droit à un congé parental dont la durée, par enfant, est fixée à l'article 107quater.*

§ 2. *Pour avoir droit au congé parental, le travailleur doit avoir été lié, en tant que travailleur salarié, à un employeur par un contrat de travail pendant au moins douze mois au cours de sa carrière.*

§ 3. *Le droit prévu au § 1^{er} est reconnu :*

— *en raison de la naissance d'un enfant, au plus tard jusqu'à ce que celui-ci atteigne son dix-huitième anniversaire;*

— *en raison de l'adoption d'un enfant, au plus tard jusqu'à ce que celui-ci atteigne son dix-huitième anniversaire. Le congé parental prend fin au plus tard au dix-huitième anniversaire de l'enfant concerné.*

§ 4. *Le Roi peut assimiler à un parent au sens du § 3 toute autre personne qui assume effectivement l'éducation de l'enfant visé au § 1^{er}, et ce, aux conditions particulières et selon les modalités qu'il détermine.*

Art. 107quater. — § 1^{er}. *Dans le cadre du droit au congé parental visé à l'article 107ter, le travailleur visé à l'article 107ter peut :*

— *ou bien, suspendre complètement l'exécution de son contrat de travail pendant une période de six mois;*

— *ou bien, réduire ses prestations de moitié pendant une période de douze mois;*

— *ou bien, réduire ses prestations d'un cinquième pendant une période de trente mois.*

§ 2. *La moitié de la durée totale de l'interruption, visée au § 1^{er}, n'est pas transférable à l'autre parent,*

Nr. 7 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Titel II — hoofdstuk 5bis (nieuw)

In titel II een hoofdstuk 5bis (nieuw) invoegen, luidende « Hoofdstuk 5bis — Uitbreiding van het ouderschapsverlof » bestaande uit artikel 31bis luidend als volgt :

« Art. 31bis. — *Hoofdstuk IV, afdeling 5, van de herstellwet houdende sociale bepalingen van 22 januari 1985 wordt aangevuld met een onderafdeling 6, die de artikelen 107ter tot 107sexies bevat, luidende :*

« *Onderafdeling 6 : Recht op ouderschapsverlof*

Art. 107ter. — § 1. *Naar aanleiding van de geboorte of de adoptie van een kind hebben de werknemers bedoeld in artikel 99, die ouder zijn van een rechtgevend kind, recht op een ouderschapsverlof waarvan de duur per kind wordt bepaald in artikel 107quater.*

§ 2. *Om recht te hebben op het ouderschapsverlof moet de werknemer in zijn loopbaan minstens 12 maanden als werknemer door een arbeidsovereenkomst met een werkgever verbonden zijn geweest.*

§ 3. *Het recht bedoeld in § 1 wordt toegekend :*

— *naar aanleiding van de geboorte van een kind uiterlijk tot het kind de leeftijd van achttien jaar heeft bereikt;*

— *naar aanleiding van de adoptie van een kind uiterlijk tot het kind de leeftijd van achttien jaar heeft bereikt. De periode van het ouderschapsverlof eindigt uiterlijk op de 18e verjaardag van het betreffende kind.*

§ 4. *De Koning kan andere personen die effectief instaan voor de opvoeding van het in § 3 bedoelde kind gelijkstellen met een ouder bedoeld in § 1 en dit volgens de andere regelen en voorwaarden die hij bepaalt.*

Art. 107quater. — § 1. *De werknemer bedoeld in artikel 107ter kan, in het kader van het recht op ouderschapsverlof bedoeld in artikel 107ter :*

— *hetzij, de uitvoering van zijn arbeidsovereenkomst volledig schorsen gedurende een periode van zes maanden;*

— *hetzij, zijn arbeidsprestaties met de helft verminderen gedurende een periode van twaalf maanden;*

— *hetzij, zijn arbeidsprestaties met één vijfde verminderen gedurende een periode van dertig maanden.*

§ 2. *De helft van de totale duur van de onderbreking, zoals bedoeld in paragraaf 1, is niet overdraag-*

l'autre moitié ou une part moins importante pouvant l'être. En cas de transfert, la durée du temps transféré est réduite de moitié.

§ 3. Le droit à la suspension, à la poursuite des prestations à mi-temps ou à la réduction d'un cinquième des prestations visé au § 1^{er} peut être exercé pendant une seule période ininterrompue ou pendant plusieurs périodes distinctes multiples d'un mois et d'une durée de trois mois au moins. Chaque année civile au cours de laquelle il exerce son droit à la suspension complète ou partielle visée à l'alinéa 1^{er}, le travailleur peut choisir de suspendre ses prestations, de les poursuivre à mi-temps ou de les réduire d'un cinquième. À cette fin, il est tenu compte de la durée de travail hebdomadaire moyenne du travailleur au moment où il introduit la demande. La somme du nombre de mois de suspension complète, de la moitié du nombre de mois au cours desquels les prestations ont été poursuivies à mi-temps et d'un cinquième du nombre de mois au cours desquels les prestations ont été réduites d'un cinquième ne peut excéder le nombre de douze.

Art. 107quinquies. — Les travailleurs qui font usage du droit visé à l'article 107ter ont droit à une allocation forfaitaire. Le montant de cette allocation est égal au produit du rapport entre le nombre hebdomadaire d'heures pendant lesquelles le travailleur interrompt ses prestations et le temps de travail moyen hebdomadaire d'un travailleur occupé à temps plein, avec le montant du revenu mensuel minimum moyen garanti fixé dans une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail pour un travailleur âgé d'au moins 21 ans qui fournit des prestations de travail normales à temps plein.

Art. 107sexies. — § 1^{er}. Le travailleur qui souhaite exercer le droit au congé parental, en fait la demande conformément aux dispositions suivantes :

1^o le travailleur informe, préalablement et par écrit, son employeur de sa demande. Le délai d'introduction de la demande est d'un mois. Ce délai peut être réduit d'un commun accord entre l'employeur et le travailleur;

2^o la notification se fait par lettre recommandée ou par la remise de l'écrit visé au 1^o, dont le double est signé par l'employeur au titre d'accusé de réception;

3^o l'écrit visé au 1^o mentionne les modalités de l'exercice du droit ainsi que la date de prise de cours et de fin du congé parental;

4^o Si aucune demande de congé parental n'a été introduite précédemment auprès de l'employeur pour l'enfant en question, le travailleur fournit, au plus

baar op de andere ouder, de andere helft of minder kan wel op de andere ouder worden overgedragen. Evenwel wordt bij bedoelde overdracht de duur ervan met de helft verminderd.

§ 3. Het recht op schorsing, op halftijdse voortzetting of op vermindering van de arbeidsprestaties met één vijfde als bedoeld in § 1 kan ofwel opgenomen worden in één aaneengesloten periode, ofwel in meerdere afzonderlijke periodes die een veelvoud zijn van één maand, met een minimum van drie maanden. De werknemer kan elk kalenderjaar waarin hij zijn recht op voltijdse of deeltijdse onderbreking uitoefent als bedoeld in het eerste lid, kiezen om zijn arbeidsprestaties te schorsen, halftijds voort te zetten of met één vijfde te verminderen. Daarvoor wordt rekening gehouden met de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van de werknemer op het ogenblik van de aanvraag. De som van het aantal maanden voltijdse onderbreking, de helft van het aantal maanden halftijdse voortzetting en een vijfde van het aantal maanden vermindering van de prestaties met één vijfde mag het getal twaalf niet overschrijden.

Art. 107quinquies. — De werknemers die gebruik maken van het recht bedoeld in artikel 107ter hebben recht op een forfaitaire uitkering. Het bedrag van de uitkering is het product van de verhouding tussen het wekelijks aantal uren waarmee de werknemer zijn arbeidsprestaties onderbreekt en de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van een voltijds tewerkgestelde werknemer met het bedrag van het gewaarsborgd gemiddeld minimummaandinkomen vastgesteld in een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de Nationale Arbeidsraad voor een werknemer van minstens 21 jaar die normale voltijdse arbeidsprestaties levert.

Art. 107sexies. — § 1. De werknemer die gebruik wenst te maken van het recht op ouderschapsverlof, doet zijn aanvraag overeenkomstig de volgende bepalingen :

1^o de werknemer brengt zijn werkgever voorafgaandelijk schriftelijk op de hoogte van zijn aanvraag. De termijn van aanvraag is één maand. Die termijn kan in overleg tussen werkgever en werknemer ingekort worden;

2^o de kenningsgeving gebeurt door middel van een aangetekend schrijven of de overhandiging van het in 1^o bedoelde geschrift waarvan het duplicaat voor ontvangst wordt ondertekend door de werkgever;

3^o het in 1^o bedoelde geschrift vermeldt de wijze van uitoefening van het recht en de begin- en einddatum van het ouderschapsverlof;

4^o indien geen eerdere aanvraag voor ouderschapsverlof voor het betreffende kind bij de werkgever werd ingediend verstrekt de werknemer uiterlijk

tard au moment où le congé parental prend cours, une copie de l'acte de naissance ou d'adoption.

§ 2. *Endéans les deux semaines qui suivent l'avertissement par écrit opéré conformément au § 1^{er}, l'employeur peut reporter l'exercice du droit au congé parental tel que visé à l'article 107ter, pour des raisons impératives internes ou externes. Le conseil d'entreprise, ou à défaut le comité de prévention et de protection au travail, peut préciser ces raisons pour l'entreprise. En cas de problèmes individuels, la procédure ordinaire de traitement des plaintes est d'application. L'employeur doit fournir au travailleur une motivation écrite du report.*

§ 3. *Le droit au congé parental prend cours au plus tard 6 mois à compter du jour où il aurait été exercé en l'absence de report. L'employeur et le travailleur peuvent toutefois s'accorder sur d'autres modalités.*

Art. 107septies. — § 1^{er}. *À l'issue de la période de congé parental, le travailleur a le droit de retrouver son poste de travail ou, en cas d'impossibilité, un travail équivalent ou similaire conforme à son contrat de travail et dont la rémunération est équivalente.*

§ 2. *L'employeur ne peut faire aucun acte tendant à mettre fin unilatéralement à la relation de travail sauf pour motif grave au sens de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 précitée, ou pour motif suffisant. Par motif suffisant, il faut comprendre le motif qui a été reconnu tel par le juge et dont la nature et l'origine sont étrangères à la suspension du contrat de travail ou à la réduction des prestations de travail du fait de l'exercice du droit au congé parental.*

§ 3. *Cette interdiction de mettre fin unilatéralement à la relation de travail sortit ses effets à la date de l'avertissement par écrit opéré conformément à l'article 107sexies, soit au plus tôt un mois avant la prise de cours de la période de congé parental, et cesse deux mois après la date de fin de cette même période.*

§ 4. *L'employeur qui, malgré les dispositions du § 1^{er}, résilie le contrat de travail sans motif grave ni motif suffisant, est tenu de payer au travailleur une indemnité forfaitaire égale à la rémunération de six mois, sans préjudice des indemnités dues au travailleur en cas de rupture du contrat de travail. Cette indemnité ne peut être cumulée avec les indemnités fixées par l'article 63, alinéa 3, de la loi du 3 juillet 1978 précitée, l'article 40 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, les articles 16 à 18 de la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des*

op het ogenblik waarop het ouderschapsverlof ingaat een afschrift van de geboorteakte of in voorkomend geval de adoptieakte.

§ 2. *Binnen twee weken na de schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig paragraaf 1, kan de werkgever de uitoefening van het recht op ouderschapsverlof, als bedoeld in artikel 107ter uitstellen om ernstige interne of externe redenen. De ondernemingsraad, of bij ontstentenis het comité voor preventie en bescherming op het werk, kan deze redenen voor de onderneming verduidelijken. Bij individuele problemen geldt de normale procedure voor het behandelen van klachten. De werkgever moet een schriftelijke motivatie voor het uitstel aan de werknemer bezorgen.*

§ 3. *Het recht op ouderschapsverlof gaat in uiterlijk 6 maanden te rekenen vanaf de dag waarop het uitgeoefend zou zijn als er geen uitstel was geweest. De werkgever en de werknemer kunnen evenwel andere regelingen overeenkomen.*

Art. 107septies. — § 1. *Na afloop van het ouderschapsverlof heeft de werknemer het recht terug te keren in zijn oude functie of, indien dit niet mogelijk is, in een gelijkwaardige functie die in overeenstemming is met zijn of haar arbeidsovereenkomst, en waarvoor de verloning gelijkwaardig is.*

§ 2. *De werkgever mag geen enkele daad stellen om de arbeidsverhouding eenzijdig te beëindigen, behalve om dringende reden in de zin van artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of om een voldoende reden. Onder voldoende reden dient te worden verstaan, een door de rechter als zodanig bevonden reden waarvan de aard en de oorsprong vreemd zijn aan de schorsing van de arbeidsovereenkomst of de vermindering van de arbeidsprestaties vanwege de uitoefening van het recht op ouderschapsverlof.*

§ 3. *Dat verbod om de arbeidsverhouding eenzijdig te beëindigen geldt vanaf de datum van de schriftelijke kennisgeving zoals gebeurd overeenkomstig artikel 107sexies, dit is op zijn vroegst 1 maand voor de aanvang van de periode van ouderschapsverlof, en eindigt 2 maanden na de einddatum van diezelfde periode.*

§ 4. *De werkgever die ondanks de bepalingen van § 1 de arbeidsovereenkomst zonder dringende reden of voldoende reden beëindigt, dient aan de werknemer een forfaitaire vergoeding te betalen die gelijk is aan het loon voor 6 maanden, onverminderd de vergoedingen die aan de werknemer verschuldigd zijn in geval van verbreking van de arbeidsovereenkomst. Die vergoeding is niet cumuleerbaar met de vergoedingen bepaald in artikel 63, derde lid, van de voornoemde wet van 3 juli 1978, artikel 40 van de arbeidswet van 16 maart 1971, de artikelen 16 tot 18 van de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de on-*

lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel ou l'indemnité due en cas de licenciement d'un délégué syndical.

Art. 107octies. — Le Roi peut fixer des modalités d'exercice du droit au congé parental. »

Justification

Nous souhaitons étendre le droit au congé parental. L'allongement de la durée du congé parental, le relèvement de l'âge maximum de l'enfant et l'augmentation de l'allocation doivent permettre de combiner plus facilement travail et vie de famille. Cette extension permettra également de promouvoir l'entrée ou la rentrée des femmes sur le marché du travail.

N° 8 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Titre II — chapitre 6bis (nouveau)

Au titre II, Emploi, insérer un chapitre 6bis nouveau, intitulé « Chapitre 6bis — Heures supplémentaires » et comprenant les articles 39bis à 39quinquies, libellés comme suit :

« Art. 39bis. — À l'article 25 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, les mots « *en vertu d'une autorisation accordée par le fonctionnaire désigné par le Roi* » sont supprimés.

Art. 39ter. — À l'article 25 de la même loi, les mots « *surcroît extraordinaire de travail* » sont remplacés par les mots « *surcroît temporaire de travail* ».

Art. 39quater. — À l'article 26bis, § 2bis, de la même loi, les mots « *65 heures* » sont remplacés par les mots « *180 heures* ».

Art. 39quinquies. — Le Roi est habilité à modifier, abroger, remplacer ou compléter, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, l'article 29, § 4, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail en vue d'appliquer au travail supplémentaire la flexibilité visée à l'article 26bis de la même loi. Cet arrêté doit être pris dans les deux mois de l'entrée en vigueur de la présente loi et sera frappé de caducité s'il n'est pas confirmé par une loi dans les douze mois de sa publication. »

Justification

Le régime applicable aux heures supplémentaires manque de flexibilité, surtout pour les PME où il n'est souvent pas possible d'instaurer le travail en équipes. Une initiative doit également être prise à ce niveau, parallèlement à la mesure (limitée) applicable au travail de nuit et au travail en équipes.

dernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden of met de vergoeding die is verschuldigd in geval van ontslag van een vakbondsafgevaardigde.

Art. 107octies. — De Koning kan nadere regelen bepalen met betrekking tot de uitoefening van het recht op ouderschapsverlof. »

Verantwoording

De indieners wensen het recht op ouderschapsverlof uit te breiden. De optrekking van de duur van het ouderschapsverlof, de verhoging van de toegelaten leeftijd van het kind en de hogere premie, moeten toelaten om arbeid en gezin op een meer houdbare manier te combineren. Deze uitbreiding zal ook toelaten om de (her)intrede van vrouwen op de arbeidsmarkt te bevorderen.

Nr. 8 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Titel II — hoofdstuk 6bis (nieuw)

In titel II, Werk, een hoofdstuk 6bis, nieuw, luidende « hoofdstuk 6bis, Overuren » invoegen, bestaande uit artikelen 39bis tot 39quinquies luidend als volgt :

« Art. 39bis. — In artikel 25 van de arbeidswet van 16 maart 1971 de woorden « *ingevolge een toelating verleend door de door de Koning aangewezen ambtenaar,* » doen vervallen.

Art. 39ter. — In artikel 25 van de arbeidswet van 16 maart 1971 de woorden « *buitengewone vermeerdering van werk* » vervangen door de woorden « *tijdelijke vermeerdering van het werk* ».

Art. 39quater. — In artikel 26bis, § 2bis van de arbeidswet van 16 maart 1971 de woorden « *65 uren* » vervangen door de woorden « *180 uren* ».

Art. 39quinquies. — De Koning wordt gemachtigd bij een in Ministerraad overlegd besluit artikel 29, § 4, van de arbeidswet van 16 maart 1971 te wijzigen, op te heffen, te vervangen of aan te vullen teneinde de flexibiliteit zoals omschreven in artikel 26bis van de arbeidswet van 16 maart 1971 in te voeren voor overwerk. Dit besluit dient te worden getroffen binnen de twee maanden na de inwerkingtreding van deze wet, en komt te vervallen bij gebreke aan bekrachtiging bij wet binnen de 12 maanden na publicatie. »

Verantwoording

De regeling inzake overuren is onvoldoende flexibel, zeker voor KMO's waar vaak geen systeem van ploegenarbeid kan ingevoerd worden. Tegenover de (beperkte) maatregel voor ploegen- en nachtarbeid, moet ook op dit vlak een initiatief worden genomen.

Les auteurs entendent amorcer un débat à ce sujet avec le gouvernement, d'autant que celui-ci a déjà fait une série d'annonces en la matière.

Elles soulignent aussi la nécessité de prendre des mesures fiscales.

L'article 25 de la loi sur le travail doit être adapté afin qu'il ne soit plus nécessaire d'obtenir l'autorisation préalable de l'inspection sociale en cas de surcroît exceptionnel de travail.

À l'instar des modifications apportées au travail intérimaire dans la loi-programme du 26 juillet 1996, il convient de remplacer la notion de «surcroît exceptionnel de travail» par celle de «surcroît temporaire de travail».

Augmentation du «crédit d'heures supplémentaires» annuel.

En l'absence de CCT, les prestations supplémentaires doivent être payées et ne peuvent être converties en congé de récupération, sauf moyennant la conclusion d'une convention collective de travail. Cela n'a aucun impact positif sur l'emploi étant donné que les employeurs PME n'ont ni le réflexe ni la possibilité de conclure des conventions collectives de travail. À l'instar de ce qui est déjà prévu dans une série d'autres situations, il convient, ici aussi, de permettre une modification, par le truchement du règlement de travail, pour les entreprises qui emploient moins de 50 travailleurs et qui n'ont pas de représentation syndicale. Il est dès lors indiqué d'adapter le § 4 de l'article 29 de la loi sur le travail dans le sens de l'article 26bis de la même loi (instauration de la petite flexibilité).

N° 9 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 56bis (nouveau)

Insérer un article 56bis (nouveau) libellé comme suit :

«Art. 56bis. — *L'article 23bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail est complété par l'alinéa suivant :*

«*Les indemnités visées aux articles 22 et 23 sont adaptées chaque année. À cet effet, le Roi fixe, avant le 1^{er} avril de chaque année et après avoir recueilli l'avis du Conseil national du travail, le coefficient de majoration en tenant compte de l'évolution conventionnelle des salaires. Les nouveaux montants sont publiés au Moniteur belge. Ils entrent en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet de l'année qui suit celle de leur adaptation.*»

Justification

Le présent amendement tend à faire en sorte que les indemnités et les rentes versées en cas d'accident du travail mortel soient adaptées chaque année en fonction de l'évolution du bien-être.

N° 10 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 57

Supprimer cet article.

De indieners willen hierover het debat met de regering op gang brengen, aangezien de regering terzake ook een reeks aankondigingen heeft gedaan.

Zij willen er op wijzen dat ook in de fiscaliteit maatregelen moeten worden getroffen.

Artikel 25 van de arbeidswet moet aangepast worden zodat het niet meer nodig is voorafgaand aan de sociale inspectie toestemming te vragen bij buitengewone vermeerdering van het werk.

Eveneens moet, en dit in navolging van de wijzigingen doorgevoerd bij de uitzendarbeid in de kaderwet van 26 juli 1996, het begrip «buitengewone vermeerdering van het werk» vervangen worden door «tijdelijke vermeerdering van het werk».

Verhoging jaarlijks «overurenkrediet».

Indien geen CAO is gesloten, moet overwerk uitbetaald worden en kan het niet worden omgezet in betaalde inhaalrust behoudens via het sluiten van een collectieve arbeidsovereenkomst. Dit komt de tewerkstelling niet ten goede daar KMO-werkgevers niet de reflex en de mogelijkheden hebben om collectieve arbeidsovereenkomsten te sluiten. Zoals in een aantal andere situaties reeds voorzien is, moet ook hier een wijziging via het arbeidsreglement mogelijk gemaakt worden voor ondernemingen met minder dan 50 werknemers en zonder syndicale afvaardiging. Het is dan ook aangewezen § 4 van artikel 29 van de arbeidswet aan te passen in de zin van artikel 26bis van de arbeidswet (het invoeren van de kleine flexibiliteit).

Nr. 9 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 56bis (nieuw)

Artikel 56bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

«Art. 56bis. — *Artikel 23bis van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :*

«*De vergoedingen bedoeld in artikelen 22 en 23 worden jaarlijks aangepast. De Koning stelt hiertoe vóór 1 april van elk jaar, op advies van de Nationale Arbeidsraad, de verhogingscoëfficiënt vast, rekening houdend met de ontwikkeling van de conventionele lonen. De nieuwe bedragen worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Zij treden in werking uiterlijk op 1 juli van het jaar dat volgt op dat van hun aanpassing.*»

Verantwoording

Met dit amendement willen de indieners bekomen dat de vergoedingen en renten uitgekeerd bij een dodelijk arbeidsongeval, jaarlijks worden aangepast aan de evolutie van de welvaart.

Nr. 10 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 57

Dit artikel doen vervallen.

Justification

Nous sommes opposées à la non-indexation des allocations annuelles et des rentes pour les incapacités permanentes de 16% jusqu'à 19% et à la suppression du paiement du tiers de la rente en capital. Ce régime crée en outre une nouvelle discrimination entre les accidents entérinés ou jugés après le 1^{er} décembre 2003 et ceux qui l'ont été avant cette date. C'est pourquoi nous proposons de supprimer l'article 57.

N° 11 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

(subsidaire à l'amendement n° 10)

Art. 57

Remplacer cet article par la disposition suivante :

Art. 57. — L'article 27bis de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« *Les rentes et allocations annuelles visées à l'alinéa 1^{er} ainsi que les allocations visées à l'alinéa précédent sont adaptées chaque année. À cet effet, le Roi fixe, avant le 1^{er} avril de chaque année et après avoir recueilli l'avis du Conseil national du travail, le coefficient de majoration, compte tenu de l'évolution conventionnelle des salaires. Les nouveaux montants sont publiés au Moniteur belge. Ils entrent en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet de l'année qui suit celle de leur adaptation.* ».

Justification

Le présent amendement tend à faire en sorte que les indemnités et les rentes versées en cas d'accident du travail soient adaptées chaque année en fonction de l'évolution du bien-être.

N° 12 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 57bis (nouveau)

Insérer un article 57bis (nouveau), libellé comme suit :

« *Art. 57bis. — L'article 39, alinéa 4, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :*

« *Les montants de ces rémunérations sont adaptés chaque année. À cet effet, le Roi fixe, avant le 1^{er} avril de chaque année et après avoir recueilli l'avis du Conseil national du travail, le coefficient de majoration en tenant compte de l'évolution conventionnelle des salaires. Les nouveaux montants sont publiés au Moniteur belge. Ils entrent en vigueur au plus tard au 1^{er} juillet de l'année qui suit celle de leur adaptation.* »

Verantwoording

De indieners zijn het oneens met de niet-indexering van de jaarlijkse vergoedingen en van de renten voor blijvende ongeschiktheiden van 16 tot en met 19% en de afschaffing van de uitbetaling van het derde van de rente in kapitaal. Bovendien creëert deze regeling een nieuwe discriminatie tussen de ongevallen die na 1 december 2003 en diegene die voor die datum werden bekrachtigd of geregeld. Daarom stellen zij voor artikel 57 te schrappen.

Nr. 11 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

(subsidaair amendement op nr. 10)

Art. 57

Dit artikel vervangen als volgt :

« *Art. 57. — Artikel 27bis van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :*

« *De renten een jaarlijkse vergoedingen bedoeld in het eerste lid evenals de bijlagen bedoeld in het vorige lid worden jaarlijks aangepast. De Koning stelt hiertoe vóór 1 april van elk jaar, op advies van de Nationale Arbeidsraad, de verhogingscoëfficiënt vast, rekening houdend met de ontwikkeling van de conventionele lonen. De nieuwe bedragen worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Zij treden in werking uiterlijk op 1 juli van het jaar dat volgt op dat van hun aanpassing.* ».

Verantwoording

Met dit amendement willen de indieners bekomen dat de vergoedingen en renten uitgekeerd bij een arbeidsongeval, jaarlijks worden aangepast aan de evolutie van de welvaart.

Nr. 12 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 57bis (nieuw)

Een artikel 57bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« *Art. 57bis. — Artikel 39, vierde lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :*

« *Deze loonbedragen worden jaarlijks aangepast. De Koning stelt hiertoe vóór 1 april van elk jaar, op advies van de Nationale Arbeidsraad, de verhogingscoëfficiënt vast, rekening houdend met de ontwikkeling van de conventionele lonen. De nieuwe bedragen worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Zij treden in werking uiterlijk op 1 juli van het jaar dat volgt op dat van hun aanpassing.* »

Justification

Par cet amendement, nous cherchons à obtenir que les plafonds salariaux qui sont utilisés pour fixer les indemnités et les rentes allouées en cas d'accident du travail, soient adaptés chaque année à l'évolution du bien-être.

N° 13 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 58

Supprimer cet article.

Justification

Nous sommes opposés à la non-indexation des allocations annuelles et des rentes pour les incapacités permanentes de 16% jusqu'à 19% et à la suppression du paiement du tiers de la rente en capital. Ce régime crée en outre une nouvelle discrimination entre les accidents entérinés ou jugés après le 1^{er} décembre 2003 et ceux qui l'ont été avant cette date. C'est pourquoi nous proposons de supprimer l'article 58.

N° 14 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 60bis (nouveau)

Insérer un article 60bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 60bis. — Dans l'article 45, § 2, des mêmes lois, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les réparations et les indemnités payées en application des présentes lois, à l'exception des allocations complémentaires visées à l'article 35, alinéa 5, sont adaptées chaque année. À cet effet, le Roi fixe, avant le 1^{er} avril de chaque année et après avoir recueilli l'avis du Conseil national du travail, le coefficient de majoration, compte tenu de l'évolution conventionnelle des salaires. Les nouveaux montants sont publiés au Moniteur belge. Ils entrent en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet de l'année qui suit celle de leur adaptation. »

Verantwoording

Met dit amendement willen de indieners bekomen dat de loongrenzen die gehanteerd worden voor de vaststelling van de vergoedingen en renten uitgekeerd bij een arbeidsongeval, jaarlijks worden aangepast aan de evolutie van de welvaart.

Nr. 13 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 58

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

De indieners zijn het oneens met de niet-indexering van de jaarlijkse vergoedingen en van de renten voor blijvende ongeschiktheiden van 16 tot en met 19% en de afschaffing van de uitbetaling van het derde van de rente in kapitaal. Bovendien creëert deze regeling een nieuwe discriminatie tussen de ongevallen die na 1 december 2003 en diegene die voor die datum werden bekrachtigd of geregeld. Daarom stellen zij voor artikel 58 te doen vervallen.

Nr. 14 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 60bis (nieuw)

Artikel 60bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt:

« Art. 60bis. — In artikel 45, § 2, van dezelfde wetten wordt tussen het eerste en tweede lid, een lid ingevoegd luidend als volgt:

« De schadeloosstellingen en de vergoedingen betaald met toepassing van deze wetten, met uitzondering van de bijkomende vergoedingen zoals bedoeld in artikel 35, vijfde lid, worden jaarlijks aangepast. De Koning stelt hiertoe vóór 1 april van elk jaar, op advies van de Nationale Arbeidsraad, de verhogingscoëfficiënt vast, rekening houdend met de ontwikkeling van de conventionele lonen. De nieuwe bedragen worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Zij treden in werking uiterlijk op 1 juli van het jaar dat volgt op dat van hun aanpassing. »

Justification

Le présent amendement vise à faire en sorte que les indemnités et les réparations versées en cas de maladie professionnelle soient adaptées chaque année à l'évolution du bien-être.

N° 15 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 71

Supprimer cet article.

Justification

L'article proposé définit, en son alinéa 1^{er}, les conditions a) à f) qu'une entreprise doit remplir pour pouvoir être agréée.

Or, selon un alinéa suivant, le Roi est habilité à fixer des conditions supplémentaires auxquelles l'entreprise doit répondre. On peut d'ores et déjà formuler plusieurs objections à cette combinaison de conditions imposées par le législateur et au blanc-seing donné au Roi qui lui permet d'imposer des conditions supplémentaires.

L'alinéa suivant prévoit toutefois que les pouvoirs publics fédéraux (s'agit-il du Roi ou du législateur?) peuvent, à la demande d'une région ou d'une communauté, par le biais d'un accord de coopération bilatéral, imposer des conditions d'agrément supplémentaires à toutes les entreprises qui veulent être actives dans une région ou une communauté déterminée.

Le Conseil d'État a réagi, à juste titre, de manière très négative sur ce point.

Il est clair que la disposition en question confère une compétence aux régions et aux communautés. Les régions et les communautés se voient conférer la compétence de prendre l'initiative d'exercer, conjointement avec les pouvoirs publics fédéraux, la compétence d'imposer des conditions supplémentaires aux entreprises qui sont actives dans la région ou la communauté concernée.

Pareil octroi d'une compétence aux régions et aux communautés doit faire l'objet d'une loi spéciale et doit se faire en application de l'article 77 de la Constitution. Il convient par conséquent d'exclure cet article du projet actuel qui relève de l'article 78 de la Constitution.

N° 16 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Titre III — chapitre 2bis (nouveau)

Dans le titre III, insérer un chapitre 2bis (nouveau), libellé « Chapitre 2bis — Adaptation des pensions au bien-être », comprenant les articles 85bis et 85ter, rédigés comme suit :

« Art. 85bis. — L'article 7, alinéa 10, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés est remplacé par les dispositions suivantes :

Verantwoording

Met dit amendement willen de indieners bekomen dat de vergoedingen en schadeloosstellingen uitgekeerd bij een beroepsziekte, jaarlijks worden aangepast aan de evolutie van de welvaart.

Nr. 15 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 71

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Het voorgestelde artikel bepaalt in een eerste lid de voorwaarden a) tot f) waaraan een onderneming moet voldoen om erkenning te bekomen.

In een volgend lid wordt de Koning evenwel gemachtigd om bijkomende voorwaarden te bepalen waaraan de onderneming moet voldoen. Bij deze nevenschikking van voorwaarden opgelegd door de wetgever en de blanco volmacht aan de Koning om bijkomende voorwaarden op te leggen kunnen reeds meerdere bezwaren worden geuit.

Het daaropvolgende lid stelt echter dat de federale overheid (is dit de Koning? de wetgever?) op verzoek van een gewest of een gemeenschap via een bilateraal samenwerkingsakkoord bijkomende erkenningsvoorwaarden kan opleggen aan alle ondernemingen die in een bepaald gewest of gemeenschap actief willen zijn.

De Raad van State heeft zich terecht zeer negatief over dit advies uitgelaten.

Het is duidelijk dat kwestieuze bepaling een bevoegdheid toekent aan de gewesten en gemeenschappen. Gewest en gemeenschap krijgen de bevoegdheid om het initiatief te nemen om samen met de federale overheid de bevoegdheid uit te oefenen om bijkomende voorwaarden op te leggen aan ondernemingen die actief zijn in het betrokken gewest/gemeenschap.

Dergelijke toekenning van een bevoegdheid aan gewest/gemeenschap dient middels een bijzondere wet en in toepassing van artikel 77 van de Grondwet te worden aangenomen. Het artikel dient aldus uit huidig 78-ontwerp te worden geschrapt.

Nr. 16 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Titel III — hoofdstuk 2bis (nieuw)

In titel III een hoofdstuk 2bis (nieuw) invoegen, luidende « Hoofdstuk 2bis — Welvaartsaanpassing pensioenen » bestaand uit de artikelen 85bis en 85ter, luidend als volgt :

« Art. 85bis. — Artikel 7, tiende lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust en overlevingspensioen voor werknemers wordt vervangen door de volgende bepaling :

«Le montant annuel visé à l'alinéa 3 est adapté chaque année. À cet effet, le Roi fixe, avant le 1^{er} avril de chaque année et après avoir recueilli l'avis du Conseil national du travail, le coefficient de majoration en tenant compte de l'évolution conventionnelle des salaires. Les nouveaux montants sont publiés au Moniteur belge. Ils entrent en vigueur au plus tard au 1^{er} juillet de l'année qui suit celle de leur adaptation.»

«Art. 85ter. — L'article 29, § 4, du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

«§ 4. Le montant des pensions est adapté chaque année. À cet effet, le Roi fixe, avant le 1^{er} avril de chaque année et après avoir recueilli l'avis du Conseil national du travail, le coefficient de majoration en tenant compte de l'évolution conventionnelle des salaires. Les nouveaux montants sont publiés au Moniteur belge. Ils entrent en vigueur au plus tard au 1^{er} juillet de l'année qui suit celle de leur adaptation.»

Justification

Par cet amendement, nous cherchons à obtenir que les montants des pensions soient adaptés chaque année à l'évolution conventionnelle des salaires.

N^o 17 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 93bis (nouveau)

Insérer un article 93bis (nouveau), libellé comme suit :

«Art. 93bis. — L'article 44, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 est complété comme suit :

«Si les revenus du travailleur indépendant sont inférieurs aux deux tiers du revenu fixé à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal n^o 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, la cotisation est calculée sur ce montant minimum.»

«Het in het derde lid bedoelde jaarbedrag wordt jaarlijks aangepast. De Koning stelt hiertoe vóór 1 april van elk jaar, op advies van de Nationale Arbeidsraad, de verhogingscoëfficiënt vast, rekening houdend met de ontwikkeling van de conventionele lonen. De nieuwe bedragen worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Zij treden in werking uiterlijk op 1 juli van het jaar dat volgt op dat van hun aanpassing.»

«Art. 85ter. — Artikel 29, § 4, van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

«§ 4. Het bedrag van de pensioenen wordt jaarlijks aangepast. De Koning stelt hiertoe vóór 1 april van elk jaar, op advies van de Nationale Arbeidsraad, de verhogingscoëfficiënt vast, rekening houdend met de ontwikkeling van de conventionele lonen. De nieuwe bedragen worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Zij treden in werking uiterlijk op 1 juli van het jaar dat volgt op dat van hun aanpassing.»

Verantwoording

Met dit amendement willen de indieners bekomen dat de pensioenbedragen jaarlijks worden aangepast aan de evolutie van de conventionele lonen.

Nr. 17 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 93bis (nieuw)

Een artikel 93bis (nieuw) invoegen luidend als volgt :

«Art. 93bis. — Artikel 44, § 2, eerste lid, van de programmawet (I) van 24 december 2002 wordt aangevuld als volgt :

«Indien het inkomen van de zelfstandige lager is dan twee derden van het bij artikel 12, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende instelling van het sociaal statuut der zelfstandigen vastgestelde inkomen, wordt de bijdrage berekend op deze minimumgrens.»

Justification

Ni la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 ni les projets d'arrêté d'exécution pris en exécution des articles 41 à 82 de la loi-programme précitée ne disposent explicitement que les travailleurs indépendants dont les revenus professionnels sont modestes peuvent participer au régime de pension complémentaire libre pour travailleurs indépendants (PCLTI). Or, ils le pouvaient auparavant.

Cela signifie concrètement qu'à partir de 2004, les travailleurs indépendants dont les revenus sont inférieurs à 5 949,50 euros ne pourront tout bonnement plus participer au régime de pension complémentaire libre pour travailleurs indépendants, alors qu'il leur est toujours loisible, à l'heure actuelle, de payer une cotisation calculée sur un revenu de 5 949,50 euros. La loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales a procédé à un alignement sur le montant minimum, en matière de revenus, l'article 52bis de l'arrêté royal n° 72 ayant été adapté en ce sens. Si, à l'heure actuelle (et jusque fin 2003) il est donc bel et bien possible de payer, en pareil cas, une cotisation minimale, cette possibilité disparaîtra à partir de 2004. En effet, dès lors que l'article 52bis est intégralement remplacé par la loi-programme à partir de 2004 et que le nouvel article ne prévoit pas la possibilité, pour les bas revenus, d'encore payer des cotisations PCLTI, cette possibilité cesse d'exister.

Or, cette mesure semble être en contradiction avec l'esprit de la législation et avec l'intention du gouvernement d'améliorer et de démocratiser la PCLTI, c'est-à-dire de la généraliser.

Sous sa forme actuelle, la nouvelle réglementation en matière de PCLTI constitue dès lors, telle qu'elle va entrer en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2004, un recul et non un progrès. On observera à ce propos que :

— Les débutants ont généralement d'importants frais d'investissements lorsqu'ils entament leurs activités, de sorte que leurs revenus professionnels sont généralement peu élevés au cours de leurs premières années d'activité, ce qui les empêche de se constituer une pension complémentaire. À un moment où l'intention est d'inciter un plus grand nombre d'individus à créer leur propre entreprise, on les empêche dès lors d'emblée de se constituer une protection sociale digne de ce nom !

— Si, depuis le 1^{er} janvier 2003, les conjoints aidants peuvent certes s'affilier au statut social complet des travailleurs indépendants (maxi-statut), une très grande majorité de conjoints aidants affiliés au maxi-statut paient des cotisations calculées sur le montant minimum (réduit). Eux non plus n'entrent pas en ligne de compte en ce qui concerne la PCLTI. Par conséquent, on commence par leur donner accès à un statut légal pour ensuite leur fermer la porte de la pension complémentaire !

Peut-être s'agit-il d'un oubli de législateur. Nous souhaitons dès lors, par le présent amendement, rectifier cette incohérence en inscrivant explicitement dans le texte de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 que lorsque les revenus du travailleur indépendant sont inférieurs aux deux tiers du montant minimum sur lequel sont calculées les cotisations sociales des travailleurs indépendants à titre principal (8 924,25 euros), ils peuvent néanmoins payer des cotisations PCLTI calculées sur deux tiers de ce montant minimum, ces cotisations pouvant dès lors être calculées sur un montant de $8\,924,25 \times 2/3 = 5\,949,50$ euros. La cotisation PCLTI s'élève dès lors, au maximum, à $5\,949,50 \times 8,17\% = 486,07$ euros par an.

C'est expressément que nous inscrivons le principe de la cotisation minimale à l'article 44 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 (dispositions générales), et ce, afin qu'il s'applique à toutes les catégories de travailleurs indépendants susceptibles de conclure une PCLTI.

Verantwoording

Noch in de programmawet (I) van 24 december 2002 noch in de ontwerpen van uitvoeringsbesluiten die in uitvoering van de artikelen 41 tot en met 82 van hogerbedoelde programmawet zijn getroffen, wordt uitdrukkelijk bepaald dat zelfstandigen met lage bedrijfsinkomsten kunnen deelnemen aan het Vrij Aanvullend Pensioen voor zelfstandigen (VAPZ). Voorheen was dat wél mogelijk.

Concreet betekent dit dat vanaf 2004 zelfstandigen met een inkomen van minder dan 5 949,50 euro gewoon niet meer kunnen deelnemen aan het VAPZ, terwijl zij momenteel toch nog een bijdrage kunnen betalen die berekend wordt op een inkomen van 5 949,50 euro. Een gelijkstelling met de laagste inkomensgrens werd ingevoerd door de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen waarbij artikel 52bis van het koninklijk besluit nr. 72 in die zin werd aangepast. Op dit moment (tot eind 2003) is er dus wél de mogelijkheid om in dergelijke gevallen een minimumbijdrage te betalen, vanaf 2004 kan dat niet meer. Doordat immers artikel 52bis door de programmawet vanaf 2004 integraal wordt vervangen en in het nieuwe artikel niet in dergelijke bepaling is voorzien, is die mogelijkheid om bij lage inkomsten alsnog VAPZ-bijdragen te betalen er niet meer.

Dit gegeven lijkt strijdig met de geest van de wetgeving en de bedoeling van de regering om het VAPZ te verbeteren en te democratiseren, ruimer te verspreiden dus.

In zijn huidige vorm is de nieuwe regelgeving omtrent het VAPZ, zoals die in voege zal treden vanaf 1 januari 2004, een stap achteruit in plaats van een verbetering :

— Starters hebben vaak bij het opstarten van hun activiteit heel wat investeringskosten en daardoor zijn hun bedrijfsinkomsten de eerste jaren vaak laag. Zij kunnen dan geen aanvullend pensioen opbouwen. Op een moment dat we meer mensen willen stimuleren om een bedrijf op te starten, zadelen we hen al dadelijk op met een handicap om een volwaardige sociale bescherming op te bouwen !

— De medewerkende echtgenoten : zij hebben sinds 1 januari 2003 weliswaar de mogelijkheid toe te treden tot het volledige sociaal statuut der zelfstandigen (maxi-statuuat), maar verreweg de meeste medewerkende echtgenoten met maxi-statuuat betalen bijdragen berekend op het (verlaagde) minimumplafond. Ook zij komen niet in aanmerking voor een VAPZ. We geven hen dus wel toegang tot het wettelijk statuut, maar sluiten de poort voor het aanvullend pensioen !

Mogelijk betreft het hier een vergetelheid van de wetgever. Met ons amendement willen wij deze ongerijmdheid alsnog rechtzetten door in de tekst van de programmawet (I) van 24 december 2002 uitdrukkelijk te bepalen dat wanneer het inkomen van de zelfstandige lager is dan twee derden van de minimumgrens waarop zelfstandigen in hoofdberoep hun sociale bijdragen betalen (8 924,25 euro), zij toch VAPZ-bijdragen zullen mogen betalen berekend op twee derden van deze minimumgrens; hun bijdragen zouden dan kunnen berekend worden op $8\,924,25 \times 2/3 = 5\,949,50$ euro. Dat levert een maximale VAPZ-bijdrage op van $5\,949,50 \text{ euro} \times 8,17\% = 486,07$ euro per jaar.

Wij schrijven dit principe van een minimale bijdrage uitdrukkelijk in artikel 44 van de programmawet (I) van 24 december 2002 (algemene bepalingen) in, omdat daardoor alle categorieën zelfstandigen die een VAPZ kunnen sluiten erdoor gevat zijn.

N° 18 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Titre IIIbis (nouveau)

Insérer un titre IIIbis (nouveau) intitulé «Allocations familiales» et comprenant l'article 99ter, libellé comme suit :

« Art. 99ter. — L'article 6 de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants, abrogé par l'arrêté royal du 18 novembre 1996, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 6. — Le Roi aligne les montants des allocations familiales octroyées pour le premier enfant sur ceux prévus par le régime des travailleurs salariés et instaure le supplément d'âge pour le premier enfant. Cet alignement des allocations familiales et l'instauration du supplément d'âge se feront de manière phasée sur une période de quatre ans à partir du 1^{er} janvier 2004.

Le financement de ce régime est intégralement assuré par une subvention de l'État. »

Justification

Le présent amendement vise à aligner les allocations familiales octroyées pour les enfants de travailleurs indépendants sur celles octroyées pour les enfants de travailleurs salariés. Une période transitoire de quatre ans est prévue à cet effet. Le relèvement des allocations familiales peut donc s'opérer progressivement. Les charges supplémentaires pour le régime des travailleurs indépendants sont compensées intégralement par une augmentation de la subvention de l'État au régime.

N° 19 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Titre III — chapitre 6 (nouveau)

Dans le titre III, Pensions, insérer un chapitre 6 (nouveau), intitulé «Chapitre 6 — Suppression progressive de la cotisation de solidarité perçue sur les pensions», contenant l'article 99bis et libellé comme suit :

« Art. 99bis. — Le Roi est habilité à modifier, à abroger, à remplacer ou à compléter par arrêté délibéré en Conseil des ministres des dispositions légales en vigueur afin de supprimer progressivement la cotisation telle que prévue à l'article 68, § 2, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, étant entendu que la cotisation sera égale à zéro au plus tard le 31 décembre 2005.

Ledit arrêté doit être pris dans les deux mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi et devient caduc à défaut de confirmation par une loi dans les 12 mois qui suivent sa publication. »

Nr. 18 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Titel IIIbis (nieuw)

Een «Titel IIIbis — Kinderbijslagen» invoegen bestaande uit artikel 99ter luidend als volgt :

« Art. 99ter. — Artikel 6 van de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen, opgeheven bij het koninklijk besluit van 18 november 1996, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 6. — De Koning trekt de bedragen van de kinderbijslag voor het eerste kind op tot het niveau van dat van de werknemers en voert de leeftijdtoeslag voor het eerste kind in. De gelijkenschakeling van de gezinsbijslag en de invoering van de leeftijdstoeslag geschiedt gefaseerd over een periode van 4 jaar met ingang van 1 januari 2004.

De financiering van die regeling wordt integraal verzekerd door een rijkstoelage. »

Verantwoording

Dit amendement beoogt de kinderbijslagen voor de kinderen van zelfstandigen op hetzelfde niveau te brengen als voor kinderen van werknemers. Daartoe wordt een overgangstermijn van 4 jaar voorzien. Het optrekken van de kinderbijslagen kan dus geleidelijk gebeuren. De extra lasten voor het statuut van de zelfstandigen worden integraal gecompenseerd door het verhogen van de rijkstoelage aan het stelsel.

Nr. 19 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Titel III — hoofdstuk 6 (nieuw)

In titel III, Pensioenen, een hoofdstuk 6 (nieuw) invoegen luidende «Hoofdstuk 6 — Geleidelijke afschaffing van de solidariteitsbijdrage op de pensioenen», bestaande uit artikel 99bis luidende als volgt :

« Art. 99bis. — De Koning wordt gemachtigd bij een in Ministerraad overlegd besluit, van kracht zijnde wettelijke bepalingen te wijzigen, op te heffen, te vervangen of aan te vullen teneinde de bijdrage als bedoeld in artikel 68, § 2, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen geleidelijk af te schaffen, waarbij uiterlijk 31 december 2005 de bijdrage op 0 wordt bepaald.

Dit besluit dient te worden getroffen binnen de twee maanden na de inwerkingtreding van deze wet, en komt te vervallen bij gebreke aan bekrachtiging bij wet binnen de 12 maanden na publicatie. »

Justification

Le Premier ministre s'est engagé, au cours de la campagne électorale, à supprimer progressivement la cotisation dite de solidarité perçue sur les pensions (voir le *Financieel Economische Tijd* du 15 mai 2003).

Selon le Premier ministre, il est parfaitement possible de supprimer à nouveau la cotisation de solidarité compte tenu des recettes que va générer, sous forme de cotisations et d'impôts, le salaire d'appoint des pensionnés, sans que l'on touche pour autant à leur pension.

Il est recommandé de respecter sans retard les promesses qui ont été faites aux électeurs.

N° 20 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 104

Au 3^o de cet article, remplacer le c) comme suit :

«Le Roi peut déterminer pour la classe de plus-value 3 et ses sous-classes dans quels cas l'évaluation par des experts indépendants et la proposition de la Commission peuvent être remplacées par une procédure administrative fixée par Lui.»

Justification

Il est inadmissible que le Roi puisse décider pour toutes les classes de plus-value que l'évaluation et la proposition de la Commission sont remplacées par une procédure administrative. Une telle procédure administrative ne devrait être possible que pour les produits de la classe 3. Les classes 1 et 2 comportent trop d'éléments à prendre en considération pour être traitées administrativement.

Remplacer le 5^o du même article par la disposition suivante :

«5^o Le § 8 est complété comme suit :

«Le Roi peut déterminer les cas dans lesquels le Service des soins de santé de l'institut peut proposer au ministre des modifications de portée limitée et technique dans la liste, après qu'elles ont été soumises à la Commission selon une procédure à déterminer par celle-ci.»

Verantwoording

De eerste minister heeft tijdens de verkiezingscampagne beloofd de zogenaamde solidariteitsbijdrage op de pensioenen geleidelijk af te zullen schaffen (zie *FET* van 15 mei 2003).

Volgens de eerste minister is het perfect mogelijk de solidariteitsbijdrage weer af te schaffen, zonder dat aan hun pensioen wordt geraakt, gezien de inkomsten die de bijdragen en belastingen op de bijverdiensten van de gepensioneerden zullen genereren.

Het is aan te bevelen beloftes aan kiezers onverwijld uit te voeren.

Nr. 20 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 104

In het 3^o van dit artikel letter c), vervangen als volgt :

«De Koning kan voor meerwaardeklasse 3 en haar subklassen bepalen waar de evaluatie door onafhankelijke deskundigen en het voorstel van de Commissie kunnen worden vervangen door een administratieve procedure die door Hem wordt vastgelegd.»

Verantwoording

Het is niet geoorloofd dat de Koning voor alle meerwaardeklassen kan bepalen dat de evaluatie en het voorstel van de Commissie vervangen wordt door een administratieve procedure. Dergelijke administratieve procedure zou enkel mogen voor klasse 3-producten. In klasse 1 en 2 zijn er te veel elementen die in overweging moeten worden genomen om dit administratief af te handelen.

Het 5^o van hetzelfde artikel vervangen als volgt :

«5^o Paragraaf 8 wordt aangevuld als volgt :

«De Koning kan de gevallen bepalen waarbinnen de dienst voor geneeskundige verzorging van het instituut wijzigingen in de lijst met een beperkte en technische draagwijdte kan voorstellen aan de minister, nadat deze bij een door de Commissie te bepalen procedure aan deze zijn voorgelegd.»

Justification

La possibilité de contrôle par la Commission de remboursement des médicaments doit être maintenue. Les corrections doivent dès lors toujours lui être soumises avant publication.

Au 7^o du même article, compléter le § 12 en projet comme suit :

« également appelé *Dénomination Commune Internationale (DCI)* ».

Justification

En Belgique, le nom *Dénomination Commune Internationale (DCI)* est bien connu. Autant l'inscrire dans la loi pour éviter toute confusion.

À l'8^o du même article, remplacer la dernière phrase du § 13 par la phrase suivante :

« *Le Roi, après avoir recueilli l'avis de la Commission de remboursement des médicaments, fixe les règles selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé intervient, dans ces cas, dans le coût des spécialités pharmaceutiques concernées.* »

Justification

Le Roi fixe les règles en matière d'intervention de l'AMI: or, la CRM doit intervenir en l'occurrence et donc le Roi ne peut fixer ces règles qu'après que la CRM a donné son avis.

Au même 8^o, compléter le § 13 proposé par l'alinéa suivant :

« *Le Roi détermine les cas dans lesquels un conditionnement de départ fourni gratuitement par l'entreprise pharmaceutique peut être prévu.* »

Justification

Il faut qu'il soit possible de prévoir un conditionnement de départ (financé par l'entreprise pharmaceutique).

N^o 21 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 125

Supprimer cet article.

Justification

Nous donnons la préférence à des projets qui, sur la base de la pratique et de certains indicateurs, soutiennent la concertation entre les médecins et les pharmaciens.

Verantwoording

De mogelijkheid van nazicht door CTG moet blijven bestaan, dus vóór publicatie dienen de correcties steeds aan de CTG voorgelegd te worden.

In het 7^o van hetzelfde artikel de voorgestelde § 12 aanvullen als volgt :

« ook *Gemeenschappelijke Internationale Benaming (DCI)* genaamd ».

Verantwoording

De term *Internationale Gemeenschappelijke Benaming* of verkorte chemische naam (*DCI* of *INN*) is welbekend in België. Om elke verwarring te vermijden kan me ze dan evengoed in de wet opnemen.

In het 8^o van hetzelfde artikel, de laatste volzin van de voorgestelde § 13 vervangen als volgt :

« *De Koning, na hierover advies te hebben gekregen van de Commissie Tegemoetkoming Geneesmiddelen, bepaalt de regels waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging in dergelijke gevallen tegemoetkomt in de kosten van de betrokken farmaceutische specialiteiten.* »

Verantwoording

De Koning bepaalt de regels voor de tegemoetkoming door de ZIV: hier moet de CTG in tussenkomen, dus mag de Koning dit enkel bepalen na advies van de CTG.

In hetzelfde 8^o, de voorgestelde § 13 aanvullen als volgt :

« *De Koning bepaalt de gevallen waarin voorzien kan worden in een door het farmaceutisch bedrijf gratis verstrekte startverpakking.* »

Verantwoording

De mogelijkheid van een gratis startverpakking, door het farmaceutisch bedrijf gefinancierd, moet voorzien worden.

Nr. 21 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 125

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Onze voorkeur gaat integendeel naar projecten die op basis van de praktijk en bepaalde indicatoren ondersteuning bieden aan het overleg tussen geneesheren en apothekers.

N° 22 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 125bis (nouveau)

Insérer un article 125bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 125bis. — *L'article 211, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :*

« § 1^{er}. *Conformément aux modalités fixées par le Roi, l'Institut organise tous les quatre ans des élections réglant la représentation des organisations professionnelles représentatives des médecins au sein des organes de l'Institut désignés par le Roi. Les élections sont secrètes et sont organisées selon le système de la représentation proportionnelle.*

Pour être reconnues comme représentatives, les organisations professionnelles des médecins doivent remplir les conditions suivantes :

1^o *avoir pour but principal la défense des intérêts professionnels soit des médecins spécialistes, soit des médecins généralistes;*

2^o *compter un nombre minimum de membres qui satisfont aux conditions et aux modalités fixées par le Roi. Le Roi fixe les modalités auxquelles doivent satisfaire, pour être reconnues comme représentatives et pouvoir participer aux élections, les organisations professionnelles qui remplissent toutes les conditions précitées. De plus, Il détermine, pour chaque organe, la proportion entre médecins généralistes et médecins spécialistes, compte tenu plus particulièrement de la mission de cet organe. »*

Justification

La suppression de l'obligation légale de s'adresser à la fois aux médecins généralistes et aux spécialistes, offre la possibilité de s'organiser librement au sein d'une organisation professionnelle. Il est toutefois toujours possible de s'adresser aux deux catégories de praticiens à la fois. Pour être reconnue comme représentative et donc pouvoir participer aux élections médicales directes, l'organisation doit regrouper un pourcentage minimum de médecins, fixé par le Roi.

N° 23 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 130bis (nouveau)

Insérer un article 130bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 130bis. — *L'article 87, alinéa 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et*

Nr. 22 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 125bis (nieuw)

Een artikel 125bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 125bis. — *Artikel 211, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994 wordt vervangen als volgt :*

« § 1. *Overeenkomstig de door de Koning vastgestelde nadere regels organiseert het Instituut om de vier jaar verkiezingen op basis waarvan de vertegenwoordiging van de representatieve beroepsorganisaties van de geneesheren wordt geregeld in de door de Koning aangewezen organen van het Instituut. De verkiezingen zijn geheim en geschieden volgens het kiessysteem van evenredige vertegenwoordiging.*

Om als representatief te worden erkend, moeten de beroepsorganisaties van de geneesheren voldoen aan de volgende voorwaarden :

1^o *de verdediging van de beroepsbelangen van geneesheren-specialisten of de algemeen geneeskundigen tot hoofddoel hebben;*

2^o *een minimum aantal leden tellen, die voldoen aan de door de Koning bepaalde voorwaarden en nadere regels. De Koning stelt de nadere regels vast volgens welke de representatieve beroepsorganisaties die aan alle gestelde voorwaarden voldoen, erkend kunnen worden en derhalve aan de verkiezingen kunnen deelnemen. Daarenboven bepaalt Hij voor elk orgaan de verhouding van de algemeen geneeskundigen en de geneesheren-specialisten, inzonderheid rekening houdende met de opdracht van dat orgaan. »*

Verantwoording

Door de weglating van de wettelijke verplichting om zich te richten tot huisartsen én specialisten wordt de mogelijkheid gecreëerd om zich vrij te organiseren in een beroepsorganisatie. De mogelijkheid om zich tot beide categorieën te richten, blijft evenwel bestaan. Om als representatief te worden erkend en dus aan de rechtstreekse verkiezingen te mogen deelnemen moet de organisatie wel een minimumpercentage geneesheren bereiken, dat door de Koning wordt vastgelegd.

Nr. 23 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 130bis (nieuw)

Een artikel 130bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 130bis. — *Artikel 87, eerste lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor genees-*

indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est complétée comme suit :

« Ce maximum est adapté chaque année. À cet effet, le Roi fixe, avant le 1^{er} avril de chaque année et après avoir recueilli l'avis du Conseil national du travail, le coefficient de majoration, compte tenu de l'évolution conventionnelle des salaires. Les nouveaux montants sont publiés au Moniteur belge. Ils entrent en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet de l'année qui suit celle de leur adaptation. »

Justification

Le présent amendement tend à modifier l'article 87 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités afin que soit adapté annuellement le montant qui sert de base au calcul des indemnités de maladie ou d'invalidité.

N° 24 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 130^{ter} (nouveau)

Insérer un article 130^{ter}(nouveau), libellé comme suit :

« Art. 130^{ter}. — L'article 98, § 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Sans préjudice de la revalorisation des indemnités prévues par l'article 97 et avant l'application du montant minimum fixé en vertu de l'article 93, alinéa 5, les montants des indemnités d'incapacité primaire et des indemnités d'invalidité, ainsi que les montants minimums et maximums sont adaptés chaque année. À cet effet, le Roi fixe, avant le 1^{er} avril de chaque année et après avoir recueilli l'avis du Conseil national du travail, le coefficient de majoration, compte tenu de l'évolution conventionnelle des salaires. Les nouveaux montants sont publiés au Moniteur belge. Ils entrent en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet de l'année qui suit celle de leur adaptation. »

Justification

En vertu de la disposition proposée, les montants des indemnités de maladie ou d'invalidité ainsi que les montants minimums et maximums sont adaptés chaque année en fonction de l'évolution conventionnelle des salaires. Ces modifications portent également sur l'allocation de maternité.

N° 25 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 132^{bis} (nouveau)

Insérer un article 132^{bis}(nouveau), libellé comme suit :

« Art. 132^{bis}. — L'article 214, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi rela-

kundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt aangevuld als volgt :

« Dit maximum wordt jaarlijks aangepast. De Koning stelt hiertoe vóór 1 april van elk jaar, op advies van de Nationale Arbeidsraad, de verhogingscoëfficiënt vast, rekening houdend met de ontwikkeling van de conventionele lonen. De nieuwe bedragen worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Zij treden in werking uiterlijk op 1 juli van het jaar dat volgt op dat van hun aanpassing. »

Verantwoording

De wijziging die aan artikel 87 van de ZIV-wet wordt aangebracht heeft als doel het loon, dat in aanmerking wordt genomen om de ziekte- en invaliditeitsuitkeringen te berekenen, jaarlijks aan te passen.

Nr. 24 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 130^{ter} (nieuw)

Een artikel 130^{ter} (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 130^{ter}. — Artikel 98, § 1, van wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Onverminderd de herwaardering van de uitkeringen bepaald bij artikel 97 en vóór toepassing van het minimumbedrag vastgesteld krachtens artikel 93, vijfde lid, worden de bedragen van de uitkeringen wegens primaire ongeschiktheid en wegens invaliditeit evenals de minimum- en maximumbedragen jaarlijks aangepast. De Koning stelt hiertoe vóór 1 april van elk jaar, op advies van de Nationale Arbeidsraad, de verhogingscoëfficiënt vast, rekening houdend met de ontwikkeling van de conventionele lonen. De nieuwe bedragen worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Zij treden in werking uiterlijk op 1 juli van het jaar dat volgt op dat van hun aanpassing. »

Verantwoording

De bepaling maakt het mogelijk dat de bedragen van de ziekte- en invaliditeitsuitkeringen alsook de minimum- en de maximumuitkeringen jaarlijks worden aangepast aan de evolutie van de conventionele lonen. Deze wijzigingen hebben eveneens betrekking op de moederschapuitkering.

Nr. 25 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 132^{bis} (nieuw)

Een artikel 132^{bis} (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 132^{bis}. — Artikel 214, § 1, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet

tive à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le montant journalier minimum de l'indemnité d'invalidité accordée aux titulaires qui ont la qualité de travailleur régulier est fixé comme suit :

1^o pour les titulaires qui sont considérés comme travailleurs avec personne à charge et dont le partenaire ne dispose pas de revenus complémentaires, le montant journalier minimum est égal à 47,65 euros;

2^o pour les titulaires qui sont considérés comme travailleurs avec personne à charge et dont le partenaire dispose de revenus complémentaires inférieurs ou égaux au revenu minimum mensuel moyen visé dans la convention collective de travail n^o 43 du Conseil national du travail, le montant journalier minimum est égal à 40,96 euros;

3^o pour les titulaires qui ne sont pas considérés comme travailleurs avec personne à charge, le montant journalier minimum est égal :

a) pour les titulaires visés à l'article 226, à 33,35 euros;

b) pour les titulaires non visés à l'article 226, à 27,18 euros.

Les montants visés à l'alinéa précédent sont liés à l'indice-pivot 103,14.

Ce montant journalier minimum n'est accordé qu'à la date à laquelle l'invalidé qui n'a pas de personne à charge, visé à l'article 224, atteint l'âge de 21 ans. »

Justification

Beaucoup d'invalides ne reçoivent que le montant minimum de l'indemnité. Celle-ci doit assurer une sécurité d'existence minimale. Dans le but d'accroître cette sécurité d'existence, le présent amendement tend à relever le montant journalier minimum (dans le régime des travailleurs réguliers) dont bénéficient les chefs de ménage invalides et les invalides isolés.

En ce qui concerne la fixation du montant journalier minimum accordé aux chefs de ménage invalides, une distinction est établie entre ceux dont le partenaire dispose de revenus complémentaires (limités) et ceux dont le partenaire ne dispose pas de revenus complémentaires.

Concrètement, cela signifie :

— qu'un montant journalier minimum de 47,65 euros, au lieu de 37,97 euros, sera accordé aux chefs de ménage dont le partenaire ne dispose pas de revenus;

— qu'un montant journalier minimum de 40,96 euros, au lieu de 37,97 euros, sera accordé aux chefs de ménage dont le partenaire dispose de revenus complémentaires limités (inférieurs ou égaux au salaire minimum);

— qu'un montant journalier minimum de 33,35 euros, au lieu de 30,62 euros, sera accordé aux isolés.

betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Het minimum dagbedrag van de invaliditeitsuitkering toe te kennen aan de gerechtigden die de hoedanigheid hebben van regelmatig werknemer, wordt als volgt vastgesteld :

1^o voor de gerechtigden die worden beschouwd als werknemers met persoon ten laste, zonder bijkomend partnerinkomen, is het minimum dagbedrag gelijk aan 47,65 euro;

2^o voor de gerechtigden die worden beschouwd als werknemers met persoon ten laste, met een bijkomend partnerinkomen dat kleiner of gelijk is aan het gemiddeld minimum maandinkomen, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 gesloten in de Nationale Arbeidsraad, is het minimum dagbedrag gelijk aan 40,96 euro;

3^o voor de gerechtigden die niet worden beschouwd als werknemers met persoon ten laste, is het minimum dagbedrag :

a) voor de in artikel 226 bedoelde gerechtigden, gelijk aan 33,35 euro;

b) voor de niet in artikel 226 bedoelde gerechtigden, gelijk aan 27,18 euro;

De in het vorige lid bedoelde bedragen worden gekoppeld aan het indexcijfer 103,14.

Dit minimum dagbedrag wordt pas toegekend vanaf de datum waarop de in artikel 224 bedoelde invalide die geen personen ten laste heeft, de leeftijd van 21 jaar bereikt. »

Verantwoording

Vele invaliden ontvangen slechts de minimumuitkering. Deze dient de garantie te bieden op een minimale bestaanszekerheid. Om deze bestaanszekerheid te vergroten, wordt in dit artikel het minimum dagbedrag (in het stelsel van de regelmatige werknemers) voor de invalide gezinshoofden en de alleenstaande invaliden opgetrokken.

Voor de invalide gezinshoofden wordt voor de bepaling van het minimum dagbedrag een opsplitsing gemaakt tussen diegenen met (beperkt) bijkomend partnerinkomen en diegenen zonder bijkomend partnerinkomen.

Dit betekent concreet :

— voor de gezinshoofden zonder partnerinkomen een minimum dagbedrag van 47,65 euro in plaats van 37,97 euro;

— voor de gezinshoofden met beperkt bijkomend partnerinkomen (dat kleiner of gelijk is aan het minimumloon) een minimum dagbedrag van 40,96 euro in plaats van 37,97 euro;

— voor de alleenstaanden een minimum dagbedrag van 33,35 euro in plaats van 30,62 euro.

N° 26 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 132ter (nouveau)

Insérer un article 132ter (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 132ter. — À l'article 215bis de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, le montant de « 5,26 euros » est remplacé par le montant de « 10,52 euros. »

Justification

L'allocation forfaitaire pour « l'aide de tiers » accordée aux personnes en incapacité primaire est doublée, passant de 5,26 euros par jour (ou 136,76 euros par mois) à 10,52 euros par jour (ou 273,52 euros par mois).

N° 27 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 132quater (nouveau)

Insérer un article 132quater (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 132quater. — À l'article 215ter de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, le montant de « 5,26 euros » est remplacé par le montant de « 10,52 euros ». »

Justification

L'allocation forfaitaire pour « l'aide de tiers » accordée aux personnes en incapacité primaire est doublée, passant de 5,26 euros par jour (ou 136,76 euros par mois) à 10,52 euros par jour (ou 273,52 euros par mois).

N° 28 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 132quinquies (nouveau)

Insérer un article 132quinquies (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 132quinquies. — L'article 225, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est complété par un alinéa, libellé comme suit :

« Lorsque la personne à charge bénéficie d'indemnités au sens des articles 93 ou 100 de la loi

Nr. 26 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 132ter (nieuw)

Een artikel 132ter (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 135ter. — In artikel 215bis, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt het bedrag « 5,26 euro » vervangen door het bedrag « 10,52 euro. »

Verantwoording

De forfaitaire tegemoetkoming voor « hulp van derden » wordt voor invalide gezinshoofden verdubbeld van 5,26 euro per dag (of 136,76 euro per maand) naar 10,52 euro per dag (of 273,52 euro per maand).

Nr. 27 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 132quater (nieuw)

Een artikel 132quater (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 132quater. — In artikel 215ter van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt het bedrag « 5,26 euro » vervangen door het bedrag « 10,52 euro. »

Verantwoording

De forfaitaire tegemoetkoming voor « hulp van derden » wordt voor primair arbeidsongeschikten verdubbeld van 5,26 euro per dag (of 136,76 euro per maand) naar 10,52 euro per dag (of 273,52 euro per maand).

Nr. 28 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 132quinquies (nieuw)

Een artikel 132quinquies (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 132quinquies. — In artikel 225, § 1, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt na de laatste alinea een nieuwe alinea ingevoegd, luidende :

« Wanneer deze persoon ten laste een uitkeringsgechtigde is in de zin van artikel 93 of 100 van de

coordonnée ou des articles 19 ou 20 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971, il n'est pas tenu compte des indemnités accordées en vertu d'une législation belge ou étrangère. Cette exception ne peut être faite qu'en faveur d'un seul bénéficiaire du ménage. »

Justification

Lorsqu'un ménage est composé de deux partenaires invalides, ils ne peuvent prétendre tous deux au maximum qu'à une indemnité d'invalidité en tant que cohabitant. Et ce, même lorsqu'ils sont responsables de l'éducation d'un ou de plusieurs enfants et qu'ils supportent les coûts de cette éducation. Le présent amendement vise à faire en sorte que, dans un ménage composé de deux personnes en incapacité de travail, une d'entre elles au moins se voie attribuer le statut de chef de famille.

N° 29 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 132sexies (nouveau)

Insérer un article 132sexies (nouveau), rédigé comme suit :

Art. 132sexies. — À l'article 225, § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, le montant «647,4746 euros» est remplacé par le montant «745,3487 euros.»

Justification

Les chefs de ménage invalides perdent leur statut de chef de ménage — et leur indemnité est par conséquent calculée sur la base du taux, inférieur, applicable à un cohabitant — si leur conjoint a un revenu supérieur à 647,4746 euros.

Nous proposons de relever ce plafond et de l'aligner sur le montant actuellement applicable au conjoint chômeur qui perçoit un complément d'ancienneté ou qui est mis au travail par une ALE. Conformément à l'article 225, § 3, alinéa 3, les demandeurs d'emploi bénéficient d'une exonération fiscale pour le complément d'ancienneté ou pour le revenu qu'ils perçoivent en tant que travailleur ALE.

De cette manière, le plafond est porté à 745,3487 euros.

N° 30 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 252bis (nouveau)

Insérer un article 252bis(nouveau), libellé comme suit :

«Art. 252bis. — L'article 40 des mêmes lois coordonnées est remplacé par ce qui suit :

gecoördineerd wet op artikel 19 of 20 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971, wordt met de uitkeringen krachtens de Belgische of vreemde wetgeving geen rekening gehouden. Deze uitzondering kan slechts aan één gerechtigde in het huishouden toegekend worden. »

Verantwoording

Wanneer in een gezin de beide partners invalide zijn, kunnen beiden maximaal beschikken over een invaliditeitsuitkering als samenwonende. Ook wanneer zij verantwoordelijk zijn en kosten hebben voor de opvoeding van één of meerdere kinderen. Dit artikel beoogt om in een gezin waarin twee arbeidsongeschikte personen samenwonen minstens één van deze personen het statuut van gezinshoofd toe te kennen.

Nr. 29 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 132sexies (nieuw)

Een artikel 132sexies(nieuw) invoegen, luidend als volgt :

Art. 132sexies. — In artikel 225, § 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt het bedrag «647,4746 euro» vervangen door het bedrag «745,3487 euro.»

Verantwoording

De invalide gezinshoofden verliezen hun statuut als gezinshoofd — en hun uitkering wordt dientengevolge berekend op basis van het lagere, voor een samenwonende geldende percentage — zo hun echtgenoot meer dan 647,4746 euro verdient.

Het voorgestelde artikel trekt dat plafond op tot aan het bedrag dat thans van toepassing is voor de werkloze echtgenoot die een anciënniteittoeslag ontvangt of die als PWA'er aan de slag is. Conform artikel 225, § 3, derde lid, geldt voor de werkzoekenden belastingvrijstelling voor de anciënniteittoeslag of voor het inkomen dat zij als PWA-tewerkgestelde ontvangen.

Het nieuwe plafond wordt op die manier opgetrokken tot 745,3487 euro.

Nr. 30 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 252bis (nieuw)

Een artikel 252bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

«Art. 252bis. — Artikel 40 van dezelfde wetten wordt vervangen als volgt :

« Art. 40. — *Les caisses de compensation pour allocations familiales, ainsi que les autorités et établissements publics visés à l'article 18, accordent aux enfants bénéficiaires une allocation mensuelle de :*

1^o 125 euros pour le premier enfant;

2^o 300 euros pour le deuxième enfant et chacun des enfants suivants. »

Justification

Les auteurs du présent amendement visent à accorder aux travailleurs salariés une augmentation substantielle des allocations familiales, afin que celles-ci puissent couvrir la totalité des coûts. La *Gezinsbond* a calculé que pour couvrir la totalité des coûts afférents à l'éducation d'un enfant, les allocations familiales doivent s'élever en moyenne à 275 euros pour un enfant âgé de 0 à 17 ans, ce montant augmentant avec l'âge.

N^o 31 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 253bis (nouveau)

Insérer un article 253bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 253bis. — *L'article 76bis, § 1^{er}, des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939, est complété par l'alinéa suivant :*

« *Les montants visés aux articles 40, 42bis, 44, 44bis, 47, 50bis, 50ter, 73bis, § 1^{er}, et 73quater, § 2, sont adaptés chaque année. À cet effet, le Roi fixe, avant le 1^{er} avril de chaque année et après avoir recueilli l'avis du Conseil national du travail, le coefficient de majoration, en tenant compte de l'évolution conventionnelle des salaires. Les nouveaux montants sont publiés au Moniteur belge. Ils entrent en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet de l'année qui suit celle de leur adaptation. »*

Justification

Les montants des allocations familiales (article 40), des allocations familiales majorées (article 42bis), des suppléments d'âge (articles 44 et 44bis), les montants visés à l'article 47 (enfants handicapés), les montants des allocations d'orphelin (article 50bis), des allocations majorées pour les enfants d'invalidité (article 50ter), de l'allocation de naissance (article 73bis), de la prime d'adoption (article 73quater, § 2) sont ainsi adaptés chaque année en fonction de l'évolution conventionnelle des salaires.

« Art. 40. — *De kinderbijslagfondsen, alsook de in artikel 18 bedoelde overheden en openbare instellingen, verlenen ten behoeve van de rechtgevendende kinderen een maandelijks bijslag van :*

1^o 125 euro voor het eerste kind;

2^o 300 euro voor het tweede kind en voor elk volgend kind. »

Verantwoording

De indieners willen met dit amendement de gezinsbijslagen substantieel verhogen. Enkel op dit manier kunnen de gezinsbijslagen evolueren naar kostendekkende bedragen. De Gezinsbond berekent het bedrag dat nodig is om een kostendekkende gezinsbijslag op gemiddeld 275 euro voor een kind tussen 0 en 17 jaar, maar dit bedrag stijgt met de leeftijd.

Nr. 31 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 253bis (nieuw)

Een artikel 253bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 253bis. — *Artikel 76bis, § 1, van de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders gecoördineerd op 19 december 1939, wordt aangevuld als volgt :*

« *De bedragen zoals bedoeld in de artikelen 40, 42bis, 44, 44bis, 47, 50bis, 50ter, 73bis, § 1, en 73quater, § 2, worden jaarlijks aangepast. De Koning stelt hiertoe vóór 1 april van elk jaar, op advies van de Nationale Arbeidsraad, de verhogingscoëfficiënt vast, rekening houdend met de ontwikkeling van de conventionele lonen. De nieuwe bedragen worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Zij treden in werking uiterlijk op 1 juli van het jaar dat volgt op dat van hun aanpassing. »*

Verantwoording

De bedragen van de kinderbijslag (artikel 40), de verhoogde kinderbijslag (artikel 42bis), de leeftijdsbijslagen (artikel 44 en 44bis), de bedragen zoals bepaald in artikel 47 (gehandicapte kinderen), de wezenbijslag (artikel 50bis), de verhoogde kinderbijslag voor kinderen van een arbeidsongeschikte werknemer (artikel 50ter), het kraamgeld (artikel 73bis), de adoptiepremie (artikel 73quater, § 2), worden op deze wijze jaarlijks aangepast aan de evolutie van de conventionele lonen.

N° 32 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 256bis (nouveau)

Insérer un article 256bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 256bis. — L'article 2 de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants est complété par l'alinéa suivant :

« Le montant de ces prestations est adapté chaque année. À cet effet, le Roi fixe, avant le 1^{er} avril de chaque année et après avoir recueilli l'avis du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, le coefficient de majoration, en tenant compte de l'évolution conventionnelle des salaires. Les nouveaux montants sont publiés au Moniteur belge. Ils entrent en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet de l'année qui suit celle de leur adaptation. »

Justification

Les montants de l'allocation de naissance, des allocations familiales et de la prime d'adoption pour les travailleurs indépendants sont adaptés chaque année selon le coefficient de majoration proposé par le comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants.

N° 33 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Titre IV — chapitre 11bis (nouveau)

Insérer dans le Titre IV un chapitre 11bis (nouveau), intitulé « Chapitre 11bis. — Majoration des allocations familiales pour le premier enfant des travailleurs indépendants, et comprenant les articles 256ter et 256quater, libellés comme suit :

« Art. 256ter. — L'article 6 de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants, abrogé par l'arrêté royal du 18 novembre 1996, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 6. — Le Roi aligne les montants des allocations familiales octroyées pour le premier enfant sur ceux prévus par le régime des travailleurs salariés et instaure le supplément d'âge pour le premier enfant. Cet alignement des allocations familiales et l'instauration du supplément d'âge se feront de manière phasée sur une période de quatre ans à partir du 1^{er} janvier 2004. »

Art. 256quater. — L'article 17, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants est remplacé par l'alinéa suivant :

Nr. 32 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 256bis (nieuw)

Een artikel 256bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 256bis. — Artikel 2 van de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het bedrag van deze uitkeringen wordt jaarlijks aangepast. De Koning stelt hiertoe, op advies van het algemeen beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen de verhogingscoëfficiënt vast. De nieuwe bedragen worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Zij treden in werking uiterlijk op 1 juli van het jaar dat volgt op dat van hun aanpassing. ».

Verantwoording

Het kraamgeld, de kinderbijslag en de adoptiepremie voor zelfstandigen worden jaarlijks aangepast in functie van de verhogingscoëfficiënt die door het algemeen beheerscomité van het sociaal statuut der zelfstandigen wordt voorgesteld.

Nr. 33 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Titel IV — hoofdstuk 11bis (nieuw)

In titel IV een hoofdstuk 11bis invoegen, luidende. « Hoofdstuk 11bis — Verhoging van de gezinsbijslag voor het eerste kind van zelfstandigen » bestaande uit de artikelen 256ter en 256quater luidende als volgt :

« Art. 256ter. — Artikel 6 van de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen, opgeheven bij het koninklijk besluit van 18 november 1996, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 6. — De Koning trekt de bedragen van de kinderbijslag voor het eerste kind op tot het niveau van dat van de werknemers en voert de leeftijdstoelag voor het eerste kind in. De gelijkschakeling van de gezinsbijslag en de invoering van de leeftijdstoelag geschiedt gefaseerd over een periode van 4 jaar met ingang van 1 januari 2004. »

Art. 256quater. — Artikel 17, eerste lid, van het koninklijk besluit van 8 april houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van zelfstandigen wordt als volgt vervangen :

« Si un taux plus élevé ne peut leur être accordé en vertu des articles 18 à 20, il est octroyé une allocation dont le taux mensuel est de :

- 125 euros pour le premier enfant;
- 300 euros pour le deuxième enfant et pour chacun des enfants suivants. »

Justification

Nous souhaitons, par le biais du présent amendement, aligner les allocations familiales des indépendants sur celles des travailleurs salariés afin que celles-ci puissent couvrir la totalité des coûts. La Gezinsbond a calculé que pour couvrir la totalité des coûts afférents à l'éducation d'un enfant, les allocations familiales doivent s'élever en moyenne à 275 euros pour un enfant âgé de 0 à 17 ans, ce montant augmentant avec l'âge. Cet amendement tend également à supprimer la distinction existant entre le régime des travailleurs indépendants et celui des salariés au niveau des allocations familiales accordées pour le premier enfant.

N° 34 DE MMES de BETHUNE ET DE SCHAMPHELAERE

Art. 273bis (nouveau)

Insérer un article 273bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 273bis. — L'article 6, § 6, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. Les montants des allocations visées aux §§ 1^{er}, 2 et 3 sont adaptés chaque année. À cet effet, le Roi fixe, avant le 1^{er} avril de chaque année et après avoir recueilli l'avis du Conseil national du travail, le coefficient de majoration, compte tenu de l'évolution conventionnelle des salaires. Les nouveaux montants sont publiés au Moniteur belge. Ils entrent en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet de l'année qui suit celle de leur adaptation. »

Justification

Le présent amendement tend à faire en sorte que les montants des allocations soient adaptés chaque année en fonction de l'évolution conventionnelle des salaires.

N° 35 DE MM. PAQUE ET THISSEN

Titre III — chapitre 6bis (nouveau)

Au titre III, insérer un chapitre 6bis (nouveau) libellé « Chapitre 6bis. — Pension de survie, et comprenant l'article 99bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 99bis. — § 1^{er}. L'article 25 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de

« Indien hun geen hoger bedrag kan worden toegekend krachtens de artikelen 18 tot 20, wordt een bijslag verleend waarvan het maandbedrag is vastgesteld op :

- 125 euro voor het eerste kind;
- 300 euro voor het tweede en voor ieder volgend kind ».

Verantwoording

De indieners willen met dit amendement de gelijkschakeling van de gezinsbijslagen van zelfstandigen met die van de werknemers en willen met dit amendement de gezinsbijslagen substantieel verhogen. Enkel op die manier kunnen de gezinsbijdragen evolueren naar kostendeekkende bedragen. De Gezinsbond berekent het bedrag dat nodig is om een kostendeekkende gezinsbijslag op gemiddeld 275 euro voor een kind tussen 0 en 17 jaar, maar dit bedrag stijgt met de leeftijd. Dit amendement zorgt er ook voor dat er niet langer een onderscheid is voor het eerste kind tussen zelfstandigen en werknemers.

Nr. 34 VAN DE DAMES de BETHUNE EN DE SCHAMPHELAERE

Art. 273bis (nieuw)

Een artikel 273bis (nieuw) invoegen, luidende als volgt :

« Art. 273bis. — Artikel 6, § 6, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 6. De bedragen van de tegemoetkomingen bedoeld in de §§ 1, 2 en 3 worden jaarlijks aangepast. De Koning stelt hiertoe, vóór 1 april van elk jaar, op advies van de Nationale Arbeidsraad, de verhogingscoëfficiënt vast, rekening houdend met de ontwikkeling van de conventionele lonen. De nieuwe bedragen worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Zij treden in werking uiterlijk op 1 juli van het jaar dat volgt op dat van hun aanpassing. »

Verantwoording

De bedragen worden elk jaar aangepast in functie van de ontwikkeling van de conventionele lonen.

Sabine de BETHUNE.
Mia DE SCHAMPHELAERE.

N° 35 DE HEREN PAQUE EN THISSEN

Titel III — hoofdstuk 6bis (nieuw)

In titel II, een hoofdstuk 6bis (nieuw) invoegen, onder het opschrift « Hoofdstuk 6bis — Overlevingspensioen », bevattende artikel 99bis (nieuw), luidende :

« Art. 99bis. — § 1. Artikel 25 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het

retraite et de survie des travailleurs salariés est complété comme suit :

« Toutefois, lorsqu'avant l'âge de la retraite, le conjoint survivant bénéficie d'une pension de survie et exerce parallèlement une activité autorisée par le Roi, il bénéficie en cas de chômage involontaire ou de maladie, soit de l'allocation de chômage, soit de l'indemnité de maladie ou d'invalidité ou encore de toute indemnité en tenant lieu, calculée sur base du montant de la rémunération du travail autorisé qui a servi d'assiette à la perception des cotisations sociales.

Le cumul de la pension de survie, d'une part, et de l'allocation de chômage ou de l'indemnité d'invalidité, d'autre part, ne pourra dépasser un plafond déterminé par le Roi.

§ 2. L'alinéa 1^{er} de l'article 30bis de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants est complété par ce qui suit :

« Toutefois, lorsqu'avant l'âge de la retraite, le conjoint survivant bénéficie d'une pension de survie et exerce parallèlement une activité autorisée par le Roi, il bénéficie en cas de chômage involontaire ou de maladie, soit de l'allocation de chômage, soit de l'indemnité de maladie ou d'invalidité ou encore de toute indemnité en tenant lieu, calculée sur le montant de la rémunération du travail autorisé qui a servi d'assiette à la perception des cotisations sociales.

Le cumul de la pension de survie, d'une part, et de l'allocation de chômage ou d'indemnité de maladie ou d'invalidité, d'autre part, ne pourra pas dépasser un plafond déterminé par le Roi. »

Justification

L'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés prévoit en son article 25, que hormis les cas prévus par le Roi, la pension de survie n'est payée que si le bénéficiaire n'exerce pas d'activité professionnelle et s'il ne jouit pas d'une indemnité pour cause de maladie, d'invalidité ou de chômage volontaire.

L'article 64, § 2, B, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, définit les cas et les conditions dans lesquelles l'exercice d'une activité professionnelle ne fait pas obstacle au paiement de la pension de survie. Mais jusqu'à présent, le Roi n'a apporté aucune dérogation autorisant le cumul entre une pension de survie et les indemnités prévues dans la législation belge sur la sécurité sociale et mentionné à l'article 25 précité.

L'article 30bis de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants prévoit également cette absence de cumul : pour les travailleurs indépendants également, aucune dérogation n'a été prévue par arrêté royal.

rust- en overlevingspensioen voor werknemers wordt aangevuld als volgt :

« Wanneer de langstlevende echtgenoot vóór de pensioenleeftijd een overlevingspensioen geniet en daarnaast een door de Koning toegestane beroepsbezigheid uitoefent, geniet hij in geval van onvrijwillige werkloosheid of ziekte, ofwel een werkloosheidsuitkering, ofwel een ziekte- of invaliditeitsuitkering, of nog enige daarmee gelijkgestelde uitkering die berekend is op het bedrag van de bezoldiging van de toegestane arbeid die als grondslag gediend heeft voor de inning van de sociale bijdragen.

De cumulatie van het overlevingspensioen enerzijds en de werkloosheidsuitkering of de ziekte- of invaliditeitsuitkering anderzijds mag een door de Koning bepaald maximumbedrag niet overschrijden. »

§ 2. Artikel 30bis, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, wordt aangevuld als volgt :

« Wanneer de langstlevende echtgenoot vóór de pensioenleeftijd een overlevingspensioen geniet en daarnaast een door de Koning toegestane beroepsbezigheid uitoefent, geniet hij in geval van onvrijwillige werkloosheid of ziekte, ofwel een werkloosheidsuitkering ofwel een ziekte- of invaliditeitsuitkering, of nog enige daarmee gelijkgestelde uitkering die berekend is op het bedrag van de bezoldiging van de toegestane arbeid die als grondslag gediend heeft voor de inning van de sociale bijdragen.

De cumulatie van het overlevingspensioen enerzijds en de werkloosheidsuitkering of de ziekte- of invaliditeitsuitkering anderzijds mag een door de Koning bepaald maximumbedrag niet overschrijden. »

Verantwoording

Artikel 25 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers bepaalt dat, uitgezonderd in de gevallen bepaald door de Koning, het overlevingspensioen slechts uitbetaalbaar is indien de gerechtigde geen beroepsarbeid uitoefent en geen vergoeding geniet wegens ziekte, invaliditeit of onvrijwillige werkloosheid.

Artikel 64, § 2, B, van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers bepaalt de gevallen en de voorwaarden waarin de uitoefening van een beroepsbezigheid de betaling van het overlevingspensioen niet in de weg staat. Tot op heden heeft de Koning echter in geen enkele uitzondering voorzien waarbij het is toegestaan om het overlevingspensioen te cumuleren met de uitkeringen bepaald in de Belgische wetgeving inzake sociale zekerheid en die in het voornoemde artikel 25 worden vermeld.

Artikel 30bis van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen verbiedt deze cumulatie ook : voor zelfstandigen is dus evenmin voorzien in afwijkingen bij koninklijk besluit.

L'amendement vise à combler ce déficit législatif. Elle a pour objectif de mettre fin à une situation inéquitable et d'harmoniser la législation en matière de pension de survie.

Plus précisément: l'amendement vise, d'une part, à mettre fin à la situation inéquitable dans laquelle se trouvent les personnes qui, bénéficiant d'une pension de survie et exerçant une activité professionnelle autorisée par la loi, voient leurs revenus fortement baisser parce qu'elles se retrouvent en incapacité de travail ou au chômage.

D'autre part, l'amendement vise à mettre fin à une incohérence juridique. En effet, toutes les dispositions relatives au contrat de travail sont applicables aux pensionnés qui exercent des activités dans de tels liens.

Jusqu'à présent, le Roi n'a pas usé du pouvoir qui lui est donné par l'article 25 de l'arrêté royal n° 50 et par l'article 30bis de l'arrêté royal n° 72 précité pour autoriser le cumul de la pension de survie et des prestations sociales. Le cumul reste donc interdit.

Compétence est donnée au Roi pour limiter le cumul d'une pension de survie et d'une indemnité de sécurité sociale.

N° 36 DE MM. PAQUE ET THISSEN

Art. 103

À cet article remplacer le 3^o comme suit:

« 3^o le § 3 est complété comme suit:

Le Roi peut déterminer pour les médicaments de la classe de plus-value 3 et ses sous-classes, pour lesquelles l'évaluation par des experts indépendants et la proposition de la Commission sont remplacés par une procédure administrative déterminée par Lui. »

Justification

L'objectif de l'amendement est de limiter la possibilité de déroger à l'évaluation des experts indépendants et à la proposition de la CRM exclusivement pour les médicaments des classes et sous-classes de plus-value 3.

Dans les classes 1 et 2, il y a trop d'éléments qui doivent être pris en compte que pour en faire une procédure administrative.

N° 37 DE MM. PAQUE ET THISSEN

Art. 104

À cet article remplacer le 5^o par ce qui suit:

« 5^o Le Roi peut déterminer les cas dans lesquels le service des soins de santé de l'Institut peut proposer au ministre des modifications dans la liste limitée à des corrections techniques, après qu'elles aient été

Het amendement strekt ertoe deze leemte in de wetgeving aan te vullen. Het doel is tweeledig: een einde maken aan een onrechtvaardige toestand en de wetgeving inzake de overlevingspensioenen harmoniseren.

Het amendement strekt er meer bepaald toe een einde te maken aan de onrechtvaardigheid dat mensen die een overlevingspensioen genieten en een wettelijk toegestane beroepsbezigheid uitoefenen, hun inkomen sterk zien dalen doordat zij arbeidsongeschikt of werkloos worden.

Dit amendement strekt ertoe het gebrek aan juridische samenhang verhelpen. Alle bepalingen betreffende de arbeidsovereenkomst zijn immers van toepassing op de gepensioneerden die beroepsarbeid verrichten in het raam van een dergelijke overeenkomst.

Tot op heden heeft de Koning geen gebruik gemaakt van de bevoegdheid die Hem krachtens artikel 25 van het koninklijk besluit nr. 50 en artikel 30bis van het koninklijk besluit nr. 72 werd toegekend om de cumulatie van het overlevingspensioen en de socialezekerheidsuitkeringen toe te staan. Bijgevolg blijft cumulatie verboden.

Aan de Koning wordt de bevoegdheid toegekend om de cumulatie van een overlevingspensioen en een socialezekerheidsuitkering te beperken.

Nr. 36 VAN DE HEREN PAQUE EN THISSEN

Art. 103

In dit artikel het voorgestelde 3^o vervangen als volgt:

« 3^o Paragraaf 3 wordt aangevuld als volgt:

« De Koning kan voor de geneesmiddelen van meerwaardeklasse 3 en de subklassen bepalen, waarvoor de evaluatie door onafhankelijke deskundigen en het voorstel van de Commissie worden vervangen door een administratieve procedure die door Hem wordt vastgelegd. »

Verantwoording

Dit amendement wil de mogelijkheid beperken om af te wijken van de evaluatie van de onafhankelijke deskundigen en van het voorstel van de Commissie Tegemoetkoming Geneesmiddelen doch uitsluitend wanneer het gaat om geneesmiddelen van de klassen en subklassen van meerwaarde 3.

Voor de klassen 1 en 2 komen er teveel aspecten in aanmerking om daarvoor een administratieve procedure in te voeren.

Nr. 37 VAN DE HEREN PAQUE EN THISSEN

Art. 104

In dit artikel het 5^o vervangen als volgt:

« 5^o De Koning kan de gevallen bepalen waarbinnen de dienst voor geneeskundige verzorging van het instituut wijzigingen in de lijst met een beperkte en technische draagwijdte kan voorstellen aan de minis-

soumises à la Commission, selon une procédure à déterminer par la Commission. »

Justification

Il est important que la CRM soit informée des corrections apportées à la liste. Toutes celles-ci doivent être présentées à la CRM avant publication.

La procédure de communication est à déterminer par la CRM. Une suggestion est que les modifications soient considérées comme approuvées par la CRM si cette dernière n'a pas fait de remarques à la suite d'une notification par le biais d'un mailing.

Au même article, compléter le 7^o comme suit :

« également appelé Dénomination Commune Internationale (DCI) ».

Justification

En Belgique le nom Dénomination Commune Internationale (DCI) est bien connu. Autant l'inscrire dans la loi pour éviter toute confusion.

Au même article, remplacer la dernière phrase du 8^o par ce qui suit :

« Le Roi, après avoir reçu l'avis décrit ci-dessus, de la Commission de remboursement du médicament, fixe les règles selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé intervient, dans ces cas, dans le coût des spécialités pharmaceutiques concernées. »

N^o 38 DE MM. PAQUE ET THISSEN

Art. 121

Supprimer cet article.

Justification

Les besoins en matière de soins palliatifs, en particulier pour les équipes de soins palliatifs à domicile sont très importants et les moyens actuels ne sont pas suffisants pour couvrir ces besoins. Mettre un moratoire sur ces projets serait nier ces besoins.

N^o 39 DE MM. PAQUE ET THISSEN

Art. 230

Supprimer cet article.

Justification

L'amendement vise à maintenir la situation actuelle telle qu'elle a été prévue par la loi du 26 août 2003 modifiant la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du

ter, nadat deze bij een door de Commissie te bepalen procedure aan de Commissie zijn voorgelegd. »

Verantwoording

Het is belangrijk dat de CTG op de hoogte wordt gebracht van de wijzigingen in de lijst. Die moeten allemaal aan de CTG worden voorgelegd vóór publicatie.

De mededelingsprocedure wordt bepaald door de CTG. De wijzigingen kunnen bijvoorbeeld geacht worden goedgekeurd te zijn door de CTG indien de CTG geen opmerkingen heeft gemaakt na kennisgeving via mailing.

In hetzelfde artikel, het 7^o aanvullen als volgt :

« , ook de internationale gemeenschappelijke benaming (DCI) genoemd »

Verantwoording

In België is de term « internationale gemeenschappelijke benaming (DCI) » een begrip. Om alle verwarring te voorkomen, is het wenselijk dat begrip in de wet op te nemen.

In hetzelfde artikel, de laatste zin van het 8^o vervangen als volgt :

« De Koning, na hierover het bovenvermelde advies te hebben gekregen van de Commissie Tegemoetkoming Geneesmiddelen, bepaalt de regels waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging in dergelijke gevallen tegemoetkomt in de kosten van de betrokken farmaceutische specialiteiten. »

Nr. 38 VAN DE HEREN PAQUE EN THISSEN

Art. 121

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

De noden met betrekking tot de palliatieve zorgverlening, vooral voor de teams die palliatieve thuiszorg verstrekken, zijn zeer groot en de huidige middelen volstaan niet om die noden te lenigen. Een moratorium op deze projecten zou een miskening inhouden van die noden.

N^o 39 VAN DE HEREN PAQUE EN THISSEN

Art. 230

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Het amendement wil de huidige regeling behouden, als bepaald door de wet van 26 augustus 2003 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten en tot oprichting van een Fonds ter bestrij-

tabac et créant un fonds de lutte contre le tabagisme, appelée loi Francorchamps.

La base légale qui était donnée à ce fonds par cette loi est importante, et il faut la maintenir. Cette disposition légale n'était pas une pure fantaisie du législateur, elle était en quelque sorte l'aboutissement de deux années de négociations entre les niveaux de pouvoir concernés pour aboutir à une politique cohérente en matière de lutte et de prévention du tabagisme.

L'avis du Conseil d'État relatif à l'accord de coopération invoqué pour justifier la suppression du Fonds tabac n'est pas si péremptoire que le dit le commentaire des articles et ne rendait pas impossible l'élaboration de cet accord de coopération.

Par ailleurs, on ne peut prétendre que l'abrogation du fonds est compensée par l'article 258 de la loi-programme qui prévoit d'attribuer des moyens financiers à la lutte contre le tabagisme. Le fait de prévoir une inscription budgétaire ne suffit pas à donner une existence au fonds.

Par ailleurs une inscription budgétaire n'a de valeur que pour l'année en cours, il ne s'agit pas d'un engagement sur le long terme. Alors que l'on considère la lutte contre le tabagisme comme une « extrême priorité », l'article 230 de la loi-programme est un mauvais signe que l'on donne notamment aux acteurs de la prévention et de la lutte contre le tabagisme mais aussi à l'ensemble de la population. C'est pourquoi nous proposons de l'abroger.

N° 40 DE MM. PAQUE ET THISSEN

Art. 279 et 280

Supprimer ces articles.

Justification

Ce prélèvement à charge des entreprises ne donne droit à aucune prestation. Si la modulation est en soi une bonne chose, il est inacceptable qu'au moment où les travaux de la table ronde sont en cours pour aboutir à des propositions en vue d'améliorer le statut social des indépendants, on impose une nouvelle taxe sans concertation de ceux-ci.

N° 41 DE MM. PAQUE ET THISSEN

Art. 483

Remplacer cet article comme suit:

« Art. 483. — L'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale est remplacé comme suit:

« § 2. Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la mission du centre public d'aide sociale se limite à:

1° l'octroi de l'aide médicale urgente, à l'égard d'un étranger qui séjourne illégalement dans le Royaume;

2° constater l'état de besoin d'un étranger de moins de 18 ans qui séjourne illégalement dans le Royaume, suite au fait que les parents, qui séjournent

ding van het tabaksgebruik, ook bekend als de wet-Francorchamps.

De wettelijke grondslag die deze wet aan het Fonds verleent is belangrijk en moet behouden blijven. Die bepaling was niet uit de lucht gegrepen, maar was in zekere zin het resultaat van twee jaar onderhandelingen tussen de betrokken overheden om te komen tot een coherent antitabaksbeleid.

Het advies van de Raad van State over het samenwerkingsakkoord, dat aangevoerd wordt om het Fonds af te schaffen, was niet zo afdoend als de artikelsgewijze commentaar laat uitschijnen, en sloot de totstandkoming van dat samenwerkingsakkoord niet uit.

Bovendien kan men niet stellen dat de afschaffing van het Fonds gecompenseerd wordt door artikel 258 van de programmawet dat middelen toekent aan de strijd tegen het tabakverbruik. Het opvoeren op de begroting is op zich niet voldoende om het Fonds in het leven te roepen.

Bovendien geldt het opvoeren alleen voor het lopende jaar. Het is dus geen verbintenis op lange termijn. Terwijl men de strijd tegen het tabakverbruik als « uiterst prioritair » beschouwt, geeft artikel 230 van de programmawet een verkeerd signaal aan wie preventieve maatregelen willen nemen en ook aan de gehele bevolking. Daarom stellen wij voor dat artikel te doen vervallen.

N° 40 VAN DE HEREN PAQUE EN THISSEN

Art. 279 en 280

Deze artikelen doen vervallen.

Verantwoording

Die bijdrage ten laste van de bedrijven geeft hen geen recht op enige tegenprestatie. Ook al is de aanpassing in se een goede zaak, toch is het niet aanvaardbaar dat een nieuwe heffing wordt ingevoerd op het tijdstip dat men via rondetafelgesprekken probeert te komen tot een voorstel om het sociaal statuut van de zelfstandigen te verbeteren zonder dat er enig overleg met hen plaatsheeft.

N° 41 VAN DE HEREN PAQUE EN THISSEN

Art. 483

Dit artikel vervangen als volgt:

« Art. 483. — Artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt vervangen als volgt:

« § 2. In afwijking van de andere bepalingen van deze wet, is de taak van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beperkt tot:

1° het verlenen van dringende medische hulp, wanneer het gaat om een vreemdeling die illegaal in het Rijk verblijft;

2° het vaststellen van de staat van behoeftigheid van een vreemdeling jonger dan 18 jaar die illegaal in het Rijk verblijft, doordat de ouders die ook illegaal

également illégalement sur le territoire, ne sont pas en mesure d'assumer leur devoir d'entretien.

Dans le cas visé au 2°, l'aide sociale est limitée à l'aide matérielle indispensable pour le développement de l'enfant ainsi qu'à l'aide matérielle en faveur des parents nécessaire pour garantir le développement de cet enfant. Cette aide matérielle est exclusivement octroyée à l'enfant et à ses parents, dans un centre fédéral d'accueil, conformément aux conditions et modalités fixées par le Roi. »

Justification

Les parents et les enfants doivent être absolument accueillis ensemble. Le fait de ne pas le prévoir représenterait incontestablement une violation du droit à la vie privée et familiale. Par ailleurs la présence des parents est indispensable pour le développement de l'enfant.

N° 42 DE MM. PAQUE ET THISSEN

Art. 496

Remplacer cet article comme suit :

« Art. 496. — Dans l'article 62 de la loi-programme du 19 juillet 2001, insérer un § 2quater rédigé comme suit :

« § 2quater. Lorsque les parents ne sont pas en mesure d'assumer leur devoir d'entretien et que l'état de besoin a été constaté par un CPAS conformément à l'article 57, § 2, 2°, de la loi du 2 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, l'Agence est compétente pour l'accueil des enfants mineurs et des parents qui séjournent illégalement sur le territoire. Conformément à l'article 57, § 2, 2°, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, cet accueil se fait exclusivement dans les centres fédéraux d'accueil. Le Roi détermine les modalités de cet accueil. »

Justification

Les parents et les enfants doivent être absolument accueillis ensemble. Le fait de ne pas le prévoir représenterait incontestablement une violation du droit à la vie privée et familiale. Par ailleurs la présence des parents est indispensable pour le développement de l'enfant.

N° 43 DE MM. PAQUE ET THISSEN

Art. 31

Supprimer cet article.

in het Rijk verblijven, niet bij machte zijn hun onderhoudsplicht na te komen.

In het geval bedoeld in 2°, wordt de maatschappelijke hulp beperkt tot de materiële hulp die onontbeerlijk is voor de ontwikkeling van het kind, alsook tot de materiële hulp aan de ouders die nodig is om de ontwikkeling van het kind te waarborgen. Die materiële hulp wordt uitsluitend in een federaal opvangcentrum aan het kind en zijn ouders verstrekt, overeenkomstig de voorwaarden en nadere regels bepaald door de Koning. ».

Verantwoording

De ouders en de kinderen moeten hoe dan ook samen worden opgevangen. Als daarin niet wordt voorzien, ontstaat ontegensprekelijk een schending van het recht op een privé- en een gezinsleven. Bovendien is de aanwezigheid van de ouders onontbeerlijk voor de ontwikkeling van het kind.

N° 42 VAN DE HEREN PAQUE EN THISSEN

Art. 496

Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 496. — In artikel 62 van de programmawet van 19 juli 2001, wordt een § 2quater ingevoegd luidend als volgt :

« § 2quater. Wanneer de ouders niet bij machte zijn hun onderhoudsplicht te vervullen en hun behoefte werd vastgesteld door een OCMW overeenkomstig de bepalingen van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor de opvang van de minderjarigen en van hun illegaal op het grondgebied verblijvende ouders. Overeenkomstig de bepalingen van die organieke wet gebeurt die opvang uitsluitend in de federale onthaalcentra. De Koning bepaalt de nadere voorwaarden voor die opvang. ».

Verantwoording

De ouders en de kinderen moeten hoe dan ook samen worden opgevangen. Als daarin niet wordt voorzien, ontstaat ontegensprekelijk een schending van het recht op een privé- en gezinsleven. Bovendien is de aanwezigheid van de ouders onontbeerlijk voor de ontwikkeling van het kind.

N° 43 VAN DE HEREN PAQUE EN THISSEN

Art. 31

Dit artikel doen vervallen.

Justification

La méthode de travail du Gouvernement est tout à fait contestable. Il invite le Parlement à légiférer avant d'avoir obtenu les résultats de la concertation avec les régions, la Communauté française et les Associations des villes et communes (concertation prévue dans le texte de loi en projet!).

Le projet organise le transfert de la charge financière relative aux interruptions de carrière des travailleurs non contractuels des entités fédérées. Le gouvernement dénature ainsi les allocations d'interruption de carrière qui ont, jusqu'ici, toujours été considérées comme une allocation versée dans le cadre de la sécurité sociale fédérale (et relevant donc de la solidarité fédérale).

De cette manière, le Gouvernement porte atteinte à la solidarité entre les travailleurs et ouvre la voie d'une régionalisation du droit du travail.

Pourquoi pas demain un transfert de la charge financière des indemnités de maternité sur les régions ?

Le cdH propose comme alternative éventuelle de rétablir l'obligation de remplacement du travailleur en interruption de carrière dans le secteur public, ce qui devrait rendre l'article 31 sans objet.

N° 44 DE MM. PAQUE ET THISSEN

Art. 57 et 58

Supprimer ces articles.

Justification

Les mesures visées aux articles 57 et 58 sont injustes dans la mesure où elles font peser sur les travailleurs fragilisés par un accident du travail une économie de 24 millions d'euros que le gouvernement ne trouve pas dans un autre secteur pour assurer l'équilibre budgétaire de la sécurité sociale.

Les mesures représenteront une perte financière considérable pour les travailleurs qui, après plusieurs accidents, cumulent plusieurs handicaps de moins de 20 %.

Il n'y a pas d'accord des partenaires sociaux sur ce dossier. Au sein du Comité de gestion du Fonds des accidents du travail, les représentants des travailleurs et les représentants des employeurs ont voté contre la décision du gouvernement.

D'après certains, l'indemnisation du risque professionnel s'écarte de plus en plus de ce que la victime pourrait espérer sur la base du droit civil.

L'article 57 du projet de loi-programme étend le principe de la non-indexation des allocations annuelles et des rentes versées suite à un accident du travail pour les incapacités permanentes de moins de 16 % aux incapacités de travail jusqu'à 19 % inclus.

Cette opération devrait avoir pour effets de générer une recette de 24 millions d'euros au profit de la gestion globale de la sécurité sociale.

Luc PAQUE.
René THISSEN.

Verantwoording

De werkwijze van de regering is volstrekt bewistbaar. Zij vraagt het parlement wetgevend werk te verrichten nog voor de resultaten van het overleg met de Gewesten, de Franse Gemeenschap en de Vereniging van Steden en Gemeenten zijn verkregen (de tekst van het ontwerp van programmawet voorziet in dat overleg).

Het ontwerp regelt de overdracht van de financiële lasten met betrekking tot de loopbaanonderbrekingen van niet-contractuele werknemers in de deelgebieden. De regering vervormt op die manier de loopbaanonderbrekingsuitkeringen die tot nog toe altijd zijn beschouwd als een in het kader van de federale sociale zekerheid gestorte uitkering (en dus behorend tot de federale solidariteit).

Zodoende doet de regering afbreuk aan de solidariteit onder de werknemers en opent zij de weg naar een regionalisering van het arbeidsrecht.

Volgt morgen misschien een overdracht naar de gewesten van de financiële lasten van de moederschapsuitkeringen ?

Het cdH stelt als eventueel alternatief opnieuw de verplichte vervanging voor van een werknemer die bij de overheid in loopbaanonderbreking is, zodat artikel 31 vervalt.

Nr. 44 VAN DE HEREN PAQUE EN THISSEN

Art. 57 en 58

Deze artikelen doen vervallen.

Verantwoording

De in de artikelen 57 en 58 bedoelde maatregelen zijn onrechtvaardig omdat ze de werknemers die het slachtoffer zijn van een arbeidsongeval een besparing van 24 miljoen euro willen opleggen, alleen maar omdat de regering dat bedrag niet in een andere sector vinden op die manier het budgettaire evenwicht in de sociale zekerheid wil herstellen.

De maatregelen betekenen een ware financiële aderlating voor de werknemers die aan meer dan één ongeval verscheidene handicaps van telkens minstens 20 % overhouden.

De sociale partners hebben over dat dossier geen akkoord gesloten. In het Beheerscomité van het Fonds voor arbeidsongevallen hebben de afgevaardigden van de werknemers en die van de werkgevers tegen de beslissing van de regering gestemd.

Sommigen beweerden dat de vergoeding voor beroepsrisico's steeds meer afwijkt van de vergoeding die het slachtoffer op grond van het burgerlijk recht zou kunnen ontvangen.

Artikel 57 van het ontwerp van programmawet verruimt het principe van de niet-indexering van de jaarlijkse vergoedingen en van de renten uitgekeerd bij een arbeidsongeval voor de blijvende ongeschiktheid van minder dan 16 % tot en met ongeschiktheid van 19 %.

Die ingreep zou moeten leiden tot een ontvangst van 24 miljoen euro ten gunste van het gezamenlijk beheer van de sociale zekerheid.

N° 45 DE M. **THISSEN**

Art. 71

Supprimer cet article.

Justification

Le Conseil d'État estime que les alinéas 3 et 4 du § 2 proposé, organise une conversion d'une compétence fédérale exclusive en une compétence partagée entre l'État fédéral, d'une part, et les régions et communautés, d'autre part.

Pour le CdH, la méthode constitue un dangereux précédent qui pourrait être utilisé pour scinder toutes les compétences du pays.

Le droit du travail est une matière fédérale et doit le rester.

Or, dans ce dossier des titres-services, on assiste à une dérive régionalisée larvée du droit du travail et, par voie de conséquence, à un précédent dangereux pour l'unité sociale et économique du pays.

René THISSEN.

N° 46 DE M. **VANDENBERGHE ET MME de BETHUNE**

(Amendement subsidiaire à l'amendement n° 45)

Art. 71

Au § 2, alinéa 3, proposé, remplacer la phraselimitaire par ce qui suit :

« Le Roi peut imposer à toutes les entreprises qui veulent être actives dans une région ou dans une communauté déterminée, comme entreprise dans le cadre du Chapitre II, des conditions d'agrément supplémentaires pour les travailleurs appartenant à la catégorie A en ce qui concerne : »

Justification

1. En ordre principal, l'article 71, § 2, alinéa 3, doit être supprimé (voir l'amendement principal).

2. En ordre subsidiaire, le texte concerné doit être remplacé dans les limites de l'article 78 de la Constitution.

a) Dans l'article en projet, il est question de « à la demande de ».

La mesure proposée (l'imposition de conditions d'agrément supplémentaires) relève de la compétence de l'État fédéral en matière d'emploi.

Comme le Conseil d'État l'a manifestement objecté, lui aussi, dans son avis, cela pose un problème en ce qui concerne l'article 2, § 2, alinéa 3, proposé. Selon cette disposition, l'autorité fédérale peut imposer des conditions d'agrément supplémentaires « à la demande d'une région ou d'une communauté ». Il en résulte qu'une compétence fédérale exclusive est transposée en une compétence partagée entre l'État fédéral, d'une part, et les régions et les communautés, d'autre part.

On subordonne en effet la compétence fédérale à une initiative régionale ou communautaire. L'autorité fédérale ne peut plus,

Nr. 45 DE HEER **THISSEN**

Art. 71

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

De Raad van State is van mening dat artikel 62*decies*, derde en vierde lid, een omzetting van exclusieve federale bevoegdheid beoogt in een bevoegdheid verdeeld tussen de federale Staat enerzijds en de gemeenschappen en de gewesten anderzijds.

Volgens de CdH gaat het om een gevaarlijk precedent omdat alle bevoegdheden van het land op die manier te splitsen zijn.

Het arbeidsrecht vormt een federale aangelegenheid en dat moet zo blijven.

In het dossier van de dienstencheques valt er een verkapte regionalisering van het arbeidsrecht waar te nemen en als gevolg daarvan een gevaarlijk precedent, dat de sociale en economische eenheid van het land in gevaar brengt.

Nr. 46 VAN DE HEER **VANDENBERGHE EN MEVROUW de BETHUNE**

(Subsidiar amendement op amendement nr. 45)

Art. 71

In de voorgestelde § 2, derde lid, de inleidende zin vervangen als volgt :

« De Koning kan aan alle ondernemingen die in een bepaald gewest of in een bepaalde gemeenschap als onderneming actief willen zijn in het kader van hoofdstuk II, bijkomende erkenningsvoorwaarden inzake de werknemers behorende tot de categorie A opleggen voor wat betreft : »

Verantwoording

1. In hoofddeorde moet artikel 71, § 2, derde lid, geschrapt worden (zie hoofdamendement).

2. Subsidiar moet de tekst vervangen worden binnen de grenzen van artikel 78 van de Grondwet.

a) Het ontworpen artikel stelt « op verzoek van ».

De voorgestelde maatregel (het opleggen van bijkomende erkenningsvoorwaarden) ressorteert onder de federale bevoegdheid inzake het werkgelegenheidsbeleid.

Zoals blijkt ook de Raad van State reeds in zijn advies opwierp, rijst er daardoor een probleem met het voorgestelde artikel 2, § 2, derde lid. Luidens die bepaling kan de federale overheid bijkomende erkenningsvoorwaarden opleggen « op verzoek van een gewest of gemeenschap ». Dat brengt met zich dat een exclusieve federale bevoegdheid wordt omgevormd tot een gedeelde bevoegdheid tussen de federale Staat, enerzijds, en de gewesten en de gemeenschappen, anderzijds.

De federale bevoegdheid wordt immers afhankelijk gemaakt van een initiatief van een gewest of gemeenschap. De federale

désormais, imposer des conditions d'agrément supplémentaires au sens de l'article 2, § 2, alinéa 3, proposé, qu'après qu'une région ou une communauté en a fait la demande. Il s'agit là de la limitation d'une compétence fédérale exclusive en faveur des régions et des communautés.

Un tel transfert de compétence ne peut se faire que par le biais d'une loi spéciale, et non par une loi ordinaire. En outre, une limitation de compétence par loi ordinaire constitue une violation des règles répartitrices de compétences entre l'État, les communautés et les régions, laquelle violation peut être un motif d'annulation par la Cour d'arbitrage.

Au demeurant, une loi spéciale doit être adoptée suivant la procédure de l'article 77 de la Constitution.

b) Par le biais d'un accord de coopération bilatéral

La compétence en question ne peut plus être exercée que par le biais d'un accord de coopération bilatéral. On peut également voir là, semble-t-il, une limitation de la compétence fédérale en faveur des régions et des communautés. En effet, l'autorité fédérale ne peut plus déterminer de manière autonome la teneur qu'elle entend donner à cette partie de sa compétence en matière d'emploi. Les mesures énumérées ne peuvent plus être imposées que par le biais d'un accord de coopération bilatéral.

Il est donc question, ici encore, d'une limitation de compétence qui ne peut être imposée que par le biais d'une loi spéciale, et non par une loi ordinaire.

N° 47 DE M. **THISSEN**

Art. 191

À cet article, remplacer les mots « autorités régionales » **par les mots** « *autorités régionales et communautaires* ».

Justification

Comme l'une des missions de l'AFSCA est de communiquer le souci, auprès de tous, d'une plus grande sécurité alimentaire et de collaborer à plus de prévention, il nous paraît opportun de ne pas exclure de la communication des données de l'AFSCA, les communautés, chargées plus spécifiquement de la prévention en matière de santé et d'éducation à la santé.

René THISSEN.

N° 48 DE MME **NYSSSENS**

Art. 375

Remplacer l'article 835 proposé par ce qui suit :

« La demande en récusation est introduite par un acte au greffe de la juridiction qui doit connaître de la récusation. À peine de nullité, l'acte contient les

overheid kan nog slechts bijkomende erkenningsvoorwaarden in de zin van het voorgestelde artikel 2, § 2, derde lid, opleggen nadat een gewest of een gemeenschap daartoe verzocht heeft. Dat is een inperking van de exclusieve federale bevoegdheid ten voordele van de gewesten en de gemeenschappen.

Een dergelijke bevoegdheidsoverdracht kan enkel geschieden bij bijzondere wet, niet bij gewone wet. Een bevoegdheidsbeperking bij gewone wet houdt bovendien een schending van de bevoegdheidsverdelende regels tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten in, die een grond tot vernietiging voor het Arbitragehof oplevert.

Een bijzondere wet moet overigens worden aangenomen volgens de procedure van artikel 77 van de Grondwet.

b) Via een bilateraal samenwerkingsakkoord

De betrokken bevoegdheid kan alleen nog worden uitgeoefend via een bilateraal samenwerkingsakkoord. Ook dat lijkt een inperking van de federale bevoegdheid ten voordele van de gewesten en de gemeenschappen in te houden. De federale overheid kan immers niet langer autonoom bepalen hoe zij dit onderdeel van haar bevoegdheid inzake werkgelegenheid invult. De opgesomde maatregelen kunnen enkel nog via een bilateraal samenwerkingsakkoord worden opgelegd.

Ook dit houdt een bevoegdheidsbeperking in die enkel via een bijzondere wet kan worden opgelegd, niet via een gewone wet.

Hugo VANDENBERGHE.
Sabine de BETHUNE.

Nr. 47 VAN DE HEER **THISSEN**

Art. 191

In dit artikel de woorden « gewestelijke overheden » **vervangen door de woorden** « *gewest- en gemeenschapsoverheden* ».

Verantwoording

Een van de opdrachten van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen bestaat erin iedereen ervan te overtuigen dat het streeft naar een ruimere voedselveiligheid en dat het bijdraagt tot een bredere preventie. Het lijkt ons raadzaam de Gemeenschappen niet uit te sluiten van het meedelen van informatie door het Agentschap omdat de Gemeenschappen meer bepaald bevoegd zijn inzake gezondheidspreventie en -vorming.

Nr. 48 VAN MEVROUW **NYSSSENS**

Art. 375

Het voorgestelde artikel 835 van hetzelfde wetboek vervangen als volgt :

« De vordering tot wraking wordt ingeleid bij een akte neergelegd ter griffie van het gerecht dat kennis moet nemen van de wraking. Op straffe van nietig-

moyens et est signé par un avocat inscrit depuis plus de dix ans au barreau.

En toutes matières, le droit de mise au rôle prévu à l'article 269.1 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est exigible. »

Justification

Cette modification reprend les modifications proposées par l'auteur du présent amendement dans sa proposition déposée sous le numéro doc. Sénat, n° 3-57 (2003), en tenant compte toutefois des modifications suggérées par le Conseil supérieur de la Justice dans son avis rendu le 3 octobre 2001 sur le projet de loi doc. Chambre n° 50-886 (2001), devenu la loi du 10 juin 2001 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire, du Code d'instruction criminelle et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et du greffe, en ce qui concerne le dessaisissement et la récusation, et des adaptations apportées par cette même loi du 10 juin 2001.

L'amendement vise ainsi à préciser que la demande en récusation est introduite au greffe de la juridiction qui doit connaître de la récusation. La Cour de cassation a, en effet, décidé qu'on doit entendre par « acte au greffe », « le greffe de la juridiction saisie ». Il importe que la loi indique que dans le cas présent, la juridiction compétente est la juridiction « qui doit connaître de la récusation ».

Par ailleurs, un droit général de mise au rôle serait susceptible d'éviter une inflation de demandes de récusation manifestement non fondées. Ce droit est dû en matière civile, et non en matière répressive. Le présent amendement vise à l'étendre à la matière pénale. Si la demande de récusation est fondée, le droit de mise au rôle est remboursé. Si la demande est non fondée, le droit de mise au rôle est « confisqué » (cf. Avis du CSJ, 3.10.01).

N° 49 DE MME NYSSENS

Art. 375bis (nouveau)

Insérer un article 375bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 375bis. — À l'article 836 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

A) l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant : « La copie de l'acte de récusation est transmise, le cas échéant par télécopie, au plus tard le premier jour ouvrable qui suit le jour du paiement du droit de mise au rôle au greffier de la juridiction à laquelle appartient le juge dont la récusation est demandée, à charge pour le greffier de la remettre au juge concerné, au plus tard le premier jour ouvrable qui suit celui de sa réception. »

B) l'alinéa 2 est complété comme suit : « Le juge est tenu d'indiquer sur la copie le jour et l'heure auxquels il en a reçu réception. »

C) L'article est complété par l'alinéa suivant : « Dès qu'il est informé du dépôt de la requête, le greffier de la juridiction à laquelle appartient le juge dont

heid bevat de akte de middelen en wordt zij ondertekend door een advocaat die meer dan tien jaar bij de balie is ingeschreven.

Het recht voor inschrijving op de rol bepaald in artikel 269.1 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, is steeds opeisbaar. »

Verantwoording

Dit amendement voert wijzigingen in die de indiener reeds voorstelde in haar wetsvoorstel stuk Senaat, nr. 3-57 (2003), daarbij rekening houdend met de wijzigingen voorgesteld door de Hoge Raad voor de Justitie in zijn advies van 3 oktober 2001 over het wetsontwerp stuk Kamer, nr. 50-886 (2001) (dat laatste is de wet geworden van 10 juni 2001 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, het Wetboek van strafvordering en het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, inzake onttrekking en wraking). Tevens wordt ook rekening gehouden met de wijzigingen die de wet van 10 juni 2001 heeft ingevoerd.

Het amendement strekt ertoe te verduidelijken dat de vordering tot wraking wordt ingeleid bij de griffie van het rechtscollege dat kennis zal nemen van de wraking. Het Hof van Cassatie heeft beslist dat onder « ter griffie neergelegde akte » dient te worden verstaan « ter griffie van de geadieerde rechter ». Het is belangrijk dat de wet in dit geval duidelijk aangeeft dat het bevoegde rechtscollege het rechtscollege is dat « kennis moet nemen van de wraking ».

Daarnaast lijkt een algemeen rolrecht een inflatie van manifest ongegronde vorderingen tot wraking wel te kunnen tegengaan. Dat recht is niet verplicht in strafzaken, maar wel in burgerlijke zaken. Dit amendement strekt ertoe het rolrecht ook in strafzaken verplicht te maken. Indien de vordering tot wraking gegrond is, wordt het rolrecht terugbetaald, indien de vordering ongegrond is, wordt dit « verbeurd ». (zie advies HRJ, 3.10.01).

Nr. 49 VAN MEVROUW NYSSENS

Art. 375bis (nieuw)

Een artikel 375bis (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 375bis. — Artikel 836 van hetzelfde Wetboek, wordt gewijzigd als volgt :

A) het eerste lid wordt vervangen als volgt : « De kopie van de akte van wraking wordt ten laatste de eerste werkdag die volgt op de dag van de betaling van het rolrecht, eventueel via telefax, overgezonden aan de griffier van het gerecht waartoe de rechter om wiens wraking wordt verzocht, behoort. Deze griffier overhandigt de akte aan de rechter ten laatste de eerste werkdag die volgt op de ontvangst ervan. »

B) het tweede lid wordt aangevuld als volgt : « De rechter is verplicht op de kopie datum en uur aan te duiden waarop hij ze in ontvangst heeft genomen. »

C) het artikel wordt aangevuld met het volgende lid : « Zodra hij op de hoogte gebracht wordt van de neerlegging van het verzoekschrift, deelt de griffier

la récusation est demandée communiquée au greffe de la juridiction qui doit connaître de la récusation l'identité et l'adresse des parties. »

Justification

Cet amendement reprend les modifications proposées par l'auteur du présent amendement dans sa proposition déposée sous le numéro doc. Sénat, n° 3-57 (2003) en tenant compte toutefois des modifications suggérées par le Conseil supérieur de la Justice dans son avis rendu le 3 octobre 2001 sur le projet de la loi doc. Chambre 2001, n° 50-886, devenu la loi du 10 juin 2001 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire, du Code d'instruction criminelle et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en ce qui concerne le dessaisissement et la récusation, et des adaptations apportées par cette même loi du 10 juin 2001.

Dès lors que la demande en récusation est introduite auprès du greffe de la juridiction qui doit connaître de la récusation, l'article 836 du Code judiciaire doit être adapté en vue de prévoir une procédure de transmission d'une copie de l'acte aux fins de permettre au juge concerné de donner sa réponse.

Pour éviter le dépôt d'une requête en récusation dans le but d'obtenir la suspension de la procédure et de prolonger celle-ci en ne s'acquittant pas du droit de mise au rôle, il est proposé que la notification au juge ne se fasse qu'après le paiement dudit droit. Le juge mentionne sur la copie de l'acte la date et l'heure de la remise qui lui est faite de cet acte.

Par ailleurs, dans la pratique actuelle, la juridiction qui traite de la récusation n'a aucun moyen de connaître avec certitude les parties au fond de la cause. La loi exigeant la convocation de ces parties (article 838, alinéa 2, du Code judiciaire), il est donc nécessaire d'en connaître l'identité et l'adresse.

Nr. 50 DE MME NYSSENS

Art. 376ter (nouveau)

Remplacer cet article par ce qui suit :

« Art. 376ter. — À l'article 837 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

A) L'alinéa premier est complété par les mots « sauf si la demande n'émane pas d'une partie ou du ministre public » ;

B) Entre les alinéas 3 et 4 est inséré un nouvel alinéa, rédigé comme suit : « L'ordonnance, non susceptible de recours, est notifiée sous pli judiciaire au requérant et aux autres parties. »

Justification

Cet amendement reprend les modifications proposées par l'auteur du présent amendement dans sa proposition déposée sous le numéro doc. Sénat, n° 3-57 (2003), en tenant compte toutefois des modifications suggérées par le Conseil supérieur de la Justice dans son avis rendu le 3 octobre 2001 sur le projet de loi doc. Chambre 2001, n° 50-886, devenu la loi du 10 juin 2001 modifiant

van het gerecht waartoe de rechter behoort om wiens wraking wordt verzocht, aan de griffie van het gerecht dat kennis moet nemen van de wraking, de identiteit en het adres van de partijen mee. »

Verantwoording

Dit amendement voert wijzigingen in die de indiener reeds voorstelde in haar wetsvoorstel stuk Senaat, nr. 3-57 (2003), daarbij rekening houdend met de wijzigingen voorgesteld door de Hoge Raad voor de Justitie in zijn advies van 3 oktober 2001 over het wetsontwerp stuk Kamer, nr. 50-886 (dat laatste is de wet geworden van 10 juni 2001 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, het Wetboek van strafvordering en het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, inzake onttrekking en wraking). Tevens wordt ook rekening gehouden met de wijzigingen die de wet van 10 juni 2001 heeft ingevoerd.

Aangezien de vordering tot wraking wordt ingediend bij de griffie van het rechtscollege dat kennis moet nemen van de wraking, moet artikel 836 worden aangepast om een procedure te bepalen voor de overzending van een afschrift van de akte zodat de betrokken rechter kan antwoorden.

Om te voorkomen dat iemand een verzoekschrift tot wraking neerlegt met de bedoeling de rechtspleging te schorsen en te verlengen, zonder het rolrecht te betalen, wordt voorgesteld de kennisgeving aan de rechter pas na betaling van dat rolrecht te laten gebeuren. De rechter vermeldt op het afschrift datum en uur waarop hij dat in ontvangst heeft genomen.

In de thans gangbare praktijk is het zo dat de rechtbank die de wraking behandelt, over geen enkel middel beschikt om met zekerheid te achterhalen welke partijen bij de grond van de zaak betrokken zijn. Aangezien de wet vereist dat die partijen worden opgeroepen (artikel 838, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek), is het bijgevolg noodzakelijk hun identiteit en adres te kennen.

Nr. 50 VAN MEVROUW NYSSENS

Art. 376ter (nieuw)

Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 376ter. — Artikel 837 van hetzelfde Wetboek, wordt gewijzigd als volgt :

A) het eerste lid wordt aangevuld met de woorden « behalve wanneer de vordering niet uitgaat van een partij of van het openbaar ministerie. »

B) tussen het derde en het vierde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende « De beschikking, waartegen geen hoger beroep mogelijk is, wordt per gerechtsbrief ter kennis gebracht van de verzoeker en van de andere partijen. »

Verantwoording

Dit amendement voert wijzigingen in die de indiener reeds voorstelde in haar wetsvoorstel stuk Senaat, nr. 3-57 (2003), daarbij rekening houdend met de wijzigingen voorgesteld door de Hoge Raad voor de Justitie in zijn advies van 3 oktober 2001 over het wetsontwerp stuk Kamer, nr. 50-886 (dat laatste is de wet geworden van 10 juni 2001 tot wijziging van sommige bepalingen

certaines dispositions du Code judiciaire, du Code d'instruction criminelle et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en ce qui concerne le dessaisissement et la récusation, et des adaptations apportées par cette même loi du 10 juin 2001.

La signification de la décision relative à la récusation est actuellement faite par huissier. Or cette procédure est coûteuse et certains greffes n'ont pas de fonds disponibles pour payer les huissiers commis à cet effet. La notification par pli judiciaire serait donc préférable d'autant plus que le nombre de parties à la cause peut parfois être très élevé.

N° 51 DE MME NYSSSENS

Art. 376bis (nouveau)

« Insérer un article 376bis (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 376bis. — À l'article 838 du même Code, modifié par la loi du 12 mars 1998, sont apportées les modifications suivantes :

A) À l'alinéa 2, les mots « de l'inscription de l'affaire au rôle de l'audience » sont insérés entre les mots « dans les huit jours » et « en dernier ressort » et les mots « les parties ayant été dûment convoquées pour être entendues en leurs observations » sont remplacés par les mots « La juridiction concernée statue sur pièces. Elle peut entendre les parties et/ou le juge dont la récusation est demandée ».

B) À l'alinéa 3, les mots « ou pour demande téméraire et vexatoire » sont insérés après les mots « manifestement irrecevable ».

C) L'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Au plus tard, le premier jour ouvrable qui suit celui de la décision, le greffier la fait notifier aux parties par pli judiciaire. Le juge est averti de l'admission ou du rejet de la récusation par un simple avis du greffe. »

Justification

Cet amendement reprend les modifications proposées par l'auteur du présent amendement dans sa proposition déposée sous le doc. Sénat, n° 3-57 (2003), en tenant compte toutefois des modifications suggérées par le Conseil supérieur de la Justice dans son avis rendu le 3 octobre 2001 sur le projet de loi doc. Chambre 2001, n° 50-886, devenu la loi du 10 juin 2001 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire, du Code d'instruction criminelle et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en ce qui concerne le dessaisissement et la récusation.

A. Le délai actuel pour juger de la récusation s'avère trop court selon les praticiens, particulièrement si l'acte est déposé au greffe de la juridiction qui doit connaître de la récusation. Il serait par ailleurs assez logique de faire courir le délai à partir du jour où l'affaire est fixée au rôle de l'audience.

Par ailleurs, il y a lieu de faire en sorte que la procédure soit en principe écrite. Toutefois, une possibilité est offerte à la juridic-

van het Gerechtelijk Wetboek, het Wetboek van strafvordering en het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, inzake onttrekking en wraking). Tevens wordt ook rekening gehouden met de wijzigingen die de wet van 10 juni 2001 heeft ingevoerd.

De beschikking in verband met de wraking wordt momenteel betekend door een gerechtsdeurwaarder. Dat is een dure aangelegenheid, en sommige griffies beschikken niet over de nodige fondsen om de prestaties van de gerechtsdeurwaarders te betalen. Het lijkt dus raadzaam de kennisgeving via gerechtsbrief mogelijk te maken, zeker omdat het soms om een vrij groot aantal partijen kan gaan.

Nr. 51 VAN MEVROUW NYSSSENS

Art. 376bis (nieuw)

« Een artikel 376bis invoegen, luidende :

« Art. 376bis. — Artikel 838 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door de wet van 12 maart 1998, wordt gewijzigd als volgt :

A) in het tweede lid worden, tussen de woorden « binnen acht dagen, » en de woorden « in laatste aanleg » de woorden « na inschrijving van de zaak op de zittingsrol » ingevoegd en worden de woorden « nadat partijen behoorlijk zijn opgeroepen om hun opmerkingen te horen » vervangen door de woorden « Het betrokken rechtscollege doet uitspraak op stukken. Het kan de partijen en/of de rechter om wiens wraking wordt verzocht, horen. »

B) in het derde lid, worden de woorden « of wegens roekeloze en tergende vordering » ingevoegd na de woorden « kennelijk onontvankelijk verzoek ».

C) het vijfde lid wordt vervangen als volgt :

« Ten laatste de eerste werkdag die volgt op de dag van de beslissing, brengt de griffier deze per gerechtsbrief ter kennis van de partijen. De rechter wordt op de hoogte gebracht van de aanvaarding of de verwerping van de wraking per gewoon bericht van de griffie. »

Verantwoording

Dit amendement voert wijzigingen in die de indiener reeds voorstelde in haar wetsvoorstel stuk Senaat, nr. 3-57 (2003), daarbij rekening houdend met de wijzigingen voorgesteld door de Hoge Raad voor de Justitie in zijn advies van 3 oktober 2001 over het wetsontwerp stuk Kamer, nr. 50-886 (dat laatste is de wet geworden van 10 juni 2001 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, het Wetboek van strafvordering en het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, inzake onttrekking en wraking).

A. De huidige periode om te oordelen over de wraking is volgens de mensen uit de praktijk te kort, vooral wanneer de akte wordt neergelegd bij de griffie van het gerecht dat kennis moet nemen van de wraking. Het lijkt veeleer aangewezen deze periode te laten lopen vanaf de dag waarop de zaak is vastgesteld op de zittingsrol.

Bovendien zou moeten worden bepaald dat de procedure in principe schriftelijk verloopt. Het rechtscollege beschikt echter

tion saisie d'entendre les parties ainsi que le juge dont la récusation est demandée. Il faut veiller à ce que le juge ne se retrouve pas dans une situation telle qu'après un débat contradictoire, il soit dans l'obligation de se récuser. Cette procédure permet à la juridiction saisie de distinguer d'emblée entre les demandes de récusation manifestement non fondées et celles qui méritent un examen plus approfondi.

B. Comme le suggérait le Conseil supérieur de la Justice, il y a lieu d'étendre l'amende due pour « requête manifestement irrecevable » aux « demandes téméraires et vexatoires ».

C. La signification de la décision relative à la récusation est actuellement faite par huissier. Or cette procédure est coûteuse et certains greffes n'ont pas de fonds disponibles pour payer les huissiers commis à cet effet. La notification par pli judiciaire serait donc préférable d'autant plus que le nombre de parties à la cause peut parfois être très élevé. Cette modification est envisagée sous l'amendement.

Le délai pour avertir les parties est par ailleurs réduit de 48 heures à un jour ouvrable. Il est précisé que le juge est averti par un simple avis du greffe.

N° 52 DE MME NYSSENS

Art. 376ter (nouveau)

Insérer un article 376ter (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 376ter. — À l'article 841 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

A) À l'alinéa 2, les mots « en cas de faute très grave » sont insérés entre les mots « est » et « condamné ».

B) L'article est complété par l'alinéa suivant : « Dans le cas contraire, les dépens sont à charge de l'État. »

Justification

Cet amendement reprend les modifications proposées par l'auteur du présent amendement dans sa proposition déposée sous le numéro doc. Sénat, 3-57 (2003), en tenant compte toutefois des modifications suggérées par le Conseil supérieur de la Justice dans son avis rendu le 3 octobre 2001 sur le projet de loi doc. Chambre 50-886 (2001), devenu la loi du 10 juin 2001 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire, du Code d'instruction criminelle et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en ce qui concerne le dessaisissement et récusation.

La condamnation aux dépens du juge dont la récusation est admise est anormale si le juge a seulement porté sur la question une appréciation erronée.

Dans notre droit positif, les juges ne portent qu'une responsabilité personnelle dans des cas limités, comme en cas de « dol ou de fraude » (article 1140 du Code judiciaire) ou en cas de « fautes très graves » (article 415 du Code d'instruction criminelle). Il conviendrait dès lors, en dehors de ces hypothèses, de prévoir la condamnation de l'État aux dépens, comme en cas d'interprétation ou de rectification d'un jugement (article 801 du Code judiciaire).

ook nog over de mogelijkheid om de partijen, evenals de rechter om wiens wraking wordt verzocht, te horen. Er moet op toegezien worden dat deze rechter niet in een situatie zoals na een tegensprekelijk debat terecht komt waarin hij verplicht wordt zichzelf te wraken. Door deze procedure kan het rechtscollege bij wie de zaak aanhangig werd gemaakt, van bij de aanvang een onderscheid maken tussen de kennelijk niet gegronde vorderingen tot wraking en deze waarvoor een grondig onderzoek nodig is.

B. Zoals de Hoge Raad voor de Justitie suggereerde, is het raadzaam de boete voor een « kennelijk onontvankelijk verzoek » uit te breiden tot de « tergende en roekeloze vorderingen ».

C. De beschikking in verband met de wraking wordt momenteel betekend door een gerechtsdeurwaarder. Dat is een dure aan gelegenheid, en sommige griffies beschikken niet over de nodige fondsen om de prestaties van de gerechtsdeurwaarders te betalen. Het lijkt dus raadzaam de kennisgeving via gerechtsbrief mogelijk te maken, zeker omdat het soms om een vrij groot aantal partijen kan gaan. Het amendement strekt ertoe deze wijziging in te voeren.

De termijn om de partijen in te lichten wordt teruggebracht van 48 uren tot 1 werkdag. Er wordt verduidelijkt dat de rechter ingelicht wordt via een gewoon bericht van de griffie.

Nr. 52 VAN MEVROUW NYSSENS

Art. 376ter (nieuw)

Een artikel 376ter (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 376ter. Artikel 841 van hetzelfde Wetboek, wordt gewijzigd als volgt :

A) in het tweede lid, worden tussen de woorden « te onthouden, » en de woorden « verwezen in de kosten » de woorden « in geval van zeer grove tekortkoming, » ingevoegd.

B) dit artikel wordt aangevuld met een nieuw lid, luidende : « In het andere geval zijn de kosten ten laste van de Staat. »

Verantwoording

Dit amendement voert wijzigingen in die de indiener reeds voorstelde in haar wetsvoorstel stuk Senaat, nr. 3-57 (2003), daarbij rekening houdend met de wijzigingen voorgesteld door de Hoge Raad voor de Justitie in zijn advies van 3 oktober 2001 over het wetsontwerp stuk Kamer, nr. 50-886 (2001) (dat laatste is de wet geworden van 10 juni 2001 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechdelijk Wetboek, het Wetboek van strafvordering en het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, inzake onttrekking en wraking).

De verwijzing in de kosten van de rechter van wie de wraking is aanvaard, is niet gepast bij een louter verkeerde appreciatie van het verzoek door de rechter.

In ons positief recht zijn rechters immers maar in beperkte gevallen persoonlijk aansprakelijk voor schade, zoals bij « list of bedrog » (artikel 1140 van het Gerecht Wetboek) of bij « zeer grove tekortkomingen » (artikel 415 van het Wetboek van Strafvordering) Buiten deze hypothesen zou men derhalve moeten voorzien in de veroordeling van de Staat tot de kosten, zoals in het geval van uitlegging of verbetering van een vonnis (artikel 801 van het Gerechdelijk Wetboek).

N° 53 DE M. VANDENBERGHE

Art. 375 (nouveau)

Supprimer cet article.

Justification

Le problème est réglé par une jurisprudence suffisante depuis 1976 (voir, en l'espèce, l'aperçu de la jurisprudence cité par le sénateur Vandenberghe au cours de l'examen en commission). La Cour de cassation a d'ailleurs affirmé à plusieurs reprises que si la demande de récusation est manifestement irrecevable, le juge peut lui-même se prononcer. Le ministre est lui aussi d'avis que dans le cadre de la demande de récusation dans le procès Cools à Liège, le président a fait preuve d'un excès de prudence et qu'il aurait pu sans problème se prononcer lui-même.

Par ailleurs, l'article ne résout rien sur le fond en faisant dépendre la recevabilité du dépôt par un avocat ayant dix années d'expérience du barreau, dans la mesure où tout le monde a droit à un avocat. Au bout du compte, il y aura donc toujours un avocat qui se verra contraint d'introduire la demande. Les fanatiques ne vont donc pas se laisser impressionner par cette disposition.

N° 54 DE M. VANDENBERGHE

Art. 377

À cet article, apporter les modifications suivantes :

1° dans l'article 1409, § 1^{er}, alinéa 5, proposé sous le 2°, remplacer les mots «31 décembre 2004» par les mots «31 mars 2004» et remplacer les mots «Avant le 1^{er} janvier 2005» par les mots «Avant le 1^{er} avril 2004»;

2° dans l'article 1409, § 1^{er} bis, alinéa 5, proposé sous le 4°, remplacer les mots «31 décembre 2004» par les mots «31 mars 2004»;

3° dans l'article 1409, § 1^{er} bis, alinéa 5, proposé sous le 4°, remplacer les mots «Avant le 1^{er} janvier 2005» par les mots «Avant le 1^{er} avril 2004» et remplacer les mots «avant le 1^{er} janvier 2006» par les mots «avant le 1^{er} juillet 2004».

Justification

La loi modifiant notamment l'article 1409, § 1^{er}, alinéa 4, et § 1^{er} bis, alinéa 4, du Code judiciaire date du 24 mars 2000. On a discuté pendant des années de la notion d'«enfant à charge». Cela fait des années que l'on consacre des études aux éventuels problèmes qui peuvent se poser à cet égard. Dans l'intérêt de l'enfant et pour limiter le piège à l'emploi, il s'indique que l'arrêté royal entre en vigueur le 1^{er} juillet 2004.

L'exposé des motifs ne contient en outre aucune réponse à la remarque formulée par le Conseil d'État selon laquelle, afin de justifier l'attribution de pouvoirs spéciaux au Roi, il convient de préciser quelles sont les difficultés rencontrées et en quoi une habilitation au pouvoir exécutif est nécessaire pour les surmonter.

Nr. 53 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Art. 375 (nieuw)

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Er bestaat voldoende rechtspraak sinds 1976 (zie terzake het overzicht van rechtspraak door senator Vandenberghe geciteerd gedurende de behandeling in de commissie) die het probleem regelt. Het Hof van Cassatie heeft trouwens meermaals gesteld dat, indien het verzoek tot wraking kennelijk niet ontvankelijk is, de rechter zelf kan beslissen. Ook de minister zelf is van oordeel dat bij het wrakingsverzoek in het «proces Cools» te Luik de voorzitter te voorzichtig geweest is en gerust zelf kon oordelen.

Bovendien lost het artikel niets ten gronde op door de ontvankelijkheid te laten hangen van het indienen ervan door een advocaat met tien jaar balie-ervaring, gelet op het feit dat elkeen recht heeft op een advocaat. In laatste instantie zal dus steeds een advocaat zich verplicht zien het verzoek in te dienen. Fanatici zullen zich dus door deze bepaling niet laten afschrikken.

Nr. 54 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Art. 377

In dit artikel de volgende wijzigingen aanbrengen :

1° In het voorgestelde artikel 1409, § 1, vijfde lid, de woorden «31 maart 2004» vervangen door de woorden «vóór 1 april 2004».

2° In het voorgestelde artikel 1409, § 1 bis, vijfde lid, de woorden «31 december 2004» vervangen door de woorden «31 maart 2004».

3° In het voorgestelde artikel 1409, § 1 bis, vijfde lid, de woorden «vóór 1 januari 2005» vervangen door de woorden «vóór 1 april 2004» en de woorden «vóór 1 januari 2006» vervangen door de woorden «vóór 1 juli 2004».

Verantwoording

De wet waarbij onder andere artikel 1409, § 1, vierde lid en § 1 bis, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek werd gewijzigd dateert van 24 maart 2000. Jarenlang is er gediscussieerd over het begrip «kind ten laste». Reeds jaren is er studiewerk verricht rond de mogelijke problemen die er kunnen rijzen. In het belang van de kinderen en om de werkloosheidsval te beperken, is het aangewezen dat het koninklijk besluit op 1 juli 2004 in werking treedt.

In de memorie van toelichting wordt bovendien niet tegemoet gekomen aan de opmerking van de Raad van State dat opdat er bijzondere machten kunnen worden opgedragen aan de Koning, er moet worden gepreciseerd welke de gerezen moeilijkheden zijn bij de toepassing van het koninklijk besluit van 8 april 2003 en in welk opzicht een machtiging aan de uitvoerende macht noodzakelijk is om ze weg te werken.

On peut se demander dans quelle mesure il existe une nécessité pratique ou des circonstances particulières justifiant l'habilitation spéciale conférée au Roi. La loi date du 24 mars 2000 (la proposition de loi de Bea Cantillon qui en est à l'origine remonte à la législature 1995-1999 et a été approuvée à une très large majorité). Il faudra encore trois années de longues discussions pour que soit enfin publié, le 8 avril 2003 (juste avant les élections évidemment), un arrêté royal qui est de surcroît impraticable et dont l'entrée en vigueur a été reportée de six mois, au 1^{er} janvier 2004, par arrêté royal du 23 juin 2003. On a prétendu avoir encore besoin de temps pour permettre à l'administration et à d'autres de s'adapter aux dispositions de la loi (qui étaient pourtant connues depuis trois ans).

N° 55 DE M. VANDENBERGHE

Art. 382bis (nouveau)

Insérer un article 382bis (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 382bis. — Dans l'article 488bis, e), alinéa 4, du même Code, remplacé par l'article 2 de la même loi, le mot « notifiée » est remplacé par les mots « notifiée, conformément à l'article 32 du Code judiciaire. »

Justification

Il s'agit d'une correction de texte. Le greffier ne peut pas « betekenen », mais « ter kennis geven », conformément à l'article 32 du Code judiciaire.

N° 56 DE M. VANDENBERGHE

Art. 382ter (nouveau)

Insérer un article 382ter (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 382ter. — Dans l'article 488bis, b), § 5, du même Code, remplacé par l'article 2 de la même loi, le point 5 est remplacé par la disposition suivante :

« 5. La requête est signée par le requérant ou par son avocat et accompagnée d'une attestation de domicile de la personne à protéger ne datant pas de plus de quinze jours. À défaut de domicile connu, le juge de paix détermine la résidence de la personne à protéger sur la base des pièces qui lui sont soumises et qui sont jointes à la requête. »

Justification

Aucune réglementation légale n'est prévue pour la délivrance d'une attestation de résidence. Étant donné qu'à l'impossible, nul n'est tenu, il convient de disposer que la résidence est déterminée par le juge de paix sur la base de certaines pièces. Ces pièces peuvent être, par exemple, une déclaration du directeur de l'institution, une déclaration du cohabitant, l'adresse figurant sur des envois postaux, etc.

Men kan zich de vraag stellen in welke mate er sprake is van praktische noodzaak of van bijzondere omstandigheden om de bijzondere machtiging te verlenen aan de Koning. De wet dateert van 24 maart 2000 (het wetsvoorstel van Bea Cantillon dat hiertoe aanleiding gaf, dateert van de legislatuur 1995-1999 en is kamerbreed goedgekeurd). Uiteindelijk is er, na lange discussies, pas drie jaar later, op 8 april 2003, een koninklijk besluit verschenen (natuurlijk kort voor de verkiezingen) dat bovendien niet werkbaar blijkt en waarvan de inwerkingtreding bij koninklijk besluit van 23 juni met zes maanden is uitgesteld, tot 1 januari 2004. Men beweerde nog wat tijd nodig te hebben opdat de administratie en anderen zich zouden kunnen aanpassen aan de bepalingen van de wet (die nochtans al drie jaar gekend waren).

Nr. 55 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Art. 382bis (nieuw)

Een artikel 382bis (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 382bis. — In artikel 488bis, e), vierde lid van hetzelfde wetboek, vervangen door artikel 2 van dezelfde wet wordt het woord « betekend » vervangen door de woorden « ter kennis gegeven bij toepassing van artikel 32 van het Gerechtelijk Wetboek ».

Verantwoording

Dat is een tekstverbetering: de griffier kan namelijk niet betekenen, enkel de gerechtsdeurwaarder kan dit.

Nr. 56 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Art. 382ter (nieuw)

Een artikel 382ter (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 382ter. — In artikel 488bis, b), § 5 van hetzelfde wetboek, vervangen door artikel 2 van dezelfde wet wordt het punt 5 vervangen als volgt :

« 5. Het verzoekschrift moet worden ondertekend door de verzoeker of zijn advocaat en vergezeld zijn van een attest van woonplaats van de te beschermen persoon dat ten hoogste vijftien dagen oud is. Bij gebreke aan gekende woonplaats bepaalt de vrederechter de verblijfplaats van de te beschermen persoon op basis van de hem voorgelegde stukken, die bij het verzoekschrift worden gevoegd. »

Verantwoording

Er is geen wettelijke regeling voor het afleveren van een attest van verblijfplaats. Vermits niemand tot het onmogelijke gehouden is, is het aangewezen te bepalen dat de verblijfplaats wordt bepaald door de vrederechter op basis van stukken. Een verklaring van de directeur van de instelling, de samenwonende, adres op poststukken, en dergelijke kunnen dergelijke stukken zijn.

N° 57 DE M. VANDENBERGHE

Art. 382^{quater} (nouveau)**Insérer un article 382^{quater} (nouveau), libellé comme suit :**

« Art. 382^{quater}. — Dans l'article 488bis, b), du même Code, remplacé par l'article 2 de la même loi, il est inséré un § 8 nouveau, rédigé comme suit :

« § 8. Les décisions prises par le juge de paix en vertu du présent article sont exécutoires par provision. »

Justification

Les articles 1034^{bis} et suivants du Code judiciaire sont applicables à la requête en vertu du § 6. L'ordonnance est donc rendue en audience publique et non en chambre du conseil. Il s'ensuit que cette décision n'est pas non plus exécutoire par provision, dans la mesure où l'article 1029 (prononcé en chambre du conseil et exécution par provision) ne s'applique qu'aux requêtes unilatérales.

Conformément à l'article 1398 du Code judiciaire, le juge de paix peut accorder l'exécution provisoire, mais il n'y est pas tenu.

Il serait préférable d'accorder cette exécution par provision dans l'intérêt de la personne et de ses biens à protéger.

N° 58 DE M. VANDENBERGHE

Art. 382^{quinquies} (nouveau)**Insérer un article 382^{quinquies} (nouveau), libellé comme suit :**

« Art. 382^{quinquies}. — Dans l'article 488bis, c), du même Code, remplacé par l'article 3 de la même loi, il est inséré un § 5 nouveau, rédigé comme suit :

« § 5. Les décisions prises par le juge de paix sur la base du présent article sont exécutoires par provision. »

Justification

Les articles 1034^{bis} et suivants du Code judiciaire sont applicables à la requête en vertu du § 6. L'ordonnance est donc rendue en audience publique et non en chambre du conseil. Il s'ensuit que cette décision n'est pas non plus exécutoire par provision, dans la mesure où l'article 1029 (prononcé en chambre du conseil et exécution par provision) ne s'applique qu'aux requêtes unilatérales.

Conformément à l'article 1398 du Code judiciaire, le juge de paix peut accorder l'exécution provisoire, mais il n'y est pas tenu.

Nr. 57 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Art. 382^{quater} (nieuw)**Eenartikel 382^{quater} (nieuw) invoegen, luidende :**

« Art. 382^{quater}. — Artikel 488bis, b), van hetzelfde wetboek, vervangen door artikel 2 van dezelfde wet wordt aangevuld met een nieuwe paragraaf 8, luidend als volgt :

« § 8. De op basis van onderhavig artikel door de vrederechter genomen beslissingen zijn uitvoerbaar bij voorraad. »

Verantwoording

Artikel 1034^{bis} en volgende van het Gerechtelijk Wetboek zijn in § 6 van toepassing verklaard op het verzoekschrift. De uitspraak gebeurt dus in openbare zitting, en niet in raadkamer. Gevolg daarvan is dat deze beslissing ook niet uitvoerbaar is bij voorraad, aangezien artikel 1029 (uitspraak in raadkamer en uitvoerbaarheid bij voorraad) enkel mogelijk is voor eenzijdige verzoekschriften.

Overeenkomstig artikel 1398 van het Gerechtelijk Wetboek kan de vrederechter de voorlopige tenuitvoerlegging toestaan, maar hij is daartoe niet verplicht.

Het ware beter geweest deze uitvoerbaarheid bij voorraad wel toe te staan in het belang van de te beschermen persoon en zijn goederen.

Nr. 58 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Art. 382^{quinquies} (nieuw)**Eenartikel 382^{quinquies} (nieuw) invoegen, luidende :**

« Art. 382^{quinquies}. — Aan artikel 3 van de wet van 3 mei 2003 tot wijziging van de wetgeving betreffende de bescherming van de goederen van personen die wegens hun lichaams- of geestestoestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam zijn die te beheren, dat art. 488bis, c), vervangt, een nieuwe § 5 toevoegen, luidend :

« § 5. De op basis van onderhavig artikel door de vrederechter genomen beslissingen zijn uitvoerbaar bij voorraad. »

Verantwoording

Artikel 1034^{bis} en volgende van het Gerechtelijk Wetboek zijn in § 6 van toepassing verklaard op het verzoekschrift. De uitspraak gebeurt dus in openbare zitting, en niet in raadkamer. Gevolg daarvan is dat deze beslissing ook niet uitvoerbaar is bij voorraad, aangezien artikel 1029 (uitspraak in raadkamer en uitvoerbaarheid bij voorraad) enkel mogelijk is voor eenzijdige verzoekschriften.

Overeenkomstig artikel 1398 van het Gerechtelijk Wetboek kan de vrederechter de voorlopige tenuitvoerlegging toestaan, maar hij is daartoe niet verplicht.

Il serait préférable d'accorder cette exécution par provision dans l'intérêt de la personne et de ses biens à protéger.

N° 59 DE M. VANDENBERGHE

Art. 382*sexies* (nouveau)

Insérer un article 382*sexies* (nouveau), rédigé comme suit :

Art. 382sexies. — Dans l'article 488bis, f) du même Code, remplacé par l'article 6 de la même loi, le § 3, e) est remplacé par la disposition suivante :

« Accepter une succession sous bénéfice d'inventaire ou y renoncer après inventaire notarié. »

Justification

Correction de texte: l'acceptation sous bénéfice d'inventaire n'est plus mentionnée. Les successions qui reviennent à des incapables et à des mineurs ne peuvent être acceptées que sous bénéfice d'inventaire. Par ailleurs, on ne peut «renoncer sous réserve d'inventaire». Si l'autorisation de renoncer n'est accordée qu'après inventaire notarié, il faut le prévoir explicitement.

N° 60 DE M. VANDENBERGHE

Art. 382*septies* (nouveau)

Insérer un article 382*septies* (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 382septies. — Dans l'article 488bis, f), du même code, remplacé par l'article 6 de la même loi, l'alinéa 4 du § 4 est complété par la disposition suivante :

« Le juge de paix statue sur la nécessité de l'aliénation et accorde à cet effet l'autorisation visée à l'alinéa 2. »

Het ware beter geweest deze uitvoerbaarheid bij voorraad wel toe te staan in het belang van de te beschermen persoon en zijn goederen.

Nr. 59 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Art. 382*sexies* (nieuw)

Een artikel 382*sexies*(nieuw) invoegen, luidende :

Art. 382sexies. — In artikel 6 van de wet van 3 mei 2003 tot wijziging van de wetgeving betreffende de bescherming van de goederen van personen die wegens hun lichaams- of geestestoestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam zijn die te beheren, dat art. 488bis, f) vervangt, § 3, e), vervangen als volgt :

« een nalatenschap aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving of deze na notariële boedelbeschrijving verwerpen. »

Verantwoording

Tekstverbetering: de aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving is niet meer vermeld. Nalatenschappen die toevallen aan onbekwaamverklaarden en minderjarigen kunnen enkel onder voorbehoud van boedelbeschrijving worden aanvaard. Anderzijds kan men niet als dusdanig «verwerpen onder voorrecht van boedelbeschrijving». Indien de machtiging tot verwerping slechts toelaatbaar is na notariële boedelbeschrijving dan moet dit uitdrukkelijk worden bepaald.

Nr. 60 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Art. 382*septies* (nieuw)

Een artikel 382*septies*(nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 382septies. — In artikel 6 van de wet van 3 mei 2003 tot wijziging van de wetgeving betreffende de bescherming van de goederen van personen die wegens hun lichaams- of geestestoestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam zijn die te beheren, dat artikel 488bis, f), vervangt, het vierde lid van § 4 aanvullen als volgt :

« De noodzakelijkheid van de vervreemding wordt beoordeeld door de vrederechter die daartoe de in het tweede lid bedoelde machtiging verleent. »

Justification

En ce qui concerne l'aliénation de souvenirs et d'autres objets personnels, il manque une référence au § 3, comme c'est le cas pour la protection du logement et des meubles de la personne protégée.

N° 61 DE M. VANDENBERGHE

Titre VI, chapitre 3, section 1bis (nouvelle)

Dans le titre VI, chapitre 3, insérer une section 1bis (nouvelle) intitulée « Modification de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions fiscales et autres » et contenant les articles 384bis à 384quater rédigés comme suit :

« Art. 384bis. — À l'article 33 de la loi du 1^{er} août 1985, modifié par la loi du 18 février 1997, par l'arrêté royal du 20 juillet 2000 et par la loi du 26 mars 2003, le nombre « 62 000 » est remplacé par le nombre « 75 000. »

« Art. 384ter. — À l'article 36 de la même loi, modifié par la loi du 18 février 1997, par l'arrêté royal du 20 juillet 2000 et par la loi du 26 mars 2003, l'alinéa 2 est complété comme suit :

« Le cas échéant, un même requérant peut se voir octroyer une seconde fois une aide d'urgence, également limitée à un montant de 7 500 euros, pour le même dommage. Le montant total de l'aide d'urgence est toutefois plafonné à 15 000 euros. »

« Art. 384quater. — À l'article 37 de la même loi, modifié par la loi du 18 février 1997, par l'arrêté royal du 20 juillet 2000 et par la loi du 26 mars 2003, le nombre « 62 000 » est remplacé par le nombre « 75 000. »

Justification

Art. 384bis. — Le présent amendement vise à porter le montant maximum de l'intervention à 75 000 euros. Cette augmentation est suggérée par la Commission d'aide aux victimes elle-même et permet de mieux différencier l'aide selon les victimes. De surcroît, les fonds actuellement disponibles sont très importants. Les réserves ont en effet augmenté d'un million d'euros.

Art. 384ter. — S'il faut pouvoir augmenter l'aide d'urgence octroyée, il est plutôt indiqué de permettre à la commission d'intervenir une seconde fois, après avoir donné suite à une première aide d'urgence. Le montant de cette seconde intervention est une nouvelle fois limité à 7 500 euros, de sorte que l'aide d'urgence octroyée ne peut excéder 15 000 euros.

Art. 384quater. — Le présent amendement vise à porter le montant maximum de l'intervention à 75 000 euros. Cette augmentation est suggérée par la Commission d'aide aux victimes elle-même et permet de mieux différencier l'aide selon les victimes.

Verantwoording

Voor de vervreemding van souvenirs en andere persoonlijke voorwerpen ontbreekt de verwijzing naar § 3, zoals voor de bescherming van de woning en de huisraad van de beschermde persoon.

Nr. 61 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Titel VI, hoofdstuk 3, afdeling 1bis (nieuw)

In titel VI, hoofdstuk 3, een afdeling 1bis (nieuw) invoegen, luidende « Wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen » en bestaande uit de artikelen 384bis tot en met 384quater luidend als volgt :

« Art. 384bis. — In artikel 33 van de wet van 1 augustus 1985, gewijzigd bij wet van 18 februari 1997, bij koninklijk besluit van 20 juli 2000 en bij wet van 26 maart 2003 wordt het getal « 62 000 » vervangen door « 75 000. »

« Art. 384ter. — In artikel 36 van de wet van 1 augustus 1985, gewijzigd bij wet van 18 februari 1997, bij koninklijk besluit van 20 juli 2000 en bij wet van 26 maart 2003 wordt het tweede lid aangevuld als volgt :

« Desgevallend kan aan dezelfde verzoeker voor hetzelfde schadegeval een tweede maal noodhulp worden toegekend, eveneens beperkt tot een bedrag van 7 500 euro. Het totale bedrag van de toegekende noodhulp is echter beperkt tot een bedrag van 15 000 euro. »

« Art. 384quater. — In artikel 37 van de wet van 1 augustus 1985, gewijzigd bij wet van 18 februari 1997, bij koninklijk besluit van 20 juli 2000 en bij wet van 26 maart 2003 wordt het getal « 62 000 » vervangen door « 75 000. »

Verantwoording

Art. 384bis. — Dit amendement beoogt het maximale bedrag waarvoor wordt tegemoetgekomen, op te trekken naar 75 000 euro. Deze verhoging is ingegeven door de Commissie voor slachtofferhulp zelf en deze verhoging laat een betere differentiatie naar de slachtoffers toe. Bovendien blijkt dat de thans beschikbare middelen zeer aanzienlijk zijn. De reserves groeiden thans aan met 1 miljoen euro.

Art. 384ter. — Indien men meer moet kunnen toekennen, is het eerder aangewezen om de commissie de mogelijkheid te bieden om, nadat reeds een eerste keer een aanvraag tot het bekomen van een noodhulp werd ingewilligd, nog een tweede maal tussen te komen. Dit bedrag is opnieuw beperkt tot 7 500 euro zodat er dan tot maximaal 15 000 euro als noodhulp kan worden toegekend.

Art. 384quater. — Dit amendement beoogt het maximale bedrag waarvoor wordt tegemoetgekomen, op te trekken naar 75 000 euro. Deze verhoging is ingegeven door de commissie voor slachtofferhulp zelf en deze verhoging laat een betere differentie

De surcroît, les fonds actuellement disponibles sont très importants. Les réserves ont en effet augmenté d'un million d'euros.

N° 62 de M. VANDENBERGHE

Art. 388

Supprimer cet article.

Justification

Il est tout d'abord inacceptable que la mise en œuvre d'un règlement européen qui existe depuis plus de deux ans doive subitement être réglée dans une loi-programme, sous prétexte qu'il y a une course de vitesse en Europe pour être parmi les premiers à le transposer en droit interne.

En outre, il est encore plus inacceptable et contraire aux principes de la démocratie représentative que cette mise en œuvre soit confiée au pouvoir exécutif et que le Parlement soit ainsi mis hors jeu.

Il ressort de la jurisprudence constante du Conseil d'État et de la Cour d'arbitrage que l'octroi de pouvoirs spéciaux au Roi ne se justifie que si une série de conditions expresses sont remplies.

Pour que l'octroi de pouvoirs spéciaux soit conforme à l'article 105 de la Constitution, les conditions suivantes doivent être réunies de manière cumulative :

a) des pouvoirs spéciaux ne peuvent être accordés que dans des circonstances exceptionnelles ou en situation de crise. Il appartient au législateur d'apprécier si tel est le cas en l'espèce;

b) l'octroi de pouvoirs spéciaux ne peut se faire que pour une période limitée (condition remplie en l'espèce : douze mois);

c) les pouvoirs accordés au Roi doivent être soigneusement circonscrits. La loi d'habilitation doit mentionner les objectifs et indiquer avec précision les matières qui peuvent être ainsi réglées. Cette condition doit permettre au juge d'exercer le contrôle de légalité;

d) le législateur doit respecter aussi bien les normes supranationales et internationales que les règles de compétence constitutionnelles et légales. De plus, les pouvoirs spéciaux ne peuvent pas porter sur des matières dont la Constitution réserve le règlement au législateur.

Le Parlement a pour mission constitutionnelle de préserver les fondements de l'État de droit. Il appartient donc au Parlement de vérifier si les articles d'habilitation remplissent précisément les conditions précitées.

N° 63 de M. VANDENBERGHE

Art. 394

Compléter cet article comme suit: « *et les mots «Lors de sa constitution» sont ajoutés in limine* ».

Justification

Il faut éviter de devoir effectuer de longues recherches lors de chaque modification statutaire.

naar de slachtoffers toe. Bovendien blijkt dat de thans beschikbare middelen zeer aanzienlijk zijn. De reserves groeiden thans aan met 1 miljoen euro.

Nr. 62 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Art. 388

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Het is in de eerste plaats onaanvaardbaar dat de uitvoering van een Europese verordening die reeds meer dan 2 jaar oud is plots moet geregeld worden in een programmawet, zogenaamd omdat er in Europa een «race» woedt om bij de eersten te zijn wat betreft de omzetting.

Het is bovendien des te meer onaanvaardbaar en een aanfluiting van de beginselen van de representatieve democratie dat dergelijke uitvoering wordt opgedragen aan de uitvoerende macht, zodat het Parlement buitenspel wordt gezet.

Uit vaste rechtspraak van de Raad van State en het Arbitragehof blijkt dat bijzondere machten aan de Koning enkel gelegitimeerd zijn indien aan een aantal stringente voorwaarden is voldaan.

Opdat de toekenning van bijzondere machten in overeenstemming zou zijn met artikel 105 van de Grondwet dienen volgende voorwaarden cumulatief te zijn vervuld:

a) bijzondere machten kunnen alleen worden verleend in uitzonderlijke of crisismoments. Het is de wetgever die moet oordelen of dit *in casu* het geval is;

b) de toekenning van bijzondere machten kan maar voor een beperkte periode gebeuren. Hier: ok (12 maanden)

c) de aan de Koning toegekende machten moeten nauwkeurig omschreven zijn. De machtigingswet moet niet alleen de doelstellingen vermelden, maar ook precies aangeven wat de aangelegenheden zijn die kunnen worden geregeld. Dit moet de rechter er toe in staat stellen zijn wettigheidstoezicht uit te oefenen;

d) de wetgever moet zowel de supranationale en internationale normen als de grondwettelijke en wettelijke bevoegdheidsregels in acht nemen. De bijzondere machten mogen evenmin betrekking hebben op aangelegenheden waarvan de regeling door de Grondwet aan de wetgever is voorbehouden.

Het is de grondwettelijke opdracht van het Parlement de grondslagen van de Rechtsstaat te vrijwaren. Het komt aldus het Parlement toe de machtigingsartikelen uitvoerig aan voormelde voorwaarden te toetsen.

Nr. 63 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Art. 394

Dit artikel aanvullen als volgt: « *en worden de woorden «bij haar oprichting» toegevoegd in limine* ».

Verantwoording

Er moet worden vermeden dat er bij statutenwijzigingen telkens opnieuw langdurig onderzoekswerk moet gebeuren.

N° 64 DE M. VANDENBERGHE

Art. 394bis (nouveau)

Insérer un article 394bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 394bis. — À l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o, de la même loi, les mots « et l'adresse du siège social » sont supprimés. »

Justification

Il n'est pas souhaitable qu'une modification des statuts doive être publiée à chaque changement d'adresse du siège social.

N° 65 DE M. VANDENBERGHE

Art. 394ter (nouveau)

Insérer un article 394ter (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 394ter. — Dans l'article 27 de la même loi, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Une fondation est soumise aux mêmes restrictions en matière d'opérations industrielles ou commerciales que celles qui s'appliquent aux associations sans but lucratif en vertu de l'article 1^{er} de la présente loi. »

Justification

L'article 27 ne contient aucune disposition relative aux opérations industrielles et commerciales visées à l'article 1^{er} de la loi en projet. Il semble toutefois que l'intention du législateur est de soumettre également les fondations aux mêmes restrictions en matière de commerce que les associations sans but lucratif. La jurisprudence a d'ailleurs fortement nuancé cette notion pour les associations sans but lucratif. Nous voulons en tous cas éviter que les fondations puissent concurrencer de manière déloyale les affaires commerciales. Il s'avère en effet que des associations sans but lucratif condamnées par le tribunal pour avoir mené des opérations commerciales tentent à présent de poursuivre leurs activités commerciales par le biais d'une fondation.

N° 66 DE M. VANDENBERGHE

Art. 395bis (nouveau)

Insérer un article 395bis (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 395bis. — À l'article 17, § 4, de la loi du 27 juin 1921, tel qu'il est modifié, est ajouté l'alinéa suivant :

« La comptabilité tenue selon les règles particulières prescrites par l'État fédéral, une région ou une communauté, par des établissements d'enseignement

Nr. 64 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Art. 394bis (nieuw)

Een artikel 394bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 394bis. — In artikel 2, eerste lid, 2^o, van dezelfde wet, vervallen de woorden « en het adres van de zetel. »

Verantwoording

Het is niet wenselijk dat er bij elke adreswijziging een statutenwijziging moet worden gepubliceerd.

Nr. 65 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Art. 394ter (nieuw)

Een artikel 394ter (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 394ter. — In artikel 27 van dezelfde wet wordt het volgende lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid » :

« Een stichting is gehouden tot dezelfde beperkingen met betrekking tot het drijven van nijverheids- of handelszaken als die gelden voor VZW's in toepassing van artikel 1 van deze wet. »

Verantwoording

Het artikel 27 bevat geen bepaling in verband met het drijven van nijverheids- of handelszaken zoals artikel 1 van deze wet. Nochtans lijkt het de bedoeling van de wetgever dat ook stichtingen aan dezelfde beperkingen met betrekking tot het drijven van handel onderworpen zijn als VZW's zoals dit begrip voor de VZW's door de rechtspraak heel genuanceerd is tot stand gekomen. Wij willen in elk geval vermijden dat oneerlijke concurrentie met handelszaken tot stand komt door stichtingen. Het blijkt namelijk dat vzw's die door de rechtbank veroordeeld zijn omdat zij handelszaken dreven nu trachten via een stichting hun handel voort te zetten.

Nr. 66 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Art. 395bis (nieuw)

Een artikel 395bis (nieuw) invoegen dat luidt als volgt :

« Art. 395bis. — Aan artikel 17, § 4, van de wet van 27 juni 1921, zoals gewijzigd, wordt volgend lid toegevoegd :

« De boekhouding gehouden volgens de bijzondere regels voorgeschreven door de federale Staat, een gewest of een gemeenschap, door onderwijsinstellingen

et des hôpitaux et toutes les autres associations dont plus de 50% des recettes sont des subventions publiques, est en tout cas censée être au moins équivalente à celle prévue en vertu de la présente loi. »

Justification

Une grande anomalie de la nouvelle loi sur les ASBL est que c'est l'association elle-même qui doit juger si sa comptabilité est susceptible de bénéficier de l'exception prévue au § 4.

Tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il serait absurde que des écoles ou des hôpitaux, par exemple, qui doivent suivre les règles comptables prescrites par les pouvoirs publics, soient confrontés à d'autres règles comptables dans le cadre de cette loi. Le législateur a toutefois négligé de créer une sécurité juridique, étant donné que l'expression « au moins équivalente » n'est définie nulle part. Nous partons du principe que si une autorité impose un plan comptable dans le cadre d'un subventionnement, pareil plan comptable est d'une qualité telle qu'il doit être considéré comme équivalent aux prescriptions de la loi sur les ASBL. Le présent amendement vise à créer une sécurité juridique pour un groupe important d'ASBL.

N° 67 DE M. VANDENBERGHE

Art. 395ter (nouveau)

Insérer un article 395ter (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 395ter. — Dans l'article 27 de la loi sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Une fondation est soumise aux mêmes restrictions en matière d'opérations industrielles ou commerciales que celles qui s'appliquent aux associations sans but lucratif en vertu de l'article 1^{er} de la présente loi. »

Justification

L'article 27 ne contient aucune disposition relative aux opérations industrielles et commerciales visées à l'article 1^{er} de cette loi. Il semble toutefois que l'intention du législateur est de soumettre également les fondations aux mêmes restrictions en matière de commerce que les associations sans but lucratif. La jurisprudence a d'ailleurs fortement nuancé cette notion pour les associations sans but lucratif. Nous voulons en tous cas éviter que les fondations puissent concurrencer de manière déloyale les affaires commerciales. Il s'avère en effet que des associations sans but lucratif condamnées par le tribunal pour avoir mené des opérations commerciales tentent à présent de poursuivre leurs activités commerciales par le biais d'une fondation.

gen en ziekenhuizen en alle andere verenigingen voor wie meer dan 50% van hun omzet overheidstoelagen zijn wordt in elk geval geacht minstens gelijkwaardig te zijn aan die bepaald op grond van deze wet. »

Verantwoording

Een grote anomalie in de nieuwe wet op de VZW's is het feit dat de vereniging zelf moet oordelen of haar boekhouding in aanmerking komt voor de uitzondering bepaald in § 4.

Iedereen is het er over eens dat het onzinnig zou zijn indien scholen of ziekenhuizen bijvoorbeeld die boekhoudregels moeten volgen die voorgeschreven zijn door de overheid in het kader van deze wet met andere boekhoudregels worden geconfronteerd. De wetgever heeft echter nagelaten rechtszekerheid te creëren aangezien de term « minstens gelijkwaardig zijn » nergens gedefinieerd is. Wij gaan er van uit dat indien een overheid een boekhoudplan oplegt in het kader van een betoelaging dat zo'n boekhoudingsplan dan van dergelijke kwaliteit is dat zij als gelijkwaardig met wat bepaald is in de VZW-wet moet beschouwd worden. Met dit amendement willen wij voor een grote groep VZW's rechtszekerheid creëren.

Nr. 67 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Art. 395ter (nieuw)

Een artikel 395ter (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 395ter. — In artikel 27 van de wet betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid :

« Een stichting is gehouden tot dezelfde beperkingen met betrekking tot het drijven van nijverheids- of handelszaken als die gelden voor VZW's in toepassing van artikel 1 van deze wet. »

Verantwoording

Artikel 27 bevat geen bepaling in verband met het drijven van nijverheids- of handelszaken zoals artikel 1 van deze wet. Nogtans lijkt het de bedoeling van de wetgever dat ook stichtingen aan dezelfde beperkingen met betrekking tot het drijven van handel onderworpen zijn als VZW's zoals dit begrip voor de VZW's door de rechtspraak heel genuanceerd is tot stand gekomen. Wij willen in elk geval vermijden dat oneerlijke concurrentie met handelszaken tot stand komt door stichtingen. Het blijkt namelijk dat VZW's die door de rechtbank veroordeeld zijn omdat zij handelszaken dreven nu trachten via een stichting hun handel voort te zetten.

N° 68 DE M. VANDENBERGHE

Titre VI, chapitre 3, section 10 (nouvelle)

Au chapitre 3 du titre VI, insérer une section 10 (nouvelle), intitulée «Loi du 3 mai 2003 modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes et antiseptiques» et constituée de l'article 398bis, rédigé comme suit :

«Art. 398bis. — Dans la loi du 3 mai 2003 modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes et antiseptiques, est inséré un article 17bis (nouveau), rédigé comme suit :

«Art. 17bis. — Les conséquences sociales de la présente loi font l'objet d'une évaluation annuelle. Ces conséquences peuvent être précisées par le Roi à la lumière de la présente loi. L'évaluation englobe au minimum un aperçu sur le plan du droit pénal, des effets psychosociaux et de la santé publique. Le ministre de la Justice collecte les informations au sein des divers départements et remet son rapport aux Chambres législatives le 1^{er} mai de chaque année, et pour la première fois le 1^{er} mai 2004. »

Justification

Même au sein de la majorité, on s'est rendu compte que la loi précitée allait trop loin. Au cours d'un débat, le 3 avril 2003, le président du SP.a Steve Stevaert a reconnu que la nouvelle loi sur les drogues lui posait problème et qu'il fallait rouvrir la discussion sur la politique de tolérance à l'égard du cannabis.

Ce dossier est un échec. Les libéraux ont tenté de présenter la nouvelle loi comme un renforcement de la législation existante. Cela n'est pas du tout crédible, comme le reconnaissent plusieurs membres des partis de la coalition gouvernementale. Il s'agit tout simplement d'une mauvaise loi qui instaure une politique de tolérance. En outre, de nombreuses ambiguïtés subsisteront. Que faut-il entendre par «usage problématique»? Qu'est-ce qu'une «quantité de drogue à des fins d'usage personnel»? Qu'est-ce qu'une «nuisance»? Où peut-on consommer? Dans les festivals, dans les stades sportifs, etc. ?

C'est pourquoi il est indispensable de procéder à une évaluation périodique qui doit permettre, à terme, de revoir la loi en connaissance de cause.

N° 69 DE M. SCHOUPPE

Art. 450 à 460

Supprimer ces articles.

Justification

Rien ne presse pour ce qui est de la nouvelle restructuration, puisqu'elle ne porte pas sur le budget 2004.

Nr. 68 VAN DE HEER VANDENBERGHE

Titel VI, hoofdstuk 3, afdeling 10 (nieuw)

In hoofdstuk 3 van titel VI een afdeling 10 (nieuw) invoegen luidende : «Wet van 3 mei 2003 tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica» en bestaande uit artikel 398bis, luidend als volgt :

«Art. 398bis. — In de wet van 3 mei 2003 tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica wordt een nieuw artikel 17bis ingevoegd, luidende :

«Art. 17bis. — Deze wet wordt jaarlijks op haar maatschappelijke gevolgen geëvalueerd. Deze gevolgen kunnen nader worden bepaald door de Koning in het licht van deze wet. De evaluatie behelst minimaal een overzicht op het vlak van het strafrecht, het psycho-sociale effect en de volksgezondheid. De minister van Justitie verzamelt de informatie binnen de verschillende departementen en bezorgt zijn verslag aan de wetgevende Kamers op 1 mei van elk jaar, en voor de eerste maal op 1 mei 2004. »

Verantwoording

Ook binnen de meerderheid is men tot het besef gekomen dat men met voornoemde wet te ver is gegaan. Tijdens een recent debat op 3 april 2003 gaf SP.a voorzitter Steve Stevaert toe dat hij de nieuwe drugwet niet begrijpt, en dat de discussie over het gedoogbeleid ten overstaan van cannabis moet heropend worden.

Men heeft in dit dossier gefaald. De liberalen trachten de nieuwe wet te verkopen als een verstrenging. Dit is totaal ongehoofwaardig, en meerdere leden van de regeringspartijen geven dit nu ook toe. De wet is gewoon een slechte wet die een gedoogbeleid installeert. Bovendien zal veel dubbelzinnigheid blijven bestaan. Wat is problematisch gebruik? Op festivals, in sportstadia enz. ?

Daarom moet er een periodieke evaluatie komen die het op termijn moet mogelijk maken de wet met kennis van zaken te herzien.

Hugo VANDENBERGHE.

Nr. 69 VAN DE HEER SCHOUPPE

Art. 450 tot 460

Deze artikelen doen vervallen.

Verantwoording

De nieuwe herstructurering behoeft geen enkele haast, omdat zij geen betrekking heeft op de begroting 2004.

De plus, la nécessité de mettre fin à l'unicité de la société n'est pas une nécessité absolue dans le contexte européen.

L'auteur est partisan d'une structure de holding, comme celle qui existe en Allemagne. Elle permet de garantir de manière maximale l'unicité de la société, y compris au niveau social.

Enfin, plusieurs choses sont formulées de manière incomplète et fort vague (par exemple la compétence de l'actuelle commission paritaire en ce qui concerne la concertation sociale et l'ensemble du statut commun du personnel).

N° 70 DE M. SCHOUPPE

(Amendement subsidiaire à l'amendement n° 69)

Art. 453

A. Au § 1^{er} de cet article, après les mots « *en vue notamment d'assurer* », **ajouter les mots** « *et sans qu'il puisse être dérogé aux dispositions du § 2 de l'article précédent* ».

Justification

B. Au § 1^{er}, 2^o, du même article, remplacer les mots « *sont indépendants de toute entreprise ferroviaire* » **par les mots** « *ne sont pas dans un lien de subordination par rapport à la SNCB* ».

A. Il convient d'inscrire dans la loi en projet que le Roi ne peut en aucun cas déroger à l'obligation pour le gestionnaire d'infrastructure de conclure des contrats de gestion en vue de préciser les engagements de service public en matière d'infrastructure.

B. Il convient d'indiquer de manière explicite la portée que le ministre entend donner à cette disposition.

N° 71 DE M. SCHOUPPE

Art. 297

À cet article, apporter les modifications suivantes :

A) Dans l'article 443 bis, § 1^{er}, proposé, remplacer l'alinéa 2 par l'alinéa suivant : « *Le précompte mobilier et le précompte professionnel se prescrivent par cinq ans à compter de la date de mise en paiement, conformément aux articles 412 et 412bis.* »

B) Remplacer le § 2 du même article par la disposition suivante :

« Le délai visé au paragraphe précédent peut être interrompu :

1^o de la manière prévue par les articles 2244 et suivants du Code civil;

2^o par une renonciation au temps couru de la prescription;

Bovendien is het doorbreken van de eenheid van de maatschappij in Europese context geen absolute must.

De indiener verkiest een holdingstructuur zoals deze bestaat in Duitsland, waarbij de eenheid van de maatschappij ook op sociaal vlak maximaal gewaarborgd kan worden.

Ten slotte zijn een aantal formuleringen onvolledig en bovendien erg vaag (bijvoorbeeld de bevoegdheid van de huidige paritaire commissie inzake het gezamenlijk sociaal overleg en het gezamenlijk personeelsstatuut).

Nr. 70 VAN DE HEER SCHOUPPE

(Subsidiair amendement op amendement nr. 69)

Art. 453

A. In § 1 van dit artikel na de woorden « *het volgende te verzekeren* » **de woorden** « *en zonder dat kan afgeweken worden van het bepaalde in § 2 van vorig artikel* » **toevoegen.**

Verantwoording

B. In § 1, 2^o van hetzelfde artikel de woorden « *onafhankelijk zijn van elke spoorwegonderneming* » **vervangen door de woorden** « *niet in ondergeschikt verband staan ten aanzien van de NMBS* ».

A. Het past in te schrijven dat de Koning in geen geval kan afwijken van de verplichting voor de infrastructuurbeheerder om via een beheersovereenkomst nadere afspraken vast te leggen inzake openbare dienstverlening met betrekking tot de infrastructuur.

B. Het past de draagwijdte die de minister aan deze bepaling wil geven, expliciet in te schrijven.

Nr. 71 VAN DE HEER SCHOUPPE

Art. 297

Indit artikel de volgende wijzigingen aanbrengen :

A) In het voorgestelde artikel 443 bis, § 1, het tweede lid vervangen als volgt : « *De roerende voorheffing en de bedrijfsvoorheffing verjaren door verloop van vijf jaren vanaf de datum van betaalbaarstelling overeenkomstig de artikelen 412 en 412bis.* »

B) Paragraaf 2 van het voorgestelde artikel vervangen als volgt :

« De termijn bedoeld in vorige paragraaf kan worden gestuit :

1^o op de wijze bepaald in de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek;

2^o door afstand te doen van de op de verjaring verlopen termijn;

3^o par l'enrôlement du précompte mobilier ou du précompte professionnel, conformément à l'article 304, § 1^{er}, alinéa 2.

En cas d'interruption de la prescription, une nouvelle prescription susceptible d'être interrompue de la manière prévue aux 1^o et 2^o de l'alinéa précédent est acquise cinq ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription s'il n'y a pas d'instance en justice. »

Justification

L'article 443bis, § 1^{er}, proposé, concerne la prescription en matière de précompte mobilier et de précompte professionnel. En règle générale, ces précomptes ne sont pas enrôlés. Par contre, ils doivent être payés dans les délais prévus aux articles 412 et 412bis du CIR 1992. Par conséquent, le texte en projet rendrait le précompte mobilier et le précompte professionnel imprescriptibles.

N^o 72 DE M. SCHOUPE

Art. 301

À cet article, apporter les modifications suivantes :

A) Au § 1^{er} de cet article, supprimer les alinéas 2 et 3.

B) Au § 1^{er}, ajouter un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Le Roi fixe les modalités selon lesquelles la dispense visée à l'alinéa 1^{er} doit être appliquée et les obligations que les contribuables doivent respecter pour avoir le droit d'en bénéficier. »

C) Au § 2 du même article, après le 2^o, insérer un 3^o (nouveau), rédigé comme suit : « Rémunérations imposables : les rémunérations imposables, primes d'équipe comprises, visées à l'article 31, alinéa 2, 1^o et 2^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, à l'exclusion du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et des arriérés de rémunérations. »

D) Renommer le 3^o du même § 2 en 4^o.

Justification

L'article 301, § 1^{er}, alinéa 2, définit la notion de « rémunérations imposables ». D'un point de vue légistique, il est préférable d'intégrer cette définition dans le § 2, qui contient les autres définitions.

L'alinéa 3 de ce même paragraphe concerne l'administration de la preuve. En vertu de cet alinéa, le Roi serait habilité à fixer les modalités de l'administration de la preuve. Selon nous, le but n'est pas que le Roi détermine la preuve ou les moyens de preuve, mais bien les modalités et les formalités auxquelles les employeurs doivent se conformer pour avoir droit à la dispense visée à l'alinéa 1^{er}. L'alinéa 2 a été reformulé en ce sens.

3^o door de inkohiering van de roerende voorheffing of bedrijfsvoorheffing overeenkomstig artikel 304, § 1, tweede lid.

In geval van stuiting van de verjaring treedt een nieuwe verjaring in, die op de in het vorige lid 1^o en 2^o bepaalde wijze kan worden gestuit, door verloop van vijf jaren na de laatste akte of handeling waardoor de vorige verjaring is gestuit, indien geen geding voor het gerecht aanhangig is. »

Verantwoording

Het ontworpen artikel 443bis, § 1, tweede lid, heeft betrekking op de verjaring van de roerende voorheffing en de bedrijfsvoorheffing. In regel worden deze voorheffingen niet ingekohierd. Zij zijn daarentegen wel betaalbaar volgens de termijnen voorzien in artikel 412 en 412bis WIB 1992. Bijgevolg wordt volgens de ontworpen tekst de roerende voorheffing en de bedrijfsvoorheffing in feite onverjaarbaar.

Nr. 72 VAN DE HEER SCHOUPE

Art. 301

Indit artikel de volgende wijzigingen aanbrengen :

A) In § 1, van dit artikel het tweede en derde lid doen vervallen.

B) Aan § 1 een tweede lid toevoegen, luidend als volgt :

« De Koning bepaalt de wijze waarop de in het eerste lid bedoelde vrijstelling moet worden toegepast en de verplichtingen die de belastingplichtigen moeten naleven om recht te hebben op het voordeel ervan. »

C) In § 2 van hetzelfde artikel, na het 2^o, een 3^o (nieuw) invoegen luidende : « Belastbare bezoldigingen : de in artikel 31, tweede lid, 1^o en 2^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 belastbare bezoldigingen, ploegenpremies inbegrepen, met uitsluiting van het vakantiegeld, de eindejaarspremie en de achterstallige bezoldigingen. »

D) Het 3^o van dezelfde § 2 vernummeren tot 4^o.

Verantwoording

Artikel 301, § 1, tweede lid, definieert het begrip « belastbare bezoldigingen ». Vanuit legistisch oogpunt oogt het beter deze mee op te nemen in de tweede paragraaf tezamen met de andere definities.

Het derde lid van dezelfde paragraaf verwijst naar de bewijsvoering. Daarbij zou de Koning de bevoegdheid krijgen om de nadere modaliteiten voor het leveren van het bewijs te bepalen. Het is ons inziens niet de bedoeling dat de Koning het bewijs of de bewijsmiddelen bepaalt maar de modaliteiten en de formaliteiten die de werkgevers moeten vervullen opdat zij recht hebben op de vrijstelling van het eerste lid. In die zin werd het tweede lid geherformuleerd.

N° 73 DE M. SCHOUPPE

Section 11 (nouveau)

Au titre V, chapitre I, insérer une section 11 (nouvelle), intitulée: «Reconversion et soutien sélectif de l'activité économique et de l'investissement», comprenant les articles 302bis-1 à 302bis-15, rédigés comme suit :

« Art. 302bis-1. — Pour l'application de la présente section, il y a lieu d'entendre par :

1^o zones de reconversion: les territoires délimités par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur avis conforme de l'Exécutif de la Région concernée, à l'intérieur des zones de développement visées à l'article 11 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique et caractérisés par une déficience grave et structurelle d'emploi à la suite d'une forte croissance de la population, d'un manque d'initiatives industrielles ou de la restructuration d'entreprises y établies et relevant de secteurs visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, 4^o, deuxième partie, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. La demande d'avis est adressée par le ministre des Affaires économiques à l'Exécutif qui dispose d'un délai de trente jours pour donner son avis;

2^o sociétés de reconversion: les sociétés constituées en vue de l'exécution d'un contrat de reconversion et qui ont leur siège social et leur siège principal d'exploitation dans une zone de reconversion;

3^o société publique d'investissement: la «Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Vlaanderen», la Société régionale d'investissement de Wallonie, la Société régionale d'investissement de Bruxelles ou la Société fédérale d'investissement, laquelle, toutefois, en ce qui concerne les sociétés de reconversion relevant de secteurs autres que ceux visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, 4^o, deuxième partie, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, n'agira que sur proposition d'une société régionale d'investissement;

4^o actionnaires privés: les personnes physiques ou les personnes morales, autres que les sociétés publiques d'investissement, qui sont fondatrices ou actionnaires d'une société de reconversion au moment de la conclusion du contrat de reconversion et qui sont parties à celui-ci;

5^o projet de reconversion: le projet qui contribue à la reconversion industrielle d'une zone de reconversion au moyen d'investissements en immobilisations corporelles à l'état neuf effectués dans la zone de reconversion concernée et destinés à la recherche, au développement, à la production et à la commercialisation:

Nr. 73 VAN DE HEER SCHOUPPE

Afdeling 11 (nieuw)

Aan titel V, hoofdstuk I, een afdeling 11 (nieuw) toevoegen, luidende: «Afdeling 11. Reconversie en selectieve ondersteuning van de economische activiteit en van de investeringen», bestaande uit de artikelen 302bis-1 tot 302bis-15, luidende als volgt :

« Art. 302bis-1. — Voor de toepassing van deze afdeling moet worden verstaan onder :

1^o reconversiezones: de gebieden die door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit, op eensluidend advies van de Executieve van het betrokken gewest, worden afgebakend binnen de ontwikkelingszones bedoeld in artikel 11 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie en die worden gekenmerkt door een ernstig structureel werkgelegenheidstekort ingevolge een sterke bevolkingsaan groei, een tekort aan industrieel initiatief of de herstructurering van aldaar gevestigde ondernemingen in sectoren bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 4^o, tweede deel, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Het verzoek om advies wordt door de minister van Economische Zaken gericht tot de Executieve die over een termijn van dertig dagen beschikt om haar advies te geven;

2^o reconversievennootschappen: de vennootschappen die worden opgericht met het oog op de uitvoering van een reconversiecontract en die hun zetel en belangrijkste bedrijfszetel hebben in een reconversiezone;

3^o openbare investeringsmaatschappij: de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Vlaanderen, de «Société régionale d'investissement de Wallonie», de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel of de Federale Investeringsmaatschappij, laatstgenoemd enkel optredend op vraag van een gewestelijke investeringsmaatschappij indien de reconversievennootschap behoort tot een andere sector dan de sectoren bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 4^o, tweede deel, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

4^o privé-aandeelhouders: de natuurlijke personen of rechtspersonen, de openbare investeringsmaatschappijen uitgezonderd, die op het ogenblik van het sluiten van het reconversiecontract oprichter of aandeelhouder zijn van een reconversievennootschap en partij zijn bij het reconversiecontract;

5^o reconversieproject: het project dat bijdraagt tot de industriële reconversie van een reconversiezone door middel van investeringen in materiële vaste activa in nieuwe staat, in de betrokken reconversiezone, voor het onderzoek, de ontwikkeling, de vervaardiging en de commercialisering van:

- a) *de produits nouveaux;*
- b) *de technologies nouvelles et de leurs applications;*
- c) *d'améliorations de procédés industriels en vue d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie ou de ressources naturelles ou d'une protection améliorée de l'environnement;*

6° contrat de reconversion: le contrat conclu entre, d'une part, une société publique d'investissement et, d'autre part, une société de reconversion et tous les actionnaires privés ou, en cas d'augmentation du capital de la société de reconversion, la majorité de ceux-ci, en vue de l'exécution d'un projet de reconversion dans la zone de reconversion concernée;

7° apport FRI: l'apport au capital de la société de reconversion effectué par la société publique d'investissement en vertu du contrat de reconversion, dont les moyens proviennent du Fonds de rénovation industrielle, augmentés du montant minimum visé dans la deuxième phrase de l'article 54, § 3.

Art. 302bis-2. — Le contrat de reconversion définit au moins :

1° les obligations de la société publique d'investissement et des actionnaires privés relatives aux apports qu'ils doivent effectuer au capital de la société de reconversion;

2° les obligations de la société de reconversion concernant :

a) *le montant, la nature et la chronologie des investissements visés à l'article 50, 5° ;*

b) *le nombre minimal d'emplois à créer en raison de ces investissements;*

3° les obligations des actionnaires privés concernant l'achat des actions attribuées par la société de reconversion à la société publique d'investissement en rémunération de ses apports et l'obligation correspondante de la société publique d'investissement concernant la vente;

4° les mécanismes de contrôle, y compris un rapport annuel spécial du conseil d'administration de la société de reconversion, à viser par un réviseur d'entreprise, permettant à la société publique d'investissement de contrôler l'exécution par la société de reconversion et les actionnaires privés des obligations qui leur sont imposées par le contrat de reconversion.

Art. 302bis-3. — Les apports de la société publique d'investissement et des actionnaires privés en vertu du contrat de reconversion sont faits exclusivement en numéraire.

Art. 302bis-4. — Un montant, équivalent à 80% au moins du montant global des apports prévus par le

- a) *nieuwe producten;*
- b) *nieuwe technologieën en hun toepassingen;*

c) verbeteringen van industriële processen met het oog op een rationeler energie- of grondstoffengebruik of een verbeterde bescherming van het leefmilieu;

6° reconversiecontract: het contract tussen, enerzijds, een openbare investeringsmaatschappij en, anderzijds, een reconversievennootschap en alle of de meerderheid van haar privé-aandeelhouders, naar gelang het de oprichting of een kapitaalsverhoging van de reconversievennootschap betreft, met het oog op de uitvoering van een reconversieproject in de betrokken reconversiezone;

7° FIV-inbreng: de inbreng in het kapitaal van de reconversievennootschap, die de openbare investeringsmaatschappij doet uit hoofde van het reconversiecontract, waarvan de middelen voortkomen uit het Fonds voor industriële vernieuwing, verhoogd met het minimum bedoeld in de tweede zin van artikel 54, § 3.

Art. 302bis-2. — Het reconversiecontract bepaalt ten minste :

1° de verbintenissen van de openbare investeringsmaatschappij en de privé-aandeelhouders aangaande hun inbrengen in het kapitaal van de reconversievennootschap;

2° de verbintenissen van de reconversievennootschap aangaande :

a) *het bedrag, de aard en het tijdschema van de in artikel 50, 5°, bedoelde investeringen;*

b) *het minimum aantal door deze investeringen te creëren arbeidsplaatsen;*

3° de verbintenissen van de privé-aandeelhouders, aangaande de afkoop van de aandelen die de reconversievennootschap aan de openbare investeringsmaatschappij toekent ter vergoeding van haar inbrengen en de ermee overeenstemmende verbintenis tot verkopen van de openbare investeringsmaatschappij;

4° de controlemechanismen, met inbegrip van een bijzonder jaarlijks verslag door de raad van bestuur van de reconversievennootschap, geïmplementeerd door een bedrijfsrevisor, die de openbare investeringsmaatschappij in staat moeten stellen de naleving door de reconversievennootschap en de privé-aandeelhouders van het door het reconversiecontract opgelegde verbintenissen na te gaan.

Art. 302bis-3. — De inbrengen door de openbare investeringsmaatschappij en de privé-aandeelhouders, die het voorwerp zijn van het reconversiecontract, bestaan uitsluitend in geld.

Art. 302bis-4. — Een bedrag gelijk aan ten minste 80% van het gezamenlijk bedrag van de inbrengen

contrat de reconversion, doit être affecté à l'achat des immobilisations corporelles visées à l'article 50, 5°.

Art. 302bis-5. — § 1^{er}. En aucun cas, les apports de la société publique d'investissement, effectués en vertu du contrat de reconversion, ne peuvent être supérieurs à 49% du montant global des apports prévus par le contrat de reconversion. Le solde doit être apporté par les actionnaires privés.

§ 2. Pour le calcul de la limite de 49% visée au § 1^{er}, il n'est pas tenu compte des apports d'une société publique d'investissement faits sur la base de l'article 2, § 1^{er} ou 2, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, modifiée par les lois des 30 mars 1976 et 4 août 1978. Ces apports sont imputés sur le solde visé au § 1^{er}, sans que le montant global des apports effectués par des actionnaires privés, dans lesquels une société publique d'investissement ne détient pas, directement ou indirectement, une participation représentant 25% ou plus du capital ou à laquelle est attaché un droit de vote égal ou supérieur à 25% des voix attachées à l'ensemble des actions émises, ne puisse être inférieur à un tiers du montant global des apports prévus par le contrat de reconversion. Il peut être dérogé par décision du Comité ministériel de coordination économique et sociale à la limite de 25% visée au premier alinéa sans que la nouvelle limite puisse être supérieure à 49%, s'il s'avère que le contrat de reconversion ne peut être conclu sans cette dérogation.

§ 3. La société publique d'investissement fait appel au Fonds de rénovation industrielle pour le financement d'une partie de ses apports à effectuer en vertu du contrat de reconversion. L'apport qu'elle fait avec des moyens autres que des moyens F.R.I. est au moins égal à la moitié de l'intervention du Fonds de rénovation industrielle; au moins 33% de cet apport est financé à charge des moyens propres de la société publique d'investissement.

Il peut être dérogé par décision du Comité ministériel de coordination économique et sociale au minimum de 33% visé à l'alinéa 1^{er} lorsque ce minimum représente un montant supérieur à 5% des capitaux propres de la société publique d'investissement. La société publique d'investissement introduit la demande de dérogation auprès du ministre des Affaires économiques qui la soumet au Comité ministériel lors de sa réunion qui suit la réception de la demande. En l'absence de décision du Comité ministériel dans un délai de quinze jours à partir de cette réunion, la dérogation est réputée accordée.

die het voorwerp zijn van het reconversiecontract moet worden besteed aan de aankoop van de in artikel 50, 5°, bedoelde materiële vaste activa.

Art. 302bis-5. — § 1. In geen geval zullen de inbrengen door de openbare investeringsmaatschappij uit hoofde van het reconversiecontract meer bedragen dan 49% van het gezamenlijk bedrag van de inbrengen die het voorwerp zijn van het reconversiecontract. Het saldo wordt ingebracht door de privé-aandeelhouders.

§ 2. Voor de berekening van de in § 1 bepaalde grens van 49% wordt geen rekening gehouden met inbrengen door een openbare investeringsmaatschappij op grond van artikel 2, § 1 of 2, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1976 en 4 augustus 1978. Deze inbrengen worden toegerekend op het in § 1 bedoelde saldo, zonder dat het gezamenlijk bedrag van de inbrengen door privé-aandeelhouders waarin een openbare investeringsmaatschappij noch rechtstreeks noch onrechtstreeks een participatie bezit, die 25% of meer vertegenwoordigt van het kapitaal of waaraan een stemrecht is verbonden gelijk aan 25% of meer van de stemrechten verbonden aan het totale aantal uitgegeven aandelen, minder mag zijn dan één derde van het gezamenlijk conversiecontract. Van de in het eerste lid bedoelde grens van 25% kan bij beslissing van het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie worden afgeweken, zonder dat de gestelde grens 49% mag overschrijden, indien blijkt dat het sluiten van het reconversiecontract niet mogelijk is zonder deze afwijking.

§ 3. De openbare investeringsmaatschappij doet een beroep op het Fonds voor industriële vernieuwing voor de financiering van een gedeelte van haar inbrengen uit hoofde van het reconversiecontract. De inbreng die zij doet met andere middelen dan FIV-middelen is ten minste gelijk aan de helft van de tegemoetkoming van het Fonds voor industriële vernieuwing; ten minste 33% van deze inbreng geschiedt ten laste van de eigen middelen van de openbare investeringsmaatschappij.

Van het in het eerste lid bedoelde minimum van 33% kan bij beslissing van het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie worden afgeweken indien dit minimum een bedrag zou vertegenwoordigen hoger dan 5% van het eigen vermogen van de openbare investeringsmaatschappij. De openbare investeringsmaatschappij dient de aanvraag van afwijking in bij de minister van Economische Zaken; laatstgenoemde legt haar voor aan het Ministerieel Comité op de vergadering die volgt op de ontvangst van de aanvraag. Bij ontstentenis van een beslissing van het Ministerieel Comité binnen vijftien dagen na deze vergadering wordt de afwijking geacht te zijn toegestaan.

En aucun cas, l'intervention du Fonds de rénovation industrielle ne peut être supérieure aux deux tiers de 49% du montant global des apports prévus par le contrat de reconversion.

Art. 302bis-6. — § 1^{er}. Dans le contrat de reconversion, des actionnaires privés, dans lesquels une société publique d'investissement ne détient pas, directement ou indirectement, une participation représentant 25% ou plus du capital ou à laquelle est attaché un droit de vote égal ou supérieur à 25% des voix attachées à l'ensemble des actions émises, s'engagent à l'achat et la société publique d'investissement s'engage à la vente des actions représentant l'apport FRI au prix d'émission. L'achat obligatoire se réalise à partir de la quatrième année civile et jusqu'à la fin de la treizième année civile qui suit celle de l'émission des actions concernées, à raison de 10% des actions concernées par année, et au plus tard le 31 décembre de chacune de ces années.

Il peut être dérogé par décision du Comité ministériel de coordination économique et sociale à la limite de 25% visée au premier alinéa sans que la nouvelle limite puisse être supérieure à 49%, s'il s'avère que le contrat de reconversion ne peut être conclu sans cette dérogation.

§ 2. Les actions représentant l'apport FRI ne peuvent être aliénées par la société publique d'investissement à des tiers qu'après le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'achat aurait dû être réalisé conformément au § 1^{er}, sans préjudice du droit de la société publique d'investissement d'exiger l'exécution de l'achat en justice.

§ 3. Les actions représentant l'apport FRI sont nominatives; elles le restent jusqu'au moment de la réalisation de leur achat par les actionnaires privés ou de leur cession à des tiers, conformément au § 2.

§ 4. Les actions représentant l'apport FRI donnent droit, nonobstant toute disposition contraire des statuts ou décision contraire de l'assemblée générale et sans préjudice du droit qui peut leur être accordé par les statuts dans la distribution du surplus des bénéfices, en cas de bénéfices nets disponibles, distribués ou non, à un dividende privilégié de 2% de leur prix d'émission, sans que ce dividende privilégié ne puisse être supérieur aux bénéfices nets disponibles. Le cas échéant, ce droit préférentiel est exercé avant ceux attachés aux autres actions et aux parts bénéficiaires et titres similaires dont il est question à l'article 47 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 302bis-7. — § 1^{er}. La société de reconversion peut rémunérer les apports de la société publique

In geen geval zal de tegemoetkoming van het Fonds voor industriële vernieuwing meer dan twee derde bedragen van 49% van het gezamenlijk bedrag van de inbrengen die het voorwerp zijn van het reconversiecontract.

Art. 302bis-6. — § 1. In het reconversiecontract verbinden privé-aandeelhouders, waarin een openbare investeringsmaatschappij noch rechtstreeks noch onrechtstreeks een participatie bezit die 25% of meer vertegenwoordigt van het kapitaal of waaraan een stemrecht is verbonden gelijk aan 25% of meer van de stemrechten verbonden aan het totale aantal uitgegeven aandelen, zich tot de afkoop en verbindt de openbare investeringsmaatschappij zich tot de verkoop van de aandelen die de FIV-inbreng vertegenwoordigen, tegen een prijs gelijk aan de uitgifteprijs. De verplichte afkoop wordt uitgevoerd vanaf het vierde tot en met het dertiende kalenderjaar volgend op het kalenderjaar van de uitgifte van de betrokken aandelen, ten laatste op 31 december van elk van deze jaren, naar rata van 10% van de betrokken aandelen per jaar.

Van de in het eerste lid bedoelde grens van 25% kan bij beslissing van het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie worden afgeweken, zonder dat de gestelde grens 49% mag overschrijden, indien blijkt dat het sluiten van het reconversiecontract niet mogelijk is zonder deze afwijking.

§ 2. De aandelen die de FIV-inbreng vertegenwoordigen kunnen door de openbare investeringsmaatschappij niet in eigendom worden overgedragen aan derden, tenzij na 31 december van het jaar waarin de afkoop moest worden uitgevoerd overeenkomstig § 1, onverminderd het recht van de openbare investeringsmaatschappij om de uitvoering van de afkoop in rechte te vorderen.

§ 3. De aandelen die de FIV-inbreng vertegenwoordigen zijn op naam; zij blijven op naam tot het ogenblik van de uitvoering van de afkoop door privé-aandeelhouders of hun overdracht aan derden overeenkomstig § 2.

§ 4. De aandelen die FIV-inbreng vertegenwoordigen, geven, niettegenstaande elke hiermee strijdige bepaling in de statuten of beslissing van de algemene vergadering en onverminderd de deelgerechtigdheid in de overwinst die de statuten hun kunnen toekennen, in geval van beschikbare nettowinst, al dan niet uitgekeerd, recht op een bevoorrechte dividend van 2% van hun uitgifteprijs, zonder dat dit voorrecht dividend meer kan bedragen dan de beschikbare nettowinst. In voorkomend geval wordt dit voorrecht uitgeoefend voor die van de andere aandelen en de winstbewijzen en soortgelijke effecten als bedoeld in artikel 47 van de gecoördineerde wetten op handelsvennootschappen.

Art. 302bis-7. — § 1. De reconversievennootschap kan de inbrengen door de openbare investerings-

d'investissement en vertu du contrat de reconversion par l'émission d'actions représentatives de son capital et non assorties d'un droit de vote, ci-après dénommées les « actions privilégiées sans droit de vote ».

§ 2. *Sans préjudice des conditions prévues par la présente loi, l'émission d'actions privilégiées sans droit de vote, ses conditions et modalités, ainsi que les droits attachés à ces actions, sont réglés dans le contrat de reconversion et fixés dans les statuts de la société de reconversion.*

§ 3. *L'émission d'actions privilégiées sans droit de vote est soumise aux conditions suivantes :*

1^o *elles ne peuvent représenter plus de 49 p.c. du capital social de la société de reconversion;*

2^o *elles donnent droit, nonobstant toute disposition contraire des statuts ou décision contraire de l'assemblée générale et sans préjudice du droit qui peut leur être accordé par les statuts dans la distribution du surplus des bénéfices, en cas de bénéfices nets disponibles, distribués ou non, à un dividende privilégié de 2% de leur prix d'émission, sans que ce dividende privilégié ne puisse être supérieur aux bénéfices nets disponibles;*

3^o *elles sont, nonobstant toute disposition contraire des statuts, privilégiées quant au remboursement de l'apport, sans préjudice du droit qui peut leur être accordé par les statuts dans la distribution du solde lors de la liquidation.*

Le cas échéant, les droits préférentiels dont il est question aux 2^o et 3^o d'alinéa 1^{er}, sont exercés avant ceux attachés aux autres actions et aux parts bénéficiaires et titres similaires dont il est question à l'article 47 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

§ 4. *Sans préjudice de l'article 71 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les porteurs des actions privilégiées sans droit de vote disposent néanmoins du droit de vote prévu à l'article 74 des lois précitées et il est tenu compte de ces actions pour la détermination des conditions de présence et de décision aux assemblées générales, dans chacun des cas suivants :*

1^o *à chaque assemblée générale, lorsque la condition prévue au § 3, 1^o, n'est pas ou n'est plus remplie;*

2^o *à chaque assemblée générale qui se prononce sur la réduction du capital de la société, la modification de son objet social, sa dissolution anticipée ou l'adoption d'une autre forme juridique;*

3^o *à chaque assemblée générale, tenue après l'écoulement de la quatrième année civile visée à l'article 55, § 1^{er}, pour ce qui concerne les actions*

maatschappij uit hoofde van het reconversiecontract vergoeden door uitgifte van aandelen die haar kapitaal vertegenwoordigen doch waaraan geen stemrecht is toegekend, hierna «bevoorrechte aandelen zonder stemrecht» genoemd.

§ 2. *Onverminderd de in deze wet bepaalde voorwaarden, worden de uitgifte van de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht, haar voorwaarden en modaliteiten, alsook de aan deze aandelen verbonden rechten, geregeld in het reconversiecontract en vastgelegd in de statuten van de reconversievennootschap.*

§ 3. *De uitgifte van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht is ondergeschikt aan de volgende voorwaarden :*

1^o *zij mogen niet meer dan 49% van het kapitaal van de reconversievennootschap vertegenwoordigen;*

2^o *zij geven, niettegenstaande elke hiermee strijdige bepaling in de statuten of beslissing van de algemene vergadering en onverminderd de deelgerechtigheid in de overwinst die de statuten hun kunnen toekennen, in geval van beschikbare nettowinst, al dan niet uitgekeerd, recht op een bevoorrecht dividend van 2% van hun uitgifteprijs, zonder dat dit bevoorrecht dividend meer kan bedragen dan de beschikbare nettowinst;*

3^o *zij zijn, niettegenstaande elke hiermee strijdige bepaling in de statuten, bevoorrecht op de terugbetaling van de inbreng, onverminderd de deelgerechtigheid in het saldo bij de vereffening die de statuten hun kunnen toekennen.*

In voorkomend geval, worden de in 2^o en 3^o van het eerste lid bedoelde voorrechten uitgeoefend voor die van de andere aandelen en de winstbewijzen en soortgelijke effecten als bedoeld in artikel 47 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

§ 4. *Onverminderd artikel 71 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, hebben de houders van de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht niettemin stemrecht zoals bepaald in artikel 74 van voornoemde wetten, en worden deze aandelen meegeteld voor de vaststelling van de vereisten inzake aanwezigheid en beslissing in de algemene vergadering, in elk van de volgende gevallen :*

1^o *in iedere algemene vergadering, wanneer de in § 3, 1^o, bepaalde voorwaarde niet of niet meer is vervuld;*

2^o *in iedere algemene vergadering die zich uitsprekt over de vermindering van het kapitaal van de vennootschap, de wijziging van haar doel, haar vroegde ontbinding of haar omzetting in een vennootschap met een andere rechtsvorm;*

3^o *in iedere algemene vergadering, na verloop van het vierde kalenderjaar bedoeld in artikel 55, § 1, met betrekking tot die bevoorrechte aandelen zonder*

privilegiées sans droit de vote représentant un apport F.R.I. dont l'achat par les actionnaires privés, conformément à l'article 55, § 1^{er}, n'aura pas été réalisé;

4^o à chaque assemblée générale, lorsque, en raison d'une insuffisance des bénéfices nets, les dividendes privilégiés n'ont pas été déclarés entièrement pendant chacun des trois exercices successifs, jusques et y compris l'assemblée générale qui constate des bénéfices nets suffisants pour déclarer le dividende privilégié;

5^o à chaque assemblée générale, tenue après la date de l'inscription au registre des actionnaires de la cession d'actions privilégiées sans droit de vote aux actionnaires privés, pour ce qui concerne les actions ainsi cédées.

§ 5. Les convocations, rapports et documents qui sont envoyés ou communiqués par le conseil d'administration ou les commissaires aux porteurs d'actions avec droit de vote ou mis à leur disposition sont également, dans les mêmes délais, envoyés ou communiqués aux porteurs des actions privilégiées sans droit de vote ou mis à leur disposition.

§ 6. Hormis les cas prévus au § 4, 3^o, 4^o et 5^o, les porteurs des actions privilégiées sans droit de vote sont considérés comme des tiers pour l'application des articles 62, deuxième alinéa, et 65, cinquième alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 302bis-8. — En vue de la promotion de la reconversion et de la rénovation industrielle, le Roi, après avoir invité les Exécutifs régionaux à donner leur avis, peut par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et pris avant le 31 décembre 2004, remplacer, modifier ou compléter l'arrêté royal n^o 31 du 15 décembre 1978 créant un Fonds de rénovation industrielle en ce qui concerne la mission, le fonctionnement, le financement et l'intervention du fonds de rénovation industrielle ainsi qu'en ce qui concerne la composition, le secrétariat et le fonctionnement du Comité de gestion du Fonds susmentionné. La demande d'avis est adressée par le ministre des Affaires économiques. Les Exécutifs disposent d'un délai de trente jours pour donner leur avis.

Art. 302bis-9. — § 1^{er}. Dans le chef des actionnaires privés d'une société de reconversion, les bénéfices consacrés à l'achat d'actions visé à l'article 55, § 1^{er}, sont, aux conditions déterminées ci-après, immunisés de l'impôt des sociétés ou de l'impôt des non-résidents dû par des contribuables visés à l'article 139, 2^o, du Code des impôts sur les revenus.

§ 2. Par exercice comptable, l'immunité est accordée à raison d'un montant n'excédant pas 10% du montant total de l'engagement d'achat visé à l'article 55, § 1^{er}.

stemrecht die een FIV-inbreng vertegenwoordigen en waarvan de afkoop door de privé-aandeelhouders overeenkomstig artikel 55, § 1, niet werd uitgevoerd;

4^o in iedere algemene vergadering, wanneer de bevoorrechte dividenden, om reden van onvoldoende nettowinst, gedurende elk van drie opeenvolgende boekjaren niet volledig werden betaalbaar gesteld, zulks tot en met de algemene vergadering die voldoende nettowinst vaststelt om het bevoorrecht dividend te betalen;

5^o in iedere algemene vergadering, na de dagtekening van de inschrijving in het register der aandeelhouders van de overdracht van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht aan privé-aandeelhouders, met betrekking tot de aldus overgedragen aandelen.

§ 5. De oproepingen, verslagen en documenten die de raad van bestuur of de commissarissen aan de houders van stemgerechtigde aandelen toesturen, meedelen of ter inzage stellen, worden eveneens, binnen dezelfde termijnen, toegestuurd, meegedeeld of ter inzage gesteld aan de houders van de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht.

§ 6. Buiten de in § 4, 3^o, 4^o en 5^o, bepaalde gevallen, worden de houders van de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht, voor de toepassing van de artikelen 62, tweede lid, en 65, vijfde lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, geacht derden te zijn.

Art. 302bis-8. — Met het oog op de bevordering van de industriële reconversie en vernieuwing, kan de Koning, na om het advies van de Gewestexecutieven te hebben verzocht, bij in Ministerraad overlegd besluit, te nemen vóór 31 december 2004, koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 tot instelling van een Fonds voor industriële vernieuwing vervangen, wijzigen of aanvullen ter zake van de opdracht, de werking, de stijving en het optreden van het Fonds voor industriële vernieuwing, evenals de samenstelling, het secretariaat en de werking van het Beheerscomité van voornoemd Fonds. Het verzoek om advies wordt door de minister van Economische Zaken gedaan. De executieven beschikken over een termijn van dertig dagen om hun advies te geven.

Art. 302bis-9. — § 1. Voor de privé-aandeelhouders van een reconversievennootschap zijn de winsten die worden besteed aan de in artikel 55, § 1, bedoelde afkoop, onder de hierna bepaalde voorwaarden vrijgesteld van vennootschapsbelasting of van belasting der niet-verblijfhouders die verschuldigd is door belastingplichtigen als bedoeld in artikel 139, 2^o, van het Wetboek van de inkomstenbelasting.

§ 2. Per boekjaar wordt de vrijstelling verleend tot een bedrag dat niet hoger is dan 10% van de totale afkoopverbintenis als bedoeld in artikel 55, § 1.

§ 3. En cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices d'un exercice comptable, l'immunité non accordée pour cet exercice comptable est reportée successivement sur les bénéfices des exercices comptables suivants, sans que, par exercice comptable, l'immunité ne puisse excéder la limite prévue au § 2.

§ 4. L'immunité n'est accordée et maintenue que si :

1^o les bénéficiaires immunisés sont et restent comptabilisés à un compte distinct au passif du bilan;

2^o les bénéficiaires immunisés ne servent pas de base au calcul des rémunérations ou attributions quelconques;

3^o les actions achetées restent affectées à l'exercice de l'activité professionnelle en Belgique.

Dans l'éventualité et dans la mesure où l'une ou l'autre de ces conditions cesse d'être observée pendant un exercice comptable quelconque, les bénéficiaires antérieurement immunisés sont considérés comme des bénéficiaires obtenus au cours de cet exercice comptable.

Art. 302bis-10. — § 1^{er}. Les revenus distribués aux actions ou parts sont exclus des bénéfices sociaux imposables à l'impôt des sociétés dans le chef des sociétés, associations, établissements ou organismes déterminés aux articles 98, 100 et 102 du Code des impôts sur les revenus qui :

1^o sont constitués du 1^{er} janvier 2004 au 1^{er} juillet 2010 inclusivement, sans apport FRI;

2^o établissent et maintiennent leur siège social et leur principal établissement dans une zone de reconversion;

3^o à l'égard des actionnaires ou associés, prennent l'engagement, et le respectent, d'affecter, avant la fin du premier exercice comptable de la période d'immunité déterminée suivant le choix prévu au § 2, 3^o, une somme au moins égale à 60% du capital libéré en numéraire, ou de l'augmentation de capital libéré en numéraire et des primes d'émission y afférentes, à l'acquisition ou à la constitution d'immobilisations corporelles visées au § 5, et affectées à l'exercice de l'activité professionnelle, à l'exclusion des immobilisations dont l'usage est cédé à un tiers.

§ 2. L'immunité est accordée :

1^o pour la partie des revenus distribués qui, par exercice comptable, n'excède pas 8% du capital, restant à rembourser au début de l'exercice comptable, majoré des primes d'émission versées par les actionnaires ou associés et inscrites au bilan de la société, mais à l'exclusion des avances visées à l'article 15, alinéa 2, 2^o, du même Code;

§ 3. Indien een boekjaar geen of onvoldoende winst oplevert wordt de voor dat boekjaar niet verleende vrijstelling achtereenvolgens overgedragen op de winsten van de volgende boekjaren, waarbij de vrijstelling per boekjaar nooit hoger mag zijn dan de in § 2 gestelde grens.

§ 4. De vrijstelling wordt slechts verleend en behouden indien :

1^o de vrijgestelde winsten in een afzonderlijke rekening van het passief van de balans geboekt zijn en blijven;

2^o de vrijgestelde winsten niet tot grondslag dienen voor de berekening van enigerlei beloning of toekenning;

3^o de afgekochte aandelen blijvend worden gebruikt voor de uitoefening van de beroepswerkzaamheid in België.

Indien en in de mate dat die vereisten tijdens enig boekjaar niet langer worden nageleefd, worden de vroeger vrijgestelde winsten beschouwd als winst van dat boekjaar.

Art. 302bis-10. — § 1. De inkomsten uitgekeerd aan de aandelen of deelbewijzen worden uit de in de vennootschapsbelasting belastbare grondslag gesloten voor de in de artikelen 98, 100 en 102 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bedoelde vennootschappen, verenigingen, inrichtingen of instellingen die :

1^o zijn opgericht vanaf 1 januari 2004 tot 1 juli 2010, zonder FIV-inbreng;

2^o de maatschappelijke zetel en de voornaamste inrichting van bij de oprichting in een reconversiezone vestigen en behouden;

3^o tegenover de aandeelhouders of vennoten de verbintenis aangaan en naleven om, voor het einde van het eerste boekjaar van het overeenkomstig, § 2, 3^o, gekozen vrijstellingstijdperk, een som van ten minste 60% van het in geld volgestorte kapitaal, of van de in geld volgestorte kapitaalverhoging en daarbijhorende uitgiftepremies, te gebruiken om materiële vaste activa als bedoeld in § 5, aan te schaffen of tot stand te brengen die voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid worden gebruikt, met uitsluiting van de vaste activa waarvan het gebruik is afgestaan aan een derde.

§ 2. De vrijstelling wordt verleend :

1^o voor het gedeelte van de uitgekeerde inkomsten dat per boekjaar niet hoger is dan 8% van het kapitaal dat bij het begin van het boekjaar nog is terug te betalen, vermeerderd met de uitgiftepremies die door de aandeelhouders of vennoten zijn volgestort en op de balans van de vennootschap zijn ingeschreven, maar met uitsluiting van de voorschotten bedoeld in artikel 15, tweede lid, 2^o, van hetzelfde wetboek;

2^o dans la mesure où :

a) le capital visé au 1^o est affecté, avant la fin de l'exercice comptable, à l'acquisition ou à la constitution d'immobilisations corporelles à l'état neuf visées au § 5, que la société affecte à l'exercice de son activité professionnelle, à l'exclusion des immobilisations dont l'usage est cédé à un tiers;

b) par tranche de 125 000 euros d'immobilisations résultant de l'affectation du capital souscrit au plus tard le 1^{er} juillet 2010 visées sub a), la société occupe au moins un travailleur à la fin de l'exercice comptable;

3^o au choix de la société :

a) soit pour chacun des exercices comptables dont le dernier est clôturé au plus tard le 31 décembre de la dixième année qui suit celle de la constitution de la société;

b) soit pour chacun des deuxième à onzième exercices comptables dont le dernier est clôturé au plus tard le 31 décembre de la onzième année qui suit celle de la constitution de la société;

c) soit pour chacun des troisième à douzième exercices comptables dont le dernier est clôturé au plus tard le 31 décembre de la douzième année qui suit celle de la constitution de la société.

§ 3. L'engagement visé au § 1^{er}, 3^o, et le choix prévu au § 2, 3^o, doivent être exprimés irrévocablement dans le prospectus d'émission des actions nouvelles ou dans l'acte de constitution, suivant qu'il y a ou non appel public à l'épargne.

§ 4. Le bénéfice de l'immunité est retiré dans la mesure et à partir de l'exercice comptable :

a) au cours duquel les immobilisations sont cédées et qu'une somme égale au produit de la cession n'est pas affectée à l'acquisition ou à la constitution d'immobilisations corporelles également visées au § 2, 2^o, dans un délai prenant cours le premier jour de cet exercice comptable et se terminant trois mois après l'expiration dudit exercice comptable;

b) au dernier jour duquel le nombre de membres du personnel de la société est inférieur au nombre de travailleurs occupés conformément au § 2, 2^o, b);

c) au cours duquel le travailleur visé au § 2, 2^o, c), n'est plus maintenu en service ou remplacé dans un délai de trois mois par un travailleur répondant aux mêmes conditions.

§ 5. Les immobilisations corporelles visées au présent article sont celles qui sont situées dans la zone de reconversion concernée et sont destinées à la

2^o in de mate dat :

a) het in 1^o bedoelde kapitaal vóór het einde van het boekjaar is gebruikt om in § 5, bedoelde materiële vaste activa in nieuwe staat aan te schaffen of tot stand te brengen, die de vennootschap gebruikt voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid, met uitsluiting van de vaste activa waarvan het gebruik is afgestaan aan een derde;

b) per schijf van 125 000 euro investeringen voortvloeiend uit de aanwending van het uiterlijk op 1 juli 2010 geplaatste kapitaal bedoeld onder a), de vennootschap ten minste één werknemer tewerkstelt bij het einde van het boekjaar;

3^o naar keuze van de vennootschap :

a) ofwel voor elk van de boekjaren waarvan het laatste uiterlijk afsluit op 31 december van het tiende jaar na dat waarin de vennootschap is opgericht;

b) ofwel voor elk van het tweede tot en met het elfde boekjaar, waarvan het laatste uiterlijk afsluit op 31 december van het elfde jaar na dat waarin de vennootschap is opgericht;

c) ofwel voor elk van het derde tot en met het twaalfde boekjaar, waarvan het laatste uiterlijk afsluit op 31 december van het twaalfde jaar na dat waarin de vennootschap is opgericht.

§ 3. De in § 1, 3^o, bedoelde verbintenis en de in § 2, 3e, gestelde keuze moeten onherroepelijk worden uitgedrukt in de prospectus van uitgifte van de nieuwe aandelen of in de akte van oprichting, naargelang er al dan niet publiek beroep wordt gedaan op de beleggers.

§ 4. Het recht op vrijstelling vervalt in de mate en met ingang van het boekjaar :

a) waarin die activa worden overgedragen en een bedrag gelijk aan de opbrengst van die overdracht niet wordt gebruikt om in § 2, 2^o, bedoelde materiële vaste activa aan te schaffen of tot stand te brengen binnen een termijn die aanvangt op de eerste dag van dat boekjaar en die eindigt uiterlijk drie maanden na het einde van dat boekjaar;

b) op de laatste dag waarvan het aantal personeelsleden van de vennootschap lager is dan het aantal werknemers tewerkgesteld overeenkomstig § 2, 2^o, b);

c) in de loop waarvan de bij § 2, 2^o, c), bedoelde werknemer niet langer in dienst gehouden wordt of binnen een termijn van drie maanden vervangen wordt door een werknemer die aan dezelfde voorwaarden voldoet.

§ 5. De in dit artikel bedoelde materiële vaste activa zijn deze die zich in de betrokken reconversiezone bevinden en bestemd zijn voor het onderzoek, de

recherche, au développement, à la production et à la commercialisation :

- a) de produits nouveaux;
- b) de technologies nouvelles et de leurs applications;
- c) d'améliorations de procédés industriels en vue d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie ou de ressources naturelles ou d'une protection améliorée de l'environnement;
- d) de produits et technologies et de leurs applications dont la production ou la commercialisation, en raison de leurs perspectives réelles de développement ultérieur et de leur rentabilité, contribue à l'innovation ou à l'élargissement du tissu industriel de la zone de reconversion concernée ou à la promotion de l'emploi.

Art. 302bis-11. — § 1^{er}. Le droit proportionnel d'enregistrement n'est pas dû sur les apports effectués lors de la constitution des sociétés de reconversion visées à l'article 50 qui ont lieu jusqu'au 31 décembre 2010. Le même droit n'est pas dû sur les augmentations de capital, avec ou sans apports nouveaux, effectuées par les mêmes sociétés jusqu'au 31 décembre de la dixième année qui suit celle de la constitution de la société. Le droit proportionnel d'enregistrement n'est pas dû sur les apports effectués lors de la constitution des sociétés visées à l'article 59 qui ont lieu jusqu'au 1^{er} juillet 2010. Le même droit n'est pas dû sur les augmentations de capital, avec ou sans apports nouveaux, de ces sociétés, qui ont lieu jusqu'au 31 décembre 2010 inclus.

§ 2. Le Roi détermine les formalités à observer pour bénéficier de l'exemption.

Art. 302bis-12. — Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et pour la période qu'Il désigne, étendre l'application des articles 59 et 60 aux sociétés constituées après 2006.

Art. 302bis-13. — Le Roi règle l'imputation des exemptions prévues par la présente section sur les bénéficiaires imposables et les modalités d'application de la présente section dans les cas visés aux articles 40 et 124 du Code des impôts sur les revenus.

Art. 302bis-14. — Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et pris avant le 31 décembre 2004, introduire un régime d'actions privilégiées sans droit de vote pouvant être appliqué par les sociétés anonymes relevant des secteurs visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, 4^o, deuxième partie, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et, à cet effet, abroger, modifier, compléter, coordonner ou remplacer les dispositions légales en vigueur.

ontwikkeling, de vervaardiging en de commercialisering van :

- a) nieuwe producten;
- b) nieuwe technologieën en hun toepassingen;
- c) verbeteringen van industriële processen met het oog op een rationeler energie- of grondstoffengebruik of een verbeterde bescherming van het leefmilieu;
- d) producten en technologieën en hun toepassingen waarvan de vervaardiging of commercialisering door hun reële perspectieven van verdere ontwikkeling en rentabiliteit bijdraagt tot de vernieuwing of verbreding van het industrieel weefsel van de betrokken reconversiezone of tot de aangroei van de werkgelegenheid.

Art. 302bis-11. — § 1. Het evenredig registratierecht is niet verschuldigd voor de inbrengen gedaan bij de oprichting van reconversievennootschappen als vermeld in artikel 50 die plaatshebben tot 31 december 2010. Hetzelfde recht is niet verschuldigd voor de verhogingen van het kapitaal, met of zonder nieuwe inbreng, gedaan bij dezelfde vennootschappen tot 31 december van het tiende jaar volgend op het jaar waarin de vennootschap is opgericht. Het evenredig registratierecht is niet verschuldigd voor de inbrengen gedaan bij de oprichting van vennootschappen als vermeld in artikel 59 die plaatsvinden tot 1 juli 2010. Hetzelfde recht is niet verschuldigd voor de verhogingen van het kapitaal, met of zonder nieuwe inbreng, van deze vennootschappen die plaatshebben tot en met 31 december 2010.

§ 2. De Koning bepaalt de formaliteiten welke moeten worden vervuld om de vrijstelling te verkrijgen.

Art. 302bis-12. — De Koning kan, bij in Ministeraad overlegd besluit en voor de periode die Hij bepaalt, de toepassing van de artikelen 59 en 60 uitbreiden tot de vennootschappen die worden opgericht na 2006.

Art. 302bis-13. — De Koning regelt de aanrekening van de in deze afdeling bedoelde vrijstellingen op de belastbare winst en stelt de nadere regels vast voor de toepassing van deze afdeling in de gevallen bedoeld in artikelen 40 en 124 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Art. 302bis-14. — De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, te nemen vóór 31 december 2004, een stelsel van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht invoeren voor toepassing door de naamloze vennootschappen behorend tot de sectoren bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 4^o, tweede deel, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en te dien einde de vigerende wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen, coördineren of vervangen.

Art. 302bis-15. — Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur du chapitre 6bis.

Justification

Trois objectifs fondamentaux sous-tendent le plan V.I.S.I.E du CD&V :

— créer les conditions nécessaires au maintien des activités industrielles en prenant des mesures visant à promouvoir l'innovation, à réduire les charges salariales, à diminuer la fiscalité des sociétés, à adapter la politique en matière d'environnement et d'aménagement du territoire;

— entreprendre fait peur en Flandre et en Belgique. La diminution du nombre d'entreprises débutantes prouve que les gens ont peur de prendre des risques financiers. Nos mesures, telles que les primes en faveur des entreprises débutantes, la mise à disposition de capital à risque et la simplification administrative, visent à encourager l'esprit d'entreprise de nos citoyens dans notre propre pays;

— attirer des investisseurs étrangers en rendant la Flandre à nouveau attractive pour ceux-ci (politique active de prospection, diminution des charges sociales pour les cadres supérieurs, centres de connaissances et d'innovation, augmentation des budgets destinés à l'innovation et à la modernisation).

Pour permettre une transition vers une nouvelle dynamique dans le secteur industriel, nous proposons de réinstaurer le système de la société de reconversion.

Au demeurant, l'auteur du présent amendement renvoie à la réponse du ministre à la question orale qu'il lui avait posée et dans laquelle il demandait au ministre s'il était disposé à rétablir le système des sociétés de reconversion dans la province de Limbourg, gravement touchée par les licenciements, notamment chez Ford et ses fournisseurs.

Le ministre a confirmé qu'il était disposé à plaider en faveur de cette initiative auprès des instances européennes. Étant donné qu'il faut attendre que les instances européennes aient donné leur accord pour que ce système puisse entrer en vigueur, il appartient au Roi de fixer la date d'entrée en vigueur de ce système.

N° 74 DE M. SCHOUPPE

Au titre V, chapitre I^{er}, insérer une section 11bis (nouvelle), intitulée «Section 11bis — Majoration de la déduction pour investissement», comprenant les articles 302ter à 302sexies, libellés comme suit :

« Art. 302ter. — « À l'article 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, les mots « et majorée de 1,5 point » sont remplacés par les mots « et majorée de 4 points ». »

Justification

L'insertion de l'article 302ter vise à mettre en oeuvre une proposition formulée dans notre plan VISIE présenté récemment et à faire passer le pourcentage de base de la déduction « ordinaire » pour investissement applicable aux personnes physiques des 3,5% prévus actuellement pour l'exercice d'imposition 2004 (conformément à l'avis paru dans le *Moniteur belge* du 4 mars 2003) à 6% au moins. Pour ce faire, nous portons la majoration du pourcentage de base à 4 points. Il nous semble qu'il s'agit d'une proposition dont l'adoption pourrait contribuer à la création d'un climat plus favorable aux investissements.

Art. 302bis-15. — De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van hoofdstuk 6bis.

Verantwoording

De VISIE van CD&V steunt op drie pijlers :

— Behoud van moderne industriële activiteiten, voorwaarden creëren voor het behoud van de industriële activiteiten door maatregelen inzake versterking van innovatie, loonkostenverlaging, lagere vennootschapsfiscaliteit, aangepast milieu — en ruimtelijke ordening beleid;

— Eigen ondernemerschap bevorderen. Ondernemen in Vlaanderen en België schrikt af. Het dalende aantal starters bevestigt de angst van mensen om financiële risico's te nemen. Met startpremies, voorzien in risicokapitaal en administratieve vereenvoudiging, bevorderen we het ondernemen in eigen land, door eigen mensen;

— Aantrekken van buitenlandse investeringen. We moeten Vlaanderen opnieuw aantrekkelijk maken voor buitenlandse investeringen (actieve prospectiepolitiek, lagere sociale bijdragen voor topkaders, kennis- en innovatiecentra, hogere budgetten voor innovatie en vernieuwing).

Om de omschakeling naar een nieuwe dynamiek in de industriële sector mogelijk te maken, stellen wij voor het systeem van de reconversie maatschappij opnieuw in te voeren.

De indiener verwijst overigens naar een antwoord van de minister op een mondelinge vraag. Daarbij informeerde de indiener van het amendement naar de bereidheid van de minister om het stelsel van de reconversievennootschappen terug in te voeren voor de provincie Limburg, die nu zwaar getroffen wordt door de afdankingen, onder meer bij Ford en de toeleveranciers.

De minister bevestigde dat hij bereid was om dit initiatief te bepleiten bij de Europese instanties. Juist omdat met de inwerkingtreding moet gewacht worden tot de bevoegde Europese instanties hun goedkeuring geven, wordt het aan de Koning overgelaten om de inwerkingtreding van het stelsel te bepalen.

Nr. 74 VAN DE HEER SCHOUPPE

In titel V, hoofdstuk I, een afdeling 11bis (nieuw) invoegen, luidende «Afdeling 11bis — Verhoging investeringsaftrek» bestaande uit de artikelen 302ter tot 302sexies:

« Art. 302ter. — In artikel 69, § 1, eerste lid, 1^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 de woorden « en verhoogd met 1,5 procentpunten » vervangen door de woorden « en verhoogd met 4 procentpunten. »

Verantwoording

Met dit amendement willen wij een voorstel van ons onlangs voorgesteld VISIE-plan tot uitvoering brengen en het basispercentage van de « gewone » investeringsaftrek voor natuurlijke personen verhogen van de huidige 3,5 % voor aanslagjaar 2004 (conform het bericht in het *Belgisch Staatsblad* van 4 maart 2003) verhogen tot minstens 6 %. We doen dit door de verhoging van het basispercentage op te trekken tot 4 procentpunten. Het lijkt ons een voorstel dat bijdraagt tot een gunstiger investeringsklimaat.

«Art. 302quater. — À l'article 201, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, les mots « et majorée de 1 point » sont remplacés par les mots « et majorée de 4 points ».

Justification

L'insertion de l'article 302quater tend également à mettre en ouvre une proposition formulée dans notre plan VISIE en faisant passer le pourcentage de base de la déduction « ordinaire » pour investissement applicable aux PME au sens de l'article 201, alinéa 1^{er}, 1^o, des 3 % prévus actuellement pour l'exercice d'imposition 2004 (conformément à l'avis paru dans le *Moniteur belge* du 4 mars 2003) à 6 % au moins. Pour ce faire, nous portons la majoration du pourcentage de base à 4 points, ce qui devrait également contribuer, à notre estime, à la création d'un climat plus favorable aux investissements.

«Art. 302quinquies. — «À l'article 201, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, le 2^o est abrogé.»

Justification

L'insertion de l'article 302quinquies tend, dans le prolongement de notre plan VISIE, à rétablir la déduction « ordinaire » pour investissement pour les autres sociétés résidentes que les PME. Nous estimons que ces sociétés doivent pouvoir bénéficier du même régime en la matière que les PME visées à l'article 201, alinéa 1^{er}, 1^o, du CIR 1992.

«Art. 302sexies. — «Les dispositions des articles 302bis à 302quater entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2005.»

Justification

Règle l'entrée en vigueur.

N^o 75 DE M. SCHOUPPE

Insérer un article 313bis (nouveau), rédigé comme suit :

«Art. 313bis. — Dans l'article 74, § 2, de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, est insérée la disposition suivante : « Les diverses missions définies au § 1^{er} font l'objet d'un commentaire distinct dans le rapport annuel. »

Justification

Bien que l'on n'établisse plus de compte annuel distinct pour les diverses activités, il convient de prévoir une manière souple de publier la comptabilité relative aux diverses activités. En effet, la comptabilité interne n'est pas publique. La solution qui consiste à la faire dans le cadre du rapport annuel permet en outre de répondre à la demande de simplification administrative.

«Art. 302quater. — In artikel 201, eerste lid, 1^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 de woorden « en verhoogd met 1 procentpunt » vervangen door de woorden « en verhoogd met 4 procentpunten. »

Verantwoording

Ook dit amendement heeft tot doel een voorstel uit ons VISIE-plan tot uitvoering te brengen door het basispercentage van de « gewone » investeringsaftrek voor KMO's in de zin van artikel 201, eerste lid, § 1, te verhogen van de huidige 3 % voor aanslagjaar 2004 (conform het bericht in het *Belgisch Staatsblad* van 4 maart 2003) tot minstens 6 %. We doen dit door de verhoging van het basispercentage op te trekken tot 4 procentpunten. Ook dit moet ons inziens een gunstiger investeringsklimaat scheppen.

«Art. 302quinquies. — In artikel 201, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, het 2^o schrappen.»

Verantwoording

Dit amendement wil in uitvoering van ons VISIE-plan de « gewone » investeringsaftrek voor andere binnenlandse vennootschappen dan KMO's herinvoeren. Ons inziens moeten deze vennootschappen terzake van dezelfde regeling kunnen genieten als de in artikel 201, eerste lid, 1^o, van het WIB 1992 bedoelde KMO's.

«Art. 302sexies. — De bepalingen van artikel 302bis tot 302quater treden in werking vanaf het aanslagjaar 2005.»

Verantwoording

Regelt de inwerkingtreding.

Nr. 75 VAN DE HEER SCHOUPPE

Een artikel 313bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

«Art. 313bis. — In artikel 74, § 2, van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen volgende bepaling toevoegen : « Voor de diverse opdrachten als bedoeld in § 1 wordt in het jaarverslag een afzonderlijke toelichting opgenomen. »

Verantwoording

Gelet op het verdwijnen van het opstellen van een afzonderlijke jaarrekening voor de verschillende activiteiten, past het op een soepele manier toch de publiciteit te voorzien met betrekking tot de boekhouding die gevoerd wordt voor de verschillende activiteiten. De interne boekhouding is immers niet publiek. Door dit in een jaarverslag te doen, komt men eveneens tegemoet aan de vraag naar een administratieve vereenvoudiging.

N° 76 DE M. SCHOUPPE

Art. 328

A) Compléter l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, proposé par ce qui suit: « et b). »;

B) Supprimer l'alinéa 3 du même § 2.

Justification

Le gouvernement doit tenir ses promesses. Au cours des nombreux débats parlementaires qui se sont tenus au cours de la précédente législature, on avait convenu d'étendre le régime des avances aux époux/cohabitants. Beaucoup de femmes attendaient impatiemment la mise en œuvre du Fonds des créances alimentaires. Nombre d'époux lésés ont décidé de ne pas engager de procédures onéreuses pour obtenir le paiement de leur pension alimentaire et d'attendre la mise en place, imminente, du Fonds des créances alimentaires.

Il est inacceptable de faire à nouveau lanterner les époux créanciers d'aliments, en déclarant qu'on élaborera éventuellement un arrêté royal permettant aux époux de demander des avances sur les pensions alimentaires dues.

Force nous est de constater qu'aucun poste distinct n'a été prévu dans le budget pour le Fonds des créances alimentaires. Les difficultés administratives et budgétaires liées à la mise en place du Fonds des créances alimentaires ne peuvent cependant en aucun cas justifier une exécution partielle de la loi adoptée le 21 février 2003, et ce, d'autant moins que les difficultés en question sont dérisoires en regard de la gravité de la situation de nombreux créanciers d'aliments.

Il y a lieu d'étendre d'urgence aux époux lésés le bénéfice du régime des avances qui est applicable actuellement en faveur des enfants. Le gouvernement porte une part de responsabilité en la matière, d'autant qu'il réaffirme lui-même dans l'exposé des motifs que « le créancier d'aliments (donc pas seulement l'enfant) a droit à l'exécution du jugement ou de l'acte par lequel la pension alimentaire a été fixée ».

N° 77 DE M. SCHOUPPE

Art. 329

A) Supprimer l'article 4, § 1^{er}, proposé.

Justification

Au cours de la législature précédente, un large consensus s'était dégagé pour supprimer toute limite de revenus pour pouvoir bénéficier du régime des avances. La loi du 21 février ne prévoyait pas de limitation. La confiance suscitée chez des milliers de parents et d'enfants risque d'être trahie si des limites de revenus sont à présent à nouveau fixées. Les difficultés administratives et budgétaires liées à la mise en place du Fonds des créances alimentaires ne peuvent justifier une exécution seulement partielle de la loi qui a été adoptée le 21 février 2003, d'autant plus qu'elles sont de peu de poids face à la gravité de certaines situations dans lesquelles de nombreux créanciers d'aliments doivent vivre.

B) Au § 2 du même article, compléter l'alinéa 1^{er} par la disposition suivante :

« Ce montant maximum est toutefois égal à 250 euros par mois par enfant créancier d'aliments qui a atteint l'âge de 18 ans. »

Nr. 76 VAN DE HEER SCHOUPPE

Art. 328

A) Het voorgestelde artikel 3, § 2, eerste lid, aanvullen als volgt « en 2, 1^o, b). »;

B) Het derde lid van dezelfde § 2 doen vervallen.

Verantwoording

De regering dient haar beloften na te komen. Tijdens de talrijke parlementaire debatten die tijdens de vorige legislatuur hebben plaatsgevonden, was er een akkoord om ook echtgenoten/samenwonenden toe te laten tot de voorschottenregeling. Veel vrouwen keken vol verwachting uit naar de inwerkingtreding van het Alimentatiefonds. Veel gedupeerde echtgenoten hebben beslist om geen dure procedures voor de terugvordering van hun alimentatiegeld in te stellen in afwachting van de ophanden zijnde oprichting van het Alimentatiefonds.

Het is onaantvaardbaar dat alimentatiegerechtigde echtgenoten nu weer aan het lijntje worden gehouden door te stellen dat er misschien ooit wel eens een koninklijk besluit komt die mogelijk maakt dat echtgenoten voorschotten kunnen aanvragen op de verschuldigde onderhoudsuitkeringen.

We kunnen niet om de vaststelling heen dat er in de begroting geen aparte post is voorzien voor het Alimentatiefonds. De administratieve en budgettaire moeilijkheden die de oprichting van het Alimentatiefonds met zich brengt, mogen nochtans geen rechtvaardigingsgrond zijn om de wet die op 21 februari 2003 is goedgekeurd, slechts gedeeltelijk uit te voeren, te meer gezien die moeilijkheden amper opwegen tegen de ernst van sommige toestanden waarin tal van alimentatiegerechtigden moeten leven.

Er is dringend nood aan een uitbreiding van de thans reeds bestaande voorschottenregeling voor de kinderen, tot de gedupeerde echtgenoten zelf. Nu en niet later. De regering draagt hier verantwoordelijkheid. Dit geldt des te meer gezien ze zelf in de toelichting bevestigt dat « de onderhoudsgerechtigde recht heeft op de tenuitvoerlegging van het vonnis of de akte waarin het onderhoudsgeld werd vastgesteld » en dus niet enkel het kind.

Nr. 77 VAN DE HEER SCHOUPPE

Art. 329

A) In het voorgestelde artikel 4, § 1 doen vervallen.

Verantwoording

Tijdens de vorige regeerperiode is er een brede consensus gegroeid rond het weglaten van enige inkomensgrens om te kunnen genieten van de voorschottenregeling. De wet van 21 februari voorzag in geen beperkingen. Het vertrouwen dat is gewekt bij duizenden ouders en kinderen dreigt geschonden te worden wanneer er nu opnieuw inkomensgrenzen worden ingevoerd. De administratieve en budgettaire moeilijkheden die de oprichting van het Alimentatiefonds met zich brengt, mogen geen rechtvaardigingsgrond zijn om de wet die op 21 februari 2003 is goedgekeurd, slechts gedeeltelijk uit te voeren, te meer gezien die moeilijkheden amper opwegen tegen de ernst van sommige toestanden waarin tal van alimentatiegerechtigden moeten leven.

B) In § 2 van hetzelfde artikel, het eerste lid aanvullen als volgt :

« Dit maximumbedrag is evenwel gelijk aan 250 euro per maand per onderhoudsgerechtigd kind dat de leeftijd van 18 jaar heeft bereikt. »

Justification

Les frais occasionnés par un enfant plus âgé, qui entreprend, par exemple, des études supérieures, ne peuvent être couverts par une avance de 175 euros. Le montant maximum des avances auxquelles ils peuvent prétendre doit dès lors être porté à 250 euros. Les enfants doivent en effet être considérés par définition comme nécessaires.

C) Dans le même article, renuméroter les §§ 2 et 3 qui deviennent les §§ 1^{er} et 2.

N^o 78 DE M. SCHOUPPE

Art. 330

1) À l'article 5, alinéa 2, proposé, remplacer le point 1) par la disposition suivante: « Cette contribution est à charge du débiteur d'aliments et est fixée à 10 % du montant des sommes à percevoir ou à recouvrer en principal »;

2) Dans le même article, supprimer le point 2).

Justification

Ce seront surtout des personnes connaissant des difficultés financières qui s'adresseront au Fonds des créances alimentaires. Si l'on tient compte également du fait qu'est prévue une limitation de l'avance à octroyer (175 euros au maximum), il ne se justifie pas d'imposer aux créanciers d'aliments une retenue de plus sur l'avance octroyée sur une pension alimentaire.

Nr. 79 DE M. SCHOUPPE

Art. 331

A) Compléter l'article 6, alinéa 1^{er}, proposé, par la disposition suivante: « et que ces termes demeurent impayés au moment de la demande ».

B) Remplacer l'alinéa 2 du même article par l'alinéa suivant: « Le Service des créances alimentaires octroie son intervention si le créancier d'aliments a son domicile ou sa résidence habituelle en Belgique. »

Justification

A. Le non-paiement des aliments doit bien évidemment être encore avéré au moment de la demande d'intervention.

B. Conformément à la loi sur les CPAS actuellement en vigueur, il suffit que l'enfant créancier d'aliments ait sa résidence en Belgique pour avoir droit aux termes d'avances. L'ajout d'une condition supplémentaire, en l'occurrence que le débiteur d'aliments soit également domicilié en Belgique ou y perçoive des revenus, entraînera un rétrécissement du champ d'application, de sorte que des créanciers d'aliments qui reçoivent aujourd'hui une avance pourraient être exclus à l'avenir.

Verantwoording

De kosten van een kind dat ouder wordt en bijvoorbeeld hogere studies aanvat, kunnen onmogelijk worden gedekt door een voorschot van 175 euro. Het maximumbedrag van de voorschotten waarop zij aanspraak kunnen maken, dient dan ook te worden opgetrokken tot 250 euro. Kinderen dienen immers per definitie als behoeftig te worden beschouwd.

C) De §§ 2 en 3 van hetzelfde artikel vernummeren tot §§ 1 en 2.

Nr. 78 VAN DE HEER SCHOUPPE

Art. 330

1) In het voorgestelde artikel 5, het punt 1) van het tweede lid vervangen als volgt: « De bijdrage komt ten laste van de onderhoudsplichtige en wordt gesteld op 10% van het bedrag van de te innen of in te vorderen hoofdsommen »;

2) In hetzelfde artikel het punt 2) doen vervallen.

Verantwoording

Het zullen vooral mensen in financiële moeilijkheden zijn, die zich zullen wenden tot het Alimentatiefonds. Mede gelet op het feit dat er in een beperking wordt voorzien op het uit te keren voorschot (maximum 175 euro), is het niet verantwoord aan de onderhoudsgerechtigden nog een inlevering op te leggen van het toegekende voorschot op een onderhoudsuitkering.

Nr. 79 VAN DE HEER SCHOUPPE

Art. 331

A) Het voorgestelde artikel 6, eerste lid, aanvullen als volgt: « en deze termijnen op het ogenblik van de aanvraag nog steeds onbetaald openstaan ».

B) Het tweede lid van hetzelfde artikel vervangen als volgt: « De Dienst voor alimentatievorderingen verleent haar tegemoetkoming indien de onderhoudsgerechtigde zijn woonplaats of gewone verblijfplaats in België heeft. »

Verantwoording

A. Het gegeven dat onderhoudsgeld onbetaald blijft, dient zich uiteraard ook nog op het moment van de aanvraag tot tussenkomst voor te doen.

B. Volgens de thans van toepassing zijnde OCMW-wet volstaat het dat het onderhoudsgerechtigde kind zijn verblijfplaats in België heeft om aanspraak te kunnen maken op termijnvoorschotten. Het opleggen van een bijkomende voorwaarde, namelijk dat ook de onderhoudsplichtige in België moet wonen of er een inkomen moet verwerven, zal een verenging van het toepassingsgebied meebrengen waardoor onderhoudsgerechtigden die nu een voorschot ontvangen, in de toekomst hiervan uitgesloten kunnen worden.

N° 80 DE M. SCHOUPPE

Art. 334

A) À cet article, insérer un 1^o, libellé comme suit :

« 1^o Dans le § 1^{er}, les mots « dans les quatorze jours après l'expiration du délai » sont insérés entre les mots « au débiteur d'aliments » et les mots « une lettre recommandée à la poste »;

B) Renumeroter les points 1^o et 2^o qui deviennent respectivement 2^o et 3^o.

Justification

Il faut intervenir rapidement si le débiteur d'aliments ne paie pas les créances alimentaires.

N° 81 DE M. SCHOUPPE

Art. 342

À cet article, apporter les modifications suivantes :

1) au § 1^{er}, remplacer le taux de « 90 % » par le taux de « 105 % » et les mots « 1^{er} juin 2006 » par les mots « 1^{er} janvier 2005 »;

2) compléter le § 1^{er} par la disposition suivante :
« faute de quoi des intérêts seront dus au taux légal. »

3) au § 2, remplacer le taux de « 95 % » par le taux de « 105 % »;

4) compléter le § 2 par la disposition suivante :
« dans les trois mois du paiement des avances, faute de quoi des intérêts seront dus au taux légal. »

Justification

La loi-programme prévoit que l'État fédéral rembourse les avances non récupérables à concurrence de 95 % aux CPAS. Étant donné que le montant maximum des avances à octroyer mensuellement a été porté de 125 à 175 euros par enfant créancier d'aliments, il conviendrait de majorer ce pourcentage, parce que cette modification entraînera des coûts administratifs supplémentaires. Le pouvoir fédéral doit prévoir les moyens nécessaires à cet effet et rembourser les CPAS à concurrence de 105 %, d'autant que l'administration couvre ses frais de fonctionnement, d'une part, en augmentant de 10 % les recouvrements à charge du débiteur d'aliments et, d'autre part, en prélevant 5 % sur les sommes perçues qui sont versées au créancier d'aliments. Les CPAS ne peuvent pas faire les frais du report de la mise en œuvre du Fonds.

À l'heure actuelle, les remboursements par l'État accusent déjà un retard de trois ans. Il serait inadmissible que le remboursement

Nr. 80 VAN DE HEER SCHOUPPE

Art. 334

A) Indit artikel een 1^o invoegen, luidend als volgt :

« In § 1 worden de woorden « binnen de veertien dagen na het verstrijken van de termijn bepaald in artikel 9, § 1 » ingevoegd tussen de woorden « de onderhoudsplichtige » en de woorden « bij een ter post aangetekende brief. »

B) De nrs. 1^o en 2^o respectievelijk vnummeren tot 2^o en 3^o.

Verantwoording

Er dient binnen een kort tijdsbestek te worden opgetreden zo de onderhoudsplichtige in gebreke blijft de onderhoudsuitkering te betalen.

Nr. 81 VAN DE HEER SCHOUPPE

Art. 342

Indit artikel de volgende wijzigingen aanbrengen :

1) In § 1 « 90 % » vervangen door « 105 % » en de woorden « 1 juni 2006 » vervangen door de woorden « 1 januari 2005 »;

2) Paragraaf 1 aanvullen als volgt :
« bij gebreke waarvan intresten aan de wettelijke rentevoet verschuldigd zijn. »;

3) In § 2 « 95 % » vervangen door « 105 % »;

4) Paragraaf 2 aanvullen als volgt : « binnen de drie maanden na de uitbetaling van de voorschotten, bij gebreke waarvan intresten aan de wettelijke rentevoet verschuldigd zijn. »

Verantwoording

De programmawet voorziet een terugbetaling door de federale overheid aan de OCMW's *a rato* van 95 % van de niet-terugvorderbare voorschotten. Gelet op de verhoging van de maandelijks maximum toe te kennen voorschotten, van 125 euro naar 175 per onderhoudsgerechtigd kind, komt het gepast voor dit percentage te verhogen omdat deze wijziging bijkomende administratiekosten teweegbrengt. De federale overheid dient hiervoor de nodige middelen uit te trekken en de OCMW's terug te betalen *a rato* van 105 %. Dit geldt des te meer omdat de administratie haar werkingskosten dekt door de invorderingen ten laste van de onderhoudsplichtige te verhogen met 10 % enerzijds en door 5 % in te houden op de geïnde sommen die aan de onderhoudsgerechtigde worden uitgekeerd anderzijds. De OCMW's mogen niet de dupe worden van het uitstel van de inwerkingtreding van het fonds.

De terugbetalingen door de Staat lopen nu reeds een vertraging op van drie jaar. Voor voorschotten die tot 1 juni 2004 worden

des avances octroyées par les CPAS jusqu'au 1^{er} juin 2004 ait lieu encore deux ans plus tard.

N^o 82 DE M. **SCHOUPPE**

Art. 348

Supprimer cet article.

Justification

Ainsi que le souligne l'avis du Conseil d'État, il s'agit en l'occurrence d'une matière qui doit faire l'objet d'une loi spéciale, distincte du projet de loi-programme à l'examen.

En d'autres mots, cette disposition est anticonstitutionnelle.

Les présents amendements tendent à éviter que la garantie de l'État ne soit accordée aux engagements des sociétés régionales du logement liées aux dettes contractées par le Fonds d'amortissement des emprunts du logement social par le biais de la loi-programme à l'examen.

N^o 83 DE M. **SCHOUPPE**

Art. 349

Supprimer cet article.

Justification

Voir l'amendement à l'article 348.

N^o 84 DE M. **SCHOUPPE**

Art. 349bis à 349novies (nouveau)

Insérer les articles 349bis à 349novies (nouveaux), rédigés comme suit :

« Art. 349bis. — À l'article 1^{er} de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente, les 7^o et 8^o sont abrogés.

Art. 349ter. À l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 349quater. Les articles 6, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 25 de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente sont abrogés.

Art. 349quinquies. À l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente, le 1^o est abrogé. »

Art. 349sexies. — À l'article 26, § 1^{er}, de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses

toegekend door de OCMW's is het niet aanvaardbaar dat de terugbetaling nog eens twee jaar later gebeurt.

Nr. 82 VAN DE HEER **SCHOUPPE**

Art. 348

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Gelet op het advies van de Raad van State gaat het hier om een materie die in een bijzondere wet dient te worden ingeschreven die losstaat van dit ontwerp van programmawet.

De bepaling is met andere woorden ongrondwettelijk.

Deze amendementen willen alvast voorkomen dat de toekenning van de Staatswaarborg voor de verbintenissen van de gewestelijke huisvestingsmaatschappijen met betrekking tot het door het Amortisatiefonds van de leningen voor de sociale huisvesting gebeurt via deze programmawet.

Nr. 83 VAN DE HEER **SCHOUPPE**

Art. 349

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Zie amendement op artikel 348.

Nr. 84 VAN DE HEER **SCHOUPPE**

Art. 349bis tot 349novies (nieuw)

De artikelen 349bis tot 349novies (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 349bis. — In artikel 1 van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht vervallen het 7^o en 8^o.

Art. 349ter. In artikel 3, § 1, van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht wordt het derde lid opgeheven.

Art. 349quater. De artikelen 6, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 en 25 van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht worden opgeheven.

Art. 349quinquies. In artikel 11, § 1, van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht valt het 1^o.

Art. 349sexies. — In artikel 26, § 1, 1^o, van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van

et sur la taxe de patente, les mots « aux articles 24 et 25 » sont remplacés par les mots « à l'article 24 ».

Art. 349septies. — À l'article 27 de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente, le § 3 est abrogé.

Art. 349octies. — Les articles 317bis à 317septies entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Art. 349novies. À l'article 53, 8^o, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, les mots « frais de restaurant, de réception » sont remplacés par les mots « frais de restaurant, y compris les frais de restaurant exposés à titre professionnel lors de voyages d'affaires à l'étranger, frais de réception ».

Justification

Les auteurs de ces amendements visent à faire en sorte que la délivrance de la patente pour débit de boissons spiritueuses ne soit plus subordonnée au paiement d'une taxe de patente. Il s'agit en l'espèce d'une taxe préjudiciable au secteur horeca, qui éprouve déjà des difficultés. La perception de cette taxe de patente, dont le produit est relativement limité, engendre en outre une importante paperasserie administrative. Le présent amendement offre aux autres partisans de la suppression de cette taxe la possibilité de mettre immédiatement ce dessein à exécution. Il nous paraît parfaitement possible de régler cette question dès le 1^{er} janvier 2004.

Nous estimons absurde de ne pas limiter à 50 % la déductibilité des frais professionnels de restaurant qui sont exposés lors de voyages d'affaires à l'étranger. Il nous semble indiqué de traiter ce genre de frais de la même manière que les frais professionnels de restaurant qui sont exposés dans les restaurants de notre pays. Bien que le législateur n'ait pas prévu en son temps d'exception pour les frais de restaurant exposés à l'étranger, il s'avère que l'exception, consentie par le ministre de l'époque pour les voyages d'affaires à l'étranger afin de ne pas pénaliser la promotion des exportations, est appliquée trop largement dans la pratique et entraîne ainsi une distorsion des conditions de concurrence dans les zones frontalières, et ce, au détriment de notre propre secteur horeca.

Tant que le gouvernement n'autorisera pas la déduction à 100 % des déjeuners d'affaires dans notre propre pays, il serait injuste d'accorder cette déductibilité pour des déjeuners pris au-delà de la frontière.

N^o 85 DE M. SCHOUPPE

Art. 370

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Art. 370. — Les articles 350 à 359 et 361 à 368 de la présente loi entrent en vigueur à la date fixée par le Roi par arrêté royal délibéré en conseil des ministres. L'entrée en vigueur de ces dispositions est subordonnée à l'autorisation des responsables de la Commission européenne qui ont compétence en la matière pour ce qui est du marché intérieur et des accises. »

sterke drank en betreffende het vergunningsrecht de woorden « de artikelen 24 en 25 » vervangen door de woorden « artikel 24 ».

Art. 349septies. — In artikel 27 van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht wordt § 3 opgeheven.

Art. 349octies. — De artikelen 317bis tot 317septies treden in werking op 1 januari 2004.

« Art. 349novies. In artikel 53, 8^o, eerste lid van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden de woorden « restaurant- en receptiekosten » vervangen door de woorden « restaurantkosten, met inbegrip van de beroepsmatige restaurantkosten tijdens zakenreizen in het buitenland en receptiekosten. »

Verantwoording

We wensen met onze amendementen het afleveren van een vergunningsrecht voor het verstrekken van sterke drank niet langer te koppelen aan een betaling van een vergunningsrecht. Het gaat hier over een belasting die negatief is voor de horecasector, een sector die het vandaag reeds moeilijk heeft. Het innen van dit vergunningsrecht brengt bovendien een grote administratieve rompslomp met zich en de opbrengst is relatief gering. Met dit amendement bieden wij de andere voorstanders van het afschaffen van deze belasting de mogelijkheid onmiddellijk uitvoering te geven aan dit voornemen. Het lijkt ons perfect mogelijk dit met ingang van 1 januari 2004 nog in orde te brengen.

Ons inziens is het onzinnig om beroepsmatige restaurantkosten die tijdens buitenlandse zakenreizen worden gedaan niet te onderwerpen aan een aftrekbeperking van 50 %. Het lijkt ons aangewezen om dergelijke kosten op een zelfde wijze te behandelen als de beroepsmatige restaurantkosten die worden gemaakt in restaurants in ons land. Hoewel de wetgever toentertijd in geen uitzondering voorzorg voor restaurantkosten gemaakt in het buitenland blijkt dat de uitzondering die de toenmalige minister toestond voor buitenlandse zakenreizen teneinde de exportpromotie niet te bestraffen in de praktijk te breed wordt toegepast en aldus tot een scheeftrekking leidt van de concurrentievoorwaarden in de grensgebieden en dit ten nadele van onze eigen horecasector.

Zolang de regering de mogelijkheid ontbeert om de 100% restaurantaftrek voor zakenlunches in eigen land toe te laten is het een kwestie van rechtvaardigheid om deze aftrekbaarheid ook in het nabije buitenland niet toe te laten.

Nr. 85 VAN DE HEER SCHOUPPE

Art. 370

Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 370. — De artikelen 350 tot 359 en 361 tot 368 van deze wet treden in werking op de datum bepaald door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit. Deze bepalingen kunnen slechts in werking treden na het verkrijgen van de toestemming van de autoriteiten van de Europese Commissie, bevoegd in deze materie wat betreft interne markt en accijnzen. »

Justification

L'exonération fondée sur l'utilisation d'emballages constitués d'une certaine quantité de matières recyclées ne pourra pas être accordée d'ici l'entrée en vigueur de la loi, ce qui engendrera une discrimination aux dépens des producteurs de boissons qui voudront bénéficier de cette exonération.

Il faudrait au fond que les dispositions relatives aux exonérations entrent en vigueur les premières et que celles relatives à l'écotaxe et aux écoboni n'entrent en vigueur que, par exemple, trois mois plus tard. De cette manière, l'administration et les entreprises auraient la possibilité de se préparer à la nouvelle situation, en ce sens que l'on aurait eu le temps de définir les conditions à remplir pour pouvoir obtenir les exonérations. Ce n'est qu'ensuite que le mécanisme financier se mettrait en marche. Telles que les choses se présentent actuellement, une première situation se présentera le 1^{er} avril 2004, après quoi il faudra demander les exonérations tant pour les emballages réutilisables que pour ceux qui contiennent des matières recyclées. Cela signifie aussi que le prix des produits changera en cours d'année. Le consommateur risque de ne plus s'y retrouver et la distribution non plus.

N° 86 DE M. SCHOUPPE

(Premier amendement subsidiaire à l'amendement n° 85)

Art. 370

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Art. 370. — Les articles 350 à 359 et 361 à 368 de la présente loi entrent en vigueur à la date fixée par le Roi par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres ».

Justification

Autre option pour l'entrée en vigueur.

N° 87 DE M. SCHOUPPE

(Deuxième amendement subsidiaire à l'amendement n° 85)

Art. 370

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Art. 370. — Les articles 350 à 359 et 361 à 368 de la présente loi entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2004. »

Justification

Autre option pour l'entrée en vigueur.

N° 87 DE M. SCHOUPPE

(Troisième amendement subsidiaire à l'amendement n° 85)

Art. 370

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Art. 370. — Les articles 350 à 359 et 361 à 368 de la présente loi entrent en vigueur à la date fixée par le

Verantwoording

De vrijstelling op basis van *recycled content* zal niet kunnen worden toegekend tegen het ogenblik dat de wet in voege treedt. Dit zal aanleiding geven tot discriminatie van de producenten van dranken die op deze vrijstelling een beroep willen doen.

Eigenlijk zouden eerst de bepalingen inzake de vrijstellingen moeten in voege treden en slechts bijvoorbeeld 3 maanden daarna de milieueffing en de bonus. Op deze wijze zouden de administratie en de ondernemingen zich kunnen voorbereiden op de nieuwe situatie. De voorwaarden voor het bekomen van de vrijstellingen zouden zijn uitgewerkt. En slechts daarna zal het financieel mechanisme beginnen te werken. Zoals het nu is voorzien, zal een eerste situatie zich aandienen op 1 april 2004, waarna de vrijstellingen zullen moeten worden gevraagd, zowel voor de herbruikbaarheid als voor de *recycled content*. Dit houdt ook in dat de producten in de loop van het jaar van prijs zullen veranderen. De consument zal er niet meer wijs uit geraken. De distributie evenmin.

Nr. 86 VAN DE HEER SCHOUPPE

(Eerste subsidiair amendement op amendement nr. 85)

Art. 370

Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 370. — De artikelen 350 tot 359 en 361 tot 368 van deze wet treden in werking op de datum bepaald door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit.

Verantwoording

Andere optie voor de inwerkingtreding.

Nr. 87 VAN DE HEER SCHOUPPE

(Tweede subsidiair amendement op amendement nr. 85)

Art. 370

Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 370. — De artikelen 350 tot 359 en 361 tot 368 van deze wet treden in werking op 1 juli 2004. »

Verantwoording

Andere optie voor de inwerkingtreding.

Nr. 87 VAN DE HEER SCHOUPPE

(Derde subsidiair amendement op amendement nr. 85)

Art. 370

Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 370. — De artikelen 350 tot 359 en 361 tot 368 van deze wet treden in werking op de datum

Roi par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Cette date peut être différenciée en fonction des dispositions.»

Justification

Autre option pour l'entrée en vigueur.

N° 89 DE M. SCHOUPPE

Art. 372bis à 372quater (nouveau)

Insérer les articles 372bis à 372quater (nouveaux), rédigés comme suit :

«Art. 372bis. — Dans l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, il est inséré, sous le tableau «Biens et services soumis au taux de 6 %», in fine, une nouvelle rubrique intitulée «les denrées alimentaires et les boissons destinées à la consommation humaine dans les hôtels, les restaurants et les cafés.»

Le Roi est habilité à modifier, abroger, remplacer ou compléter des lois en vigueur, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, afin de faire adopter le taux réduit, tel qu'il est défini à l'alinéa précédent. Cet arrêté devra être pris dans les deux mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, et sera frappé de caducité s'il n'est pas confirmé par la loi dans les 12 mois de sa publication.»

Justification

Le CD&V a déjà proposé en août 2001 son propre plan «horeca», en suggérant une série de mesures qui sont toujours d'actualité. La proposition du CD&V s'inscrit dans un souci de professionnalisation, de rentabilisation et d'assainissement du secteur. Afin de garantir la viabilité du secteur horeca, le CD&V souhaite prendre les mesures suivantes :

- assouplir et simplifier l'administration du personnel;
- développer le travail des étudiants;
- instaurer un système plus simple et forfaitaire pour le travail occasionnel;
- aligner la TVA sur celle des pays voisins;
- supprimer la limitation de la déductibilité des frais de restaurant;
- garantir au secteur une aide à l'expansion;
- interdire les obligations d'achat exclusives et déséquilibrées dans le secteur des cafés;
- réduire les cotisations patronales pour les salaires les plus bas, et les plafonner pour les hauts revenus (valable pour toutes les entreprises).

bepaald door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit. Deze datum kan worden gedifferentieerd naargelang de bepalingen.»

Verantwoording

Andere optie voor de inwerkingtreding.

Nr. 89 VAN DE HEER SCHOUPPE

Art. 372bis tot 372quater (nieuw)

De artikelen 372bis tot 372quater (nieuw) invoegen, luidende :

«Art. 372bis. — In het koninklijk besluit van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en diensten bij die tarieven, wordt onder de tabel «Goederen en diensten onderworpen aan het tarief van 6 %» een nieuwe rubriek ingevoegd in fine luidende «de eet- en drinkwaren die voor menselijke consumptie in hotels, restaurants en cafés worden aangewend».

De Koning wordt gemachtigd bij een in Minister-raad overlegd besluit van kracht zijnde wetten te wijzigen, op te heffen, te vervangen of aan te vullen teneinde het verlaagd tarief zoals omschreven in vorig lid ingang te doen vinden. Dit besluit dient te worden getroffen binnen de twee maanden na de inwerking-treding van deze wet, en komt te vervallen bij gebreke aan bekrachtiging bij wet binnen de 12 maanden na publicatie.»

Verantwoording

CD&V stelde reeds in augustus 2001 het eigen CD&V horeca-plan voor, met een reeks maatregelen die nog niets aan actualiteitswaarde hebben ingeboet. Het voorstel van CD&V past onder de kernwoorden professionalisering, rendabilisering, «verwitting». CD&V wil volgende maatregelen voor een leefbare horeca :

- flexibeler maken en vereenvoudigen van de personeelsad-ministratie;
- verder spreiden van studentenarbeid;
- invoeren van een eenvoudiger en forfaitair systeem voor occasionele arbeid;
- harmonisatie van de BTW met de buurlanden;
- opheffen beperking aftrekbaarheid restaurantkosten;
- verlenen van expansiesteun aan de sector;
- verbod op onevenwichtige exclusieve afnameverplichtin-gen in de cafésector;
- vermindering van de werkgeversbijdragen voor de laagste lonen en de begrenzing van werkgeversbijdragen voor de hogere inkomens (goed voor alle ondernemers).

Il s'agit là de propositions réalisables, qui peuvent réellement apporter un plus au secteur horeca en Flandre. L'horeca flamand n'a que faire des promesses sans cesse renouvelées de la coalition violette.

Le gouvernement a promis à plusieurs reprises, par la bouche du premier ministre et du ministre des Finances, de réduire la TVA dans le secteur horeca.

Même après l'avis négatif rendu à ce propos par la Commission en ce qui concerne les taux de TVA réduits, le gouvernement a réitéré cette promesse.

Il convient à présent de traduire celle-ci dans une législation concrète.

« Art. 372ter. Dans l'arrêté royal du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, les mots « jusqu'au 31 décembre 2003 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 décembre 2005 ».

Justification

Le gouvernement a promis à plusieurs reprises que la période d'application de ce taux réduit serait prolongée. Bien qu'un accord politique aurait été conclu en la matière au sein du Conseil, la Commission n'a toujours pris aucune initiative à ce propos.

Cela n'a pas empêché le ministre d'annoncer à plusieurs reprises que la mesure serait prolongée.

La population suppose donc raisonnablement que cette prolongation temporaire de la TVA réduite sur la rénovation des maisons âgées de 5 à 15 ans (laquelle prolongation expire fin 2003) a été renouvelée. Les travaux de rénovation dans les maisons de 15 ans sont en tout cas soumis au taux réduit.

Une telle prolongation pourrait donner un coup de pouce considérable au secteur de la construction belge.

« Art. 372quater. L'article 8, 1^o, de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale, est abrogé. »

Justification

Cette mesure de compensation de la non-déductibilité des taxes d'environnement est particulièrement néfaste pour l'économie et est, contrairement aux autres mesures de la réforme de l'impôt de sociétés, à charge d'une région et, en particulier, de quelques secteurs d'activité qui paient une taxe d'environnement élevée.

La non-déductibilité des taxes régionales et des taxes d'environnement fait obstacle à la mise en œuvre d'une politique régionale en matière d'environnement. Elle affecte l'autonomie fiscale des régions. Lors du financement des régions, il a été tenu compte des ressources propres de celles-ci, de sorte que cette mesure viole le principe de la loyauté fédérale visé à l'article 143, § 1^{er}, de la Constitution. L'instauration d'une telle mesure ne peut s'inscrire que dans le cadre d'une modification de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions.

Dit zijn haalbare voorstellen, waar de horeca in Vlaanderen echt iets aan heeft. De Vlaamse horeca heeft niets aan steeds nieuwe beloftes van paars.

De regering beloofde in de persoon van de eerste minister en de minister van Financiën reeds herhaalde malen om de BTW in de horecasector te verlagen.

Ook na het op dit punt negatief advies van de commissie inzake de verlaagde BTW-tarieven, herhaalde de regering deze belofte.

Het past deze concrete belofte om te zetten in concrete wetgeving.

« Art. 372ter. In het koninklijk besluit van 19 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, de woorden « tot en met 31 december 2003 » vervangen door de woorden « tot en met 31 december 2005. »

Verantwoording

De regering heeft meermaals beloofd dit verlaagde tarief te verlengen. Alhoewel er een politiek akkoord terzake zou bestaan binnen de Raad, heeft de Commissie tot op heden geen initiatief terzake genomen.

Niettemin heeft de minister herhaaldelijk de verlenging van de maatregel in het vooruitzicht gesteld.

De bevolking gaat er dus redelijkerwijs van uit dat deze tijdelijke verlenging voor de verlaagde BTW voor renovatiebouw in huizen tussen 5 en 15 jaar (aflopend eind 2003), opnieuw verlengd werd. Voor deze werken in huizen van 15 jaar geldt in elk geval het verlaagd tarief.

Deze verlenging kan een belangrijke impuls betekenen voor de bouwsector in dit land.

« Art. 372quater. In de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken, artikel 8, 1^o, doen vervallen. »

Verantwoording

Deze compensatiemaatregel van de niet-afrekbaarheid van milieueffingen is bijzonder nadelig voor de economie, en in tegenstelling tot de andere maatregelen van de hervorming van de vennootschapsbelasting ten laste van één gewest en in het bijzonder van enkele bedrijfssectoren die een hoge milieueffing betalen.

De niet-afrekbaarheid van gewestbelastingen en milieueffingen doorkruist een regionaal milieubeleid. Het tast de fiscale autonomie van de gewesten aan. Bij de financiering van de gewesten werd rekening gehouden met hun eigen middelen zodat deze maatregel de federale loyaliteit van artikel 143, § 1, van de Grondwet schendt. De invoering van dergelijke maatregel kan enkel kaderen in een wijziging van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten.

La réintroduction de la possibilité de déduction s'inscrit dans le plan de relance économique (plan VISIE) du parti de l'auteur.

N° 90 DE M. SCHOUPPE

Art. 429bis (nouveau)

Insérer un article 429bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 429bis. — A) À l'article 1675/10 du Code judiciaire est inséré un § 3bis nouveau, libellé comme suit :

« § 3bis. Le ministre des Finances ou les agents du service public fédéral Finances habilités à le faire peuvent, dans le cadre d'un plan de règlement amiable, accorder une remise totale ou partielle de dettes fiscales.

Le ministre des Affaires sociales ou les agents du service public fédéral Sécurité sociale habilités à le faire, les établissements de sécurité sociale ou les administrateurs des caisses d'assurances sociales peuvent, dans le cadre d'un plan de règlement amiable, accorder une remise totale ou partielle de cotisations sociales. »;

B) À l'article 1675/10, § 4, alinéa 2, du Code judiciaire, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Le plan doit être approuvé par la majorité des créanciers qui représentent la majorité des dettes non contestées. »

Justification

Les arriérés de dettes vis-à-vis des pouvoirs publics constituent un facteur important dans la problématique du surendettement de particuliers. Il ressort d'une étude récente réalisée par le HIVA que 18,6 % des dettes que traitent les services de médiation de dettes par l'intermédiaire des CASG et des CPAS sont des dettes à l'égard du fisc, de la sécurité sociale, ou des amendes liées aux arriérés (Lieve Ruelens & Ides Nicaise, « Hulp op krediet, Schuldbemiddeling in de Vlaamse OCMW's en CAW's », HIVA, 2002).

Pour les dettes qui ne sont pas exigibles par les pouvoirs publics, le créancier peut procéder, dans le cadre d'un plan de règlement à l'amiable, à une remise totale ou partielle de dettes. Les dettes à l'égard des pouvoirs publics, toutefois, restent exclues de la phase de la médiation de dettes collective.

L'administration fiscale refuse quasi systématiquement de donner son accord à des plans de règlement amiable proposant une remise partielle de dettes fiscales en principal. Elle se fonde pour ce faire, principalement, sur l'article 172, alinéa 2, de la Constitution, qui énonce: « Nulle exemption ou modération d'impôt ne peut être établie que par une loi. »

L'on part à cet égard du principe que la possibilité que la loi relative au règlement collectif de dettes donne au juge des saisies

Het herinvoeren van de aftrekmogelijkheid past in het economisch relanceplan (VISIE plan) van de partij van de indiener.

Nr. 90 VAN DE HEER SCHOUPPE

Art. 429bis (nieuw)

Een artikel 429bis (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 429bis. — A) In artikel 1675/10 van het Gerechtelijk Wetboek een nieuw § 3bis invoegen, luidende als volgt :

« § 3bis. De minister van Financiën of de door hem daartoe gemachtigde ambtenaren van de Federale overheidsdienst Financiën kunnen in het kader van een minnelijke aanzuiveringsregeling gehele of gedeeltelijke kwijtschelding van fiscale schulden verlenen.

De minister van Sociale Zaken of de door hem daartoe gemachtigde ambtenaren van de federale overheidsdienst Sociale Zekerheid, de openbare instellingen van sociale zekerheid of de bestuurders van de sociale verzekeringskassen kunnen in het kader van een minnelijke aanzuiveringsregeling gehele of gedeeltelijke kwijtschelding van sociale bijdragen verlenen. »;

B) In artikel 1675/10, § 4, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek de eerste volzin vervangen als volgt :

« De regeling moet goedgekeurd worden door de meerderheid van de schuldeisers die de meerderheid van de niet-betwiste schulden vertegenwoordigen. »

Verantwoording

Een belangrijke factor in de problematiek van de schuldenoverlast bij particulieren vormen de achterstallige schulden aan de overheid. Uit een recente studie van het HIVA blijkt dat 18,6 % van de schulden waarop de schulddienstverlening via CAW's en OCMW's betrekking heeft, schulden zijn aan de fiscus, de sociale zekerheid, of boetes ingevolge de achterstalligheid (Lieve Ruelens & Ides Nicaise, *Hulp op krediet. Schuldbemiddeling in de Vlaamse OCMW's en CAW's*, HIVA, 2002).

Voor de niet-overheidsschulden kan in het kader van een minnelijke aanzuiveringsregeling een gehele of gedeeltelijke kwijtschelding van schulden door de schuldeiser gebeuren. De overheidsschulden blijven echter buiten de minnelijke fase van de collectieve schuldbemiddeling.

De fiscale administratie weigert systematisch in te stemmen met minnelijke aanzuiveringsregelingen waarbij een gedeeltelijke kwijtschelding van belastingschulden in hoofdsom wordt voorgesteld. De administratie baseert zich daartoe in hoofdzaak op artikel 172, tweede lid, van de Grondwet luidens hetwelk « geen vrijstelling of vermindering van belasting kan worden doorgevoerd dan door een wet ».

Men gaat er daarbij van uit dat de in de wet op de collectieve schuldenregeling aan de beslagrechter gegeven mogelijkheid om

d'accorder une remise de dettes — y compris fiscales — n'est pas suffisante, à la lumière de la disposition constitutionnelle précitée, pour permettre aux receveurs d'accepter un plan de règlement amiable comportant remise d'impôts en principal.

Divers receveurs, comparaissant à l'audience, déclarent qu'en leur qualité de comptables de l'État, ils ne souhaitent pas courir le risque de voir leur responsabilité personnelle engagée au cas où ils accepteraient de tels plans de règlement à l'amiable.

Il semblerait qu'il existe, dans les administrations fiscales, des directives internes imposant aux receveurs d'adopter cette position.

Il ressort clairement d'une réponse du ministre des Finances à une question parlementaire que «les receveurs ne peuvent cependant pas, en leur qualité de comptable du Trésor, approuver un plan d'apurement amiable qui comporte une remise d'impôt en principal, étant donné l'article 172 de la Constitution qui dispose qu'en matière d'impôt, aucune exemption ou modération ne peut être accordée que par une loi. Si un tel plan de règlement amiable est proposé, les receveurs sont tenus d'introduire immédiatement une réclamation ou de formuler une contre-proposition. La remise des dettes fiscales en principal n'est donc possible que dans le cadre d'un plan de règlement judiciaire tel que décrit dans les articles 1675/11 à 1675/13 du Code judiciaire (réponse du ministre des Finances à la question n° 959 du 25 mars 2002, Chambre, *Questions et réponses écrites*, n° 50-151)».

Un point de vue similaire est adopté en ce qui concerne les dettes parafiscales. On se réfère ici au caractère d'ordre public des dettes de sécurité sociale.

Pour les dettes parafiscales aussi, il existe des directives émanant du service public fédéral compétent. Ces directives obligent également les caisses d'assurances sociales à se conformer à ce point de vue strict.

L'attitude des autorités sur cette question n'est donc pas conséquente: d'une part, elles font une loi sur le règlement collectif de dettes pour donner aux gens la possibilité de sortir de la spirale de la dette et de repartir de zéro et, d'autre part, elles sabordent leur propre législation en ignorant dans leur propre pratique administrative les principes de cette loi.

En outre, le rejet systématique de l'avantage du plan de règlement amiable empêche d'aboutir à un accord en vue d'un règlement de dettes couvrant une période de plus de cinq ans. En effet, le règlement judiciaire a obligatoirement une durée de 3 à 5 ans, ce qui porte préjudice à la fois au débiteur et au créancier. Le débiteur se voit privé de la possibilité de régler sa dette à l'amiable. Le créancier récupérera généralement moins de fonds, compte tenu de la période de règlement plus courte.

Il va de soi qu'il faut en tout cas éviter qu'un règlement couvre une période trop longue, ce qui risquerait de devenir particulièrement lourd pour le débiteur.

Si l'on veut continuer à encourager le succès du règlement de dettes à l'amiable, il convient également de corriger la procédure de décision. En vertu de la réglementation actuelle, toutes les parties intéressées doivent donner leur assentiment. Un seul débiteur peut ainsi bloquer le règlement.

Pour remédier à cette situation, on peut s'inspirer par exemple de la réglementation relative à la suspension définitive dans le cadre d'un concordat judiciaire et une majorité de créanciers représentant une majorité des créances non contestées paraît offrir une solution plus efficace.

schulden — ook belastingschulden — kwijt te schelden, in het licht van deze grondwettelijke bepaling niet voldoende is om de ontvangers toe te laten om in te stemmen met een minnelijke aanzuiveringsregeling die kwijtschelding van belastingen in hoofdsom inhoudt.

Diverse ter zitting verschijnende ontvangers van de fiscus delen mee dat zij, als rekenplichtigen van de Staat, niet het risico wensen te lopen om persoonlijk aansprakelijk te worden gesteld ingeval zij wél zouden instemmen met dergelijke minnelijke aanzuiveringsregelingen.

Er blijken binnen de fiscale administraties interne richtlijnen te bestaan die de ontvangers opleggen om dit standpunt in te nemen.

Uit een antwoord van de minister van Financiën op een parlementaire vraag blijkt duidelijk dat «de ontvangers evenwel in hun hoedanigheid van rekenplichtige van de Schatkist niet kunnen instemmen met een minnelijke aanzuiveringsregeling die een kwijtschelding van belastingschulden in hoofdsom insluit, gelet op artikel 172 van de Grondwet die inzake belastingen geen vrijstelling of vermindering toestaat dan door een wet. Indien een dergelijke minnelijke regeling wordt voorgesteld, zijn de ontvangers gehouden meteen een bezwaar of een tegenvoorstel te formuleren. De kwijtschelding van fiscale schulden in hoofdsom is dus slechts mogelijk in het raam van een gerechtelijke aanzuiveringsregeling zoals bedoeld in de artikelen 1675/11 tot 1675/13 van het Gerechtelijk Wetboek (antwoord van de minister van Financiën van 7 januari 2003 op vraag nr. 959 van 25 maart 2002, Kamer, *Schriftelijke Vragen en Antwoorden* 50, nr. 151)».

Een gelijkaardig standpunt wordt ingenomen in verband met de parafiscale schulden. Hier wordt verwezen naar het openbare orde karakter van de social zekerheidsschulden.

Ook voor de parafiscale schulden blijken richtlijnen te bestaan uitgaande van het bevoegde Federale overheidsdienst. Deze richtlijnen verplichten ook de sociale verzekeringskassen zich op dit strenge standpunt te stellen.

De houding van de overheid in deze is derhalve niet consequent: enerzijds maakt zij een wet op de collectieve schuldenregeling om mensen de kans te geven uit de schuldenpiraal te treden en opnieuw met een propere lei te beginnen, anderzijds ondergraaft zij haar eigen wetgeving door in haar eigen administratieve praktijk de principes van deze wet naast zich neer te leggen.

Het systematische afwijzen van het voordeel van de minnelijke aanzuiveringsregeling, verhindert daarnaast ook dat een akkoord kan bekomen worden voor een aanzuiveringsregeling die loopt over een periode van meer dan 5 jaar. De gerechtelijke aanzuivering heeft immers verplicht een looptijd van 3 tot 5 jaar. Dit is in het nadeel van zowel de schuldenaar als de schuldeiser. De schuldenaar ziet de mogelijkheid om minnelijk aan te zuiveren verloren gaan. De schuldeiser zal doorgaans minder fondsen recupereren gelet op de kortere aanzuiveringsperiode.

Uiteraard moet in elk geval vermeden worden dat een regeling wordt getroffen over een al te lange periode, hetgeen voor de schuldenaar bijzonder belastend dreigt te worden.

Om het succes van de minnelijke aanzuiveringsregeling verder te stimuleren dient ook de beslissingsprocedure bijgestuurd te worden. In de huidige regeling dienen alle belanghebbende partijen goed te keuren. Zo kan een enkele schuldenaar de regeling tegenhouden.

Om hieraan te verhelpen kan inspiratie gevonden worden in bijvoorbeeld de regeling inzake de definitieve opschorting in het kader van een gerechtelijk akkoord en lijkt een meerderheid van schuldeisers die een meerderheid van de niet-betwiste schuldvorderingen vertegenwoordigen een meer werkbare oplossing.

Il va de soi que les lacunes que présentent les dispositions légales en matière de règlement amiable ne constituent qu'une partie du problème croissant du surendettement des particuliers. Il semble néanmoins aux auteurs qu'il faut combler d'urgence les lacunes des dispositions légales.

L'objet du présent amendement est de conférer une base légale formelle à la compétence des receveurs de l'administration fiscale en matière de remise des dettes fiscales. Bien entendu, le même raisonnement s'applique aussi à l'ONSS et aux caisses de sécurité sociale. La présente proposition — qui a été déposée sous forme d'amendement lors de la discussion récente du projet de loi relatif au recouvrement amiable des dettes du consommateur — a déjà été approuvée dans son principe par le gouvernement.

L'amendement veut en outre modifier la procédure d'approbation dans le cadre du règlement amiable, en disposant qu'une majorité de créanciers représentant une majorité des créances non contestées doit approuver la réglementation.

La première modification, sous A, habilite par ou en vertu de la loi les ministres compétents ou les agents désignés par eux à accorder, dans le cadre d'une procédure de règlement amiable, une remise totale ou partielle des dettes soit fiscales, soit sociales.

Il se trouve que les ministres compétents sont les mieux placés pour déterminer quel agent peut autoriser la remise, selon quelle procédure et à quelles conditions. Cette méthode présente la souplesse requise et peut être préférée à la désignation d'un agent bien déterminé dans la loi.

B) Le B) modifie la procédure de décision pour le plan de règlement amiable en requérant non plus l'approbation de tous les intéressés, mais celle de la majorité des créanciers qui représentent la majorité des dettes.

On peut remarquer que l'absence d'objection est censée équivaloir à une approbation, comme c'est déjà le cas actuellement.

N° 91 DE MM. SCHOUPPE, DE CLERCK ET VAN PEEL

Art. 435bis à 435quinquies (nouveaux)

Ajouter les articles 435bis à 435quinquies (nouveaux), rédigés comme suit :

« Art. 435bis. — À l'article 15/11, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation, il est ajouté un 3^o, rédigé comme suit :

« 3^o Le financement de la compensation des revenus des communes, comme prévu, par l'article 3, 13^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions »

Justification

Ces amendements doivent conférer une base légale à la perception d'une taxe sur le transport du gaz, en compensation des pertes

De tekortkomingen in de wettelijke regeling van de minnelijke aanzuivering vormen uiteraard slechts een onderdeel van het groeiende probleem van de schuldenoverlast bij particulieren. Niettemin komt het de indieners voor dat dringend moet verholpen worden aan de lacunes in de wettelijke regeling.

De bedoeling van dit voorstel is een uitdrukkelijke wettelijke basis te geven aan de bevoegdheid van de ontvangers van de fiscale administratie om de fiscale schulden kwijt te schelden. Dezelfde redenering geldt uiteraard ook voor de RSZ en voor de sociale zekerheidskassen. Dit voorstel — dat onder vorm van amendement tijdens de recente bespreking van de wet betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument werd ingediend —, werd reeds in zijn beginsel goedgekeurd door de regering.

Het voorstel wil daarnaast een wijziging aanbrengen in de toestemmingsprocedure in het kader van de minnelijke aanzuivering, door te stellen dat een meerderheid van schuldeisers die een meerderheid van de niet-betwiste schuldvorderingen vertegenwoordigen de regeling dient goed te keuren.

Via de eerste wijziging litt. A) worden de bevoegde ministers of de door hen aangeduide ambtenaren bij of krachtens de wet gemachtigd in het kader van een minnelijke aanzuiveringsprocedure gehele of gedeeltelijke kwijtschelding te verlenen voor fiscale dan wel sociale schulden.

Het komt voor dat de bevoegde ministers het best zijn geplaatst om uit te maken welke ambtenaar, volgens welke procedure en onder welke voorwaarden de kwijtschelding kan toestaan. Deze werkwijze biedt de nodige soepelheid en kan verkozen worden boven het aanduiden van een welbepaalde ambtenaar in de wet.

B) wijzigt de beslissingsprocedure voor de minnelijke aanzuiveringsregeling door niet langer een goedkeuring van alle belanghebbenden te vereisen doch een goedkeuring door de meerderheid van de schuldeisers die de meerderheid van de schulden vertegenwoordigen.

Er kan opgemerkt worden dat het niet inbrengen van een bezwaar geacht wordt een instemming uit te maken, zoals dit nu reeds het geval is.

Etienne SCHOUPPE.

Nr. 91 VAN DE HEREN SCHOUPPE, DE CLERCK EN VAN PEEL

Artt. 435bis tot 435quinquies (nieuw)

De artikelen 435bis tot 435quinquies (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 435bis. — In artikel 15/11, § 1, vierde lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, wordt een 3^o ingelast, luidend als volgt :

« 3^o De financiering van de compensatie van de inkomsten van de gemeenten, zoals voorzien door artikel 3, 13^o, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten. »

Verantwoording

Deze amendementen leggen de wettelijke basis voor een heffing op het vervoer van gas ter compensatie van de verliezen die

enregistrées par les communes à la suite de la restructuration du marché du gaz naturel.

« Art. 435ter. — À l'article 15/11, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation, il est ajouté un 3^o, rédigé comme suit :

« 3^o Dans un fonds, géré par la Commission, destiné au financement de la compensation des revenus des communes, comme prévu par l'article 3, 13^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions. ».

Justification

Voir la justification de l'amendement précédent.

« Art. 435quater. — À l'article 15/14 de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation, il est ajouté un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Sans préjudice de l'article 15/11, la Commission est chargée de la gestion et du versement des sommes destinés au financement de la compensation des revenus des communes.

Le Roi est chargé, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après concertation avec les régions, de l'exécution de cet article. »

Justification

Voir amendement précédent.

« Art. 435quinquies. — Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des articles 435bis, 435ter et 435quater. »

Justification

Voir l'amendement précédent.

N^o 92 DE MM. **SCHOUPE**

Art. 478

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Art. 478. — Les articles 161 à 169 de la loi-programme du 8 avril 2003 sont abrogés. »

Justification

Le présent amendement tend à supprimer l'obligation administrative faite aux employeurs occupant plus de 100 travailleurs de

gemeenten hebben ten gevolge van de herstructurering van de aardgasmarkt.

« Art. 435ter. — In artikel 15/11, § 1, vijfde lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen wordt een 3^o ingelast, luidend als volgt :

« 3^o In een fonds dat beheerd wordt door de Commissie, bestemd voor de financiering van de compensatie van de inkomsten van de gemeenten, zoals voorzien door artikel 3, 13^o, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten. »

Verantwoording

Zie vorig amendement.

« Art. 435quater. — In artikel 15/14 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, wordt een § 4 ingelast, luidend als volgt :

« § 4. Onverminderd artikel 15/11 wordt de commissie belast met het beheer en het doorstorten van de sommen, bestemd voor de financiering van de compensatie van de inkomsten van de gemeenten.

De Koning wordt belast, na overleg in de Minister-raad en na overleg met de gewesten, met de uitvoering van dit artikel. »

Verantwoording

Zie vorig amendement.

« Art. 435quinquies. — De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 435bis, 435ter en 435quater. »

Verantwoording

Zie vorig amendement.

Etienne SCHOUPPE.
Stefaan DE CLERCK.
Marc VAN PEEL.

Nr. 92 VAN DE HEER **SCHOUPE**

Art. 478

Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 478. — In de programmawet van 8 april 2003 worden de artikelen 161 tot en met 169 geschrapt. »

Verantwoording

Dit amendement beoogt de schrapping van de administratieve verplichting voor de werkgevers met meer dan 100 werknemers

collecter les données concernant les déplacements des travailleurs entre leur domicile et leur lieu de travail, et de les transmettre à une banque centrale de données à créer, dans la perspective des «plans de gestion de la mobilité».

Vu l'inutilité de cette obligation administrative, qui ne peut même pas être mise en œuvre dans les délais prévus, nous proposons de supprimer tout le régime. En comparaison, l'obligation faite aux employeurs occupant plus de 50 travailleurs d'établir et de mettre en œuvre des plans de transport d'entreprise, est bien plus pertinente.

om de gegevens over de woonwerkverplaatsingen van hun werknemers te verzamelen en door te geven aan een op te richten centrale databank met het oog op de zogenaamde «mobiliteitsbeheersplannen».

Gezien de zinloosheid van deze administratieve verplichting, die zelfs niet eens binnen de gestelde termijnen kan uitgevoerd worden, stellen wij voor om heel de regeling te schrappen. In vergelijking daarmee is de verplichting aan werkgevers met meer dan 50 werknemers, tot het opstellen en uitvoeren van bedrijfsvervoersplannen, veel zinvoller.

Etienne SCHOUPPE.